

Numéro 129 du 28 juin 1982 - 10 FF - 70 FB - 4 FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

**TROUPES
SIONISTES
HORS
DU LIBAN**



MOYEN-ORIENT

**Déclaration du
GCR libanais**

**Interview d'un
dirigeant de la LCR
(Matzpen) d'Israël**



DOSSIER JAPON

**Le mouvement ouvrier
face à la réorganisation de la droite syndicale**

Sommaire du numéro 129 du 28 juin 1982

3	EDITORIAL	Halte à l'agression israélienne au Liban	Ive INTERNATIONALE
5	ISRAEL	Entretien avec un dirigeant de la LCR (Matzpen)	Jean-Pierre BEAUVAIS
7	LIBAN	Lettre ouverte aux organisations combattantes libanaises	Groupe communiste révolutionnaire du Liban
8	POLOGNE	La résistance six mois après le coup de Jaruzelski	Jacqueline ALLIO
9	—	Guerre de position et guerre de mouvement : sur la stratégie de Solidarité	Zbigniew KOWALEWSKI
12	RDA	Le mouvement pacifiste est-allemand contre la militarisation et la bureaucratie	Anna LIBERA
15	DOSSIER JAPON	La réorganisation des forces pro-patronales dans le mouvement syndical	Yohichi SAKAI
22	—	Liberté pour les 14 condamnés de Narita	INPRECOR
23	FRANCE	Les fruits amers de l'austérité de gauche	Daniel JEBRAC
24	—	La LCR face à quelques échéances politiques	François OLLIVIER
28	ARGENTINE	Plans de la junte et manœuvres de la bureaucratie syndicale	« EM TEMPO »
30	NOUVELLE-ZELANDE	Pour un Pacifique indépendant et dénucléarisé	« SOCIALIST ACTION »
32	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	ANTILLES : Ve Congrès du GRS. FRANCE/USA : Appel du SWP et de la LCR contre Reagan-la-guerre. PAYS-BAS/USA RFA : Imposantes manifestations pacifistes. ARGENTINE : Pour le droit au retour des exilés politiques. BRESIL : Une candidature du PT pour le Minas Gerais. BELGIQUE : VIe Congrès de la LRT. PORTUGAL : Soutien aux prisonniers politiques en grève de la faim. PAYS-BAS : Solidarité avec les soldats emprisonnés. INPRECOR EN POLONAIS : Le numéro 4 vient de paraître.	
36	LIBAN	Retrait immédiat de l'armée israélienne ! Non à une solution imposée par l'impérialisme !	Communiqué commun : Parti d'Action communiste en Syrie, Parti communiste égyptien (Conférence), LCR (Israël), GCR (Liban)

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Halte à l'agression sioniste !

Troupes israéliennes hors du Liban !

Déclaration du Bureau du secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale du 13 juin 1982.

L'Etat sioniste a déclenché une nouvelle guerre d'agression au Liban pour écraser la résistance palestinienne. Menahem Begin et Ariel Sharon (respectivement chef du gouvernement et ministre de la Défense israéliens) n'ont pas hésité à avoir recours aux moyens de destruction les plus puissants et aux méthodes les plus criminelles.

Palestiniens et Libanais, sans distinction entre militaires et civils, ont été sauvagement attaqués et bombardés. Il y a déjà eu des milliers et des milliers de victimes et le bilan devient chaque jour plus lourd. Des centaines de milliers de personnes ont dû quitter leurs maisons et leur travail et ont grossi la masse déjà énorme des réfugiés. Les destructions matérielles ont atteint des proportions terribles, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Les objectifs palestiniens ont été frappés avec une brutalité inouïe par une armée qui, selon les plans de Begin-Sharon, devait imposer une « solution finale ».

L'attaque israélienne était préparée depuis longtemps : on n'attendait que l'occasion favorable pour la déclencher. En 1978, Israël avait lancé une opération analogue qui, *a posteriori*, apparaît comme une répétition générale de l'opération actuelle. A l'époque, la Résistance palestinienne avait pu maintenir l'essentiel de ses positions, qui ne furent pas non plus entamées par des opérations de moindre envergure organisées par la suite. Par conséquent, le problème que représente pour les sionistes la résistance palestinienne qui, malgré les concessions obtenues par Israël n'avait pas été résolu politiquement par les Accords de Camp David, subsistait sur le terrain militaire également. Voilà ce que l'establishment sioniste ne pouvait pas accepter !

L'évolution de la situation dans les territoires occupés, en premier lieu en Cisjordanie, où la domination sioniste se heurtait à une opposition de masse croissante, et la lutte acharnée de la population du Golan en grève depuis des mois constituaient, par ailleurs, un autre motif de préoccupation pour les dirigeants sionistes. Cela d'autant plus que ces événements avaient un impact sur des couches de la population israélienne elle-même, comme l'a montré la grande manifestation du 27 mars dernier à Tel Aviv. La situation économique très grave, à la suite de laquelle, pour la première fois, le niveau de vie des masses israéliennes a baissé, aggravait les tensions.

Dans un tel contexte se répandaient de plus en plus un sentiment d'insécurité et de pessimisme quant à l'avenir, ainsi que la prise de conscience que le pays se trouvait dans une impasse.

C'est pour faire face à ces problèmes que Begin avait besoin de prendre une initiative spectaculaire, susceptible de créer une situation nouvelle et de donner un contenu à sa propagande sur le thème « refaire 1948 », à savoir ouvrir une nouvelle phase d'essor de l'Etat israélien.

Le principal objectif de l'offensive militaire était d'infliger à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le coup le plus dur de son histoire et de frapper par là-même, politiquement et moralement, la résistance de masse dans les territoires occupés. En même temps, Menahem Begin visait à affaiblir la Syrie, aussi bien militairement que politiquement, et à l'obliger à se retirer du Liban. Ce retrait aurait déblayé le terrain pour une restructuration de l'Etat libanais, « libéré » de l'influence palestinienne et livré aux forces les plus conservatrices et réactionnaires, prêtes à accepter la « pax israeliana » sous la tutelle de l'impérialisme.

Le rapport des forces entre l'ensemble des Etats arabes d'un côté, et Israël de l'autre, aurait également évolué en faveur de ce dernier.

Menahem Begin a estimé bénéficier de conditions suffisamment favorables pour son entreprise guerrière, notamment grâce à la neutralisation durable de l'Egypte après les Accords de Camp David, à la déliquescence de l'Etat libanais, à l'affaiblissement de la gauche libanaise, à l'impossibilité de toute action irakienne, et aux difficultés intérieures du régime syrien l'empêchant de courir le risque d'un affrontement militaire majeur. Il savait très bien que l'impérialisme américain n'irait pas au-delà de quelques réserves formelles — étant intéressé aussi à l'écrasement de l'OLP, à l'affaiblissement de la Syrie et au renforcement d'Israël — et que les bourgeoisies européennes ne prendraient aucune initiative concrète pour arrêter le bras de Tel Aviv.

Menahem Begin voulait également démontrer que l'Etat d'Israël n'était pas comparable à l'Iran du Shah, qu'il avait une force militaire considérable, une très grande cohésion politique

Manifestation palestinienne à Beyrouth en 1977. (DR)



et représentait le seul pilier solide d'une stratégie contre-révolutionnaire dans la région.

Ses calculs se sont révélés corrects. Les Etats-Unis se sont opposés même à l'adoption d'une résolution condamnant Israël aux Nations Unies. Les Etats européens, France « socialiste » comprise, se sont limités à des condamnations aussi stériles qu'hypocrites. L'URSS a manœuvré en coulisses, se souciant surtout de sauver son allié de Damas, et n'est venue en aide, sous aucune forme, à la Résistance palestinienne. La force de l'ONU (FINUL) n'a aucunement joué le rôle de « cordon sanitaire » qui était censé être le sien. La Force arabe de dissuasion (FAD) — en pratique l'armée syrienne — a tout mis en œuvre pour éviter le combat. Les Etats arabes sont restés passifs. A l'intérieur de l'Etat sioniste, l'opposition travailliste a donné son blanc-seing à l'agression, et les manifestations anti-guerre n'ont rassemblé que quelques centaines de personnes brutalement attaquées par les partisans de l'Union sacrée.

Le cessez-le-feu, conclu unilatéralement entre Israël et la Syrie, a été favorisé par l'action des Etats-Unis, qui craignaient qu'en allant trop loin, Menahem Begin ne provoque des bouleversements aux conséquences imprévisibles dans la région. En ce sens, la décision de l'Iran d'envoyer des contingents pour aider la résistance palestinienne avait été un premier signal d'alarme. L'OLP a ressenti ce premier cessez-le-feu comme un lâchage, comme une indication supplémentaire que le régime syrien se préoccupe beaucoup plus de son propre sort que de la défense des droits vitaux du peuple palestinien. Sous la pression de cette manœuvre, l'OLP a accepté à son tour un cessez-le-feu, qui apparaît extrêmement précaire et que Menahem Begin a déjà violé à plusieurs reprises, et violera sans doute chaque fois qu'il l'estimera utile.

Les succès remportés dans cette nouvelle *Blitzkrieg* permettent à Israël de s'engager — en partant d'une position de force — dans les négociations qui se déroulent et qui se poursuivront de façon très serrée, quelles que soient les vicissitudes de la confrontation militaire. Begin pourra compter sur l'aide substantielle des impérialistes et sur la complicité, plus ou moins directe, des forces réactionnaires de la région.

Toutefois, l'espoir des dirigeants sionistes d'ouvrir une nouvelle phase dans l'histoire de leur Etat et de sa domination dans cette partie du monde, risque fort de ne pas se matérialiser. L'objectif principal de la guerre n'a pas été atteint : l'OLP a subi des coups très durs, perdu des positions, enregistré des pertes très douloureuses, mais elle n'a pas été détruite. Ses combattants ont lutté et luttent d'une manière héroïque et leurs foyers de résistance n'ont pas été éliminés, même dans les villes les plus durement attaquées par l'adversaire.

Généralistes israéliens scrutant la frontière libanaise. (DR)



L'armée israélienne à Jérusalem. (DR)

L'incertitude de Begin, dès que son armée est arrivée aux abords de Beyrouth, est en elle-même révélatrice de l'impasse où Israël ne cesse de s'enfermer. Dans la capitale libanaise et ses faubourgs, il y a environ 200 000 Palestiniens qui sont décidés à se défendre jusqu'au bout. Pour écraser la résistance et son organisation, l'OLP, qui n'est pas une « bande de terroristes » mais l'expression des aspirations nationales d'un peuple en lutte pour son indépendance et sa survie, les sionistes devraient déclencher un massacre frisant le génocide et envisager par la suite des déplacements massifs de population vers des destinations précaires.

Par ailleurs, les forces réactionnaires libanaises, qui n'ont pas surmonté leurs propres divisions, seraient difficilement en condition d'imposer l'avènement d'un régime fort, un tant soit peu stabilisé. Une opération style Saad Haddad — ce commandant libanais qui occupe le Sud-Liban au profit des Israéliens — n'est possible que dans un territoire limité et relativement peu peuplé et, en tout cas, ne pourrait pas faire l'économie d'une intervention prolongée des forces armées israéliennes. La situation intérieure en Israël pourrait connaître une évolution dès que la précarité du succès se précisera et que seront connues les pertes subies par les agresseurs. Bien que modestes par rapport aux pertes palestiniennes et libanaises, elles apparaîtraient très graves à des Israéliens habitués à remporter des victoires sans trop de deuils.

Il est impératif que le mouvement ouvrier mobilise ses forces dans le monde entier afin de faire cesser immédiatement l'agression criminelle de l'Etat sioniste et d'assurer sa pleine solidarité à la Résistance palestinienne. Il faut exiger que l'armée d'Israël se retire de tout le Liban et que toutes les forces d'occupation soient retirées des territoires occupés, que le Liban puisse récupérer sa souveraineté et que les Palestiniens maintiennent leurs positions, leurs forces armées et leurs organisations.

Il faut dénoncer la complicité des Etats-Unis avec Menahem Begin, l'hypocrisie des Etats européens, qui ont adopté des sanctions économiques contre l'Argentine lors du conflit des Malouines, mais se gardent bien d'entreprendre une action concrète face à l'agression israélienne.

Il faut exiger que les Etats ouvriers assurent une aide économique et militaire à la Résistance palestinienne et à toutes les forces libanaises qui luttent aux côtés des Palestiniens contre les sionistes. ■

- Halte à l'agression sioniste !
- Troupes israéliennes hors du Liban immédiatement !
- Solidarité avec la Résistance palestinienne !

Bureau du Secrétariat unifié (SU)
de la IV^e INTERNATIONALE,
13 juin 1982.

"L'objectif sioniste, c'est la liquidation de l'OLP"

Interview d'un dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (Matzpen) d'Israël

Jean-Pierre BEAUVAIS : — Quels étaient les objectifs du gouvernement israélien en déclenchant la guerre ?

Camarade de la LCR d'Israël : — L'objectif principal, c'est la liquidation politique et militaire de l'OLP. L'actuel gouvernement israélien considère l'OLP comme une organisation terroriste qui peut être réduite et liquidée par des moyens militaires. Le second objectif est de modifier les rapports de forces dans la région en infligeant une sévère défaite politique ou militaire à la Syrie. Rappelons que c'est à partir de la guerre de 1973 que les rapports de forces régionaux ont commencé à se modifier défavorablement pour Israël. Le troisième objectif est d'ordre intérieur. Il s'agit de restaurer le sentiment d'unité nationale, la confiance en elle-même de la population juive d'Israël. Il s'agit de montrer que l'Etat sioniste peut mettre fin aux pressions qu'a commencé à exercer sur lui la révolution arabe. Cette confiance en soi de la population juive a été sérieusement ébranlée ces dernières années ...

— Peut-on d'ores et déjà dire que le gouvernement Begin a réussi à créer une atmosphère d'unité nationale parmi les Juifs d'Israël en déclenchant la guerre ?

— La guerre a créé une apparence d'unité nationale. La radio joue des marches militaires toute la journée. Aucune information sur les pertes subies n'est donnée. Le gouvernement n'est confronté à aucune mobilisation de masse dans les rues ni à aucun front d'opposition politique important. Cela n'a rien de surprenant. Nous sommes loin d'être dans une situation où une majorité de la population serait prête à manifester son opposition au gouvernement alors que le pays est en guerre. Mais, pour la première fois en temps de guerre, des opposants se sont ouvertement exprimés. Dès le premier jour. Et même au sein de l'establishment. Certains députés, par exemple, se sont abstenus sur une motion de censure présentée par le Parti communiste. Nos camarades travaillant dans le Comité de solidarité avec l'université de Bir Zeit (l'université palestinienne, fermée par les autorités sionistes) ont fait circuler une pétition contre la guerre qui a déjà été signée par plusieurs dizaines de personnalités libérales. Cela est totalement nouveau dans le contexte d'un affrontement militaire en cours.

Il y a déjà plusieurs cas de refus d'obéissance au sein de l'armée elle-même. Des refus de franchir la frontière. C'est la position que nous défendons et elle a reçu des appuis non dénués de signification.

Enfin, plusieurs petites manifestations ont été organisées ces derniers jours. Des manifestations contre la guerre regroupant plusieurs dizaines de participants. En même temps, des mots d'ordre antiguerre apparaissent ici et là sur les murs. Tout cela reflète l'activité d'opposants de gauche. Une activité modeste mais qui eût été impensable durant la guerre de 1967, et même durant celle de 1973. Les mots d'ordre les plus visibles, écrits en hébreu, sont : « *Hors du Liban, maintenant ! A bas la guerre barbare au Liban ! L'OLP est indestructible ! L'OLP, c'est l'ensemble du peuple palestinien !* » Evidemment, le véritable test viendra après la guerre. Nous estimons qu'au moins 150 soldats israéliens ont déjà, à ce jour, trouvé la mort en territoire libanais. Cela n'est pas rien pour Israël. Et nous ne pensons pas que l'offensive israélienne puisse atteindre ses objectifs. Elle peut porter des coups sévères, même très sévères, au mouvement palestinien. Mais elle est incapable de le détruire. A terme, il peut y avoir un effet de boomerang sur la société israélienne elle-même. Un effet produit par la relative inefficacité de cette offensive et par le prix qu'aura dû payer l'armée israélienne.

— Quel est l'impact de la guerre sur la population arabe d'Israël et sur celle des territoires occupés ?

— C'est un choc considérable. Les habitants des territoires occupés peuvent voir les résultats de l'offensive israélienne à la télévision en captant les chaînes arabes. Ils voient les destructions et les morts, les milliers de blessés, les dizaines de milliers chassés de leurs demeures et de leurs camps. Et ils savent que l'un des projets que caresse le gouvernement Begin est de profiter de la situation pour expulser le plus grand nombre possible d'entre eux d'Israël et des territoires occupés.

— Quelles sont les possibilités qu'a Begin de changer les rapports de forces régionaux ?

— Si Israël ne réussit pas, comme nous le pensons, à porter un coup mortel

à la résistance palestinienne, cette guerre signifiera une défaite. Le gouvernement explique clairement qu'il veut ramener la résistance à son niveau de 1948, c'est-à-dire l'atomisation complète du peuple palestinien et la destruction de son mouvement national. Si cela n'est pas atteint, il s'agira bien d'une défaite. Le second objectif fixé — le changement des rapports de forces dans la région — ne pourra, dans ce cas, lui non plus être atteint ; comme le troisième objectif, la restauration de la confiance en soi de la population juive.

— Jusqu'où le gouvernement israélien est-il prêt à aller ? Occuper Beyrouth ? le sud du Liban ?

— Begin et Sharon ont déjà pris des décisions dont la rationalité politique est loin d'être évidente. Comme l'annexion du Golan ou l'attaque d'hélicoptères syriens en 1981 qui a conduit à l'installation de missiles dans la vallée de la Bekaa.

Je ne suis pas certain que l'offensive militaire actuelle ait été sérieusement pensée dans toutes ses implications politiques. Je ne suis pas non plus certain que le gouvernement ait une idée claire quant aux limites à se fixer. La dynamique propre des opérations militaires peut conduire à des développements non envisagés initialement. La tentative d'occupation de Beyrouth ne peut donc être exclue. Mais ce serait de la part du gouvernement israélien une erreur colossale. De même qu'une occupation prolongée du Sud-Liban. Dans cette zone, qui va de la frontière israélienne à la route Beyrouth-Damas, il semble que Begin pense mettre sur pied des « milices arabes » de droite entraînées et financées par l'armée israélienne comme le sont les « milices chrétiennes » du commandant Haddad établies dans la région frontalière. Mais, si une chose est de le faire dans une zone attardée et peu peuplée large d'une quinzaine de kilomètres le long de la frontière israélienne, une autre, qualitativement différente, est de le faire dans une moitié du pays qui compte des agglomérations de plus de 100 000 habitants, comme Tyr ou Saïda.

Une occupation prolongée de la moitié sud du Liban contribuerait à accélérer la crise en Israël. Elle ferait apparaître la contradiction entre la capacité militaire du pays et ses ressources limitées, en particulier ses ressources humaines. Occuper la moitié sud du Liban signifierait mobili-

ser en permanence plusieurs régiments. Le coût économique et social serait très élevé. L'armée israélienne est une armée de conscrits et de réservistes. Une mobilisation prolongée, indéfinie de ces derniers n'est pas sérieusement envisageable.

— Quels sont les objectifs d'Israël concernant la Syrie ?

— De mettre le régime de Hafez el Assad à genoux d'abord. Ensuite, de couper au moins partiellement le soutien qu'il donne aux Palestiniens, pour isoler encore davantage la résistance.

Le régime syrien fait face à une situation intérieure difficile, avec une opposition de masse aux objectifs confus, dominée par la droite traditionaliste des Frères musulmans, soutenue par l'Irak et la Jordanie.

Une défaite politique ou militaire résultant de l'incapacité du régime Assad à répondre aux actions de l'armée israélienne menacerait de jeter bas le régime. Et, du point de vue d'Israël, la question de savoir qui le remplacerait est secondaire. Il y a un courant dans la direction israélienne, représentée par le général Sharon, qui n'aurait pas de problème à voir un régime « révolutionnaire » à la place d'Assad. Pour lui, il est presque préférable d'avoir des régimes anti-impérialistes dans les Etats arabes, de sorte qu'Israël ait le monopole du soutien impérialiste dans la région, plutôt que d'avoir des régimes néo-coloniaux avec lesquels Israël devrait partager les subsides impérialistes... Sharon a déjà dit plusieurs fois que peu lui importe qui remplacera Assad. Ce peut être un nouveau Nasser, et ce serait peut-être même préférable.

Ils veulent au moins humilier la Syrie pour la forcer à accepter une défaite politique au Liban, à évacuer Beyrouth, à retirer ses missiles, à rester passive face au massacre des Palestiniens. C'est le minimum qu'ils veulent obtenir.

Mais il y a aussi un plan pour occuper une large part du Liban. Sharon l'a dit il y

à quelques jours assez crûment. Ce plan existe au moins dans certains cercles de l'armée. Une campagne rapide pour briser les reins de l'armée syrienne n'est pas exclue. Mais là les facteurs internationaux joueront un rôle déterminant. On ne doit pas oublier que la Syrie a un traité d'assistance militaire avec l'Union soviétique. Il y a une limite au-delà de laquelle l'URSS ne peut pas laisser aller les choses. Il en va de même pour les USA. S'ils donnent le feu vert à Israël, ils leur laisseront du temps pour conduire leur opération, mais pas trop, dans la mesure où cette offensive risque d'avoir un effet déstabilisateur pour les intérêts impérialistes dans la région. Pour moi, la politique de Washington est de laisser aller les choses, ce qui explique leur veto à l'ONU il y a quelques jours : ils ont donné du temps à Israël...

— Tu as parlé d'opposition à la guerre au sein de l'establishment israélien...

— Cela est particulièrement évident à la lecture de *Haaretz*, le plus sérieux des quotidiens bourgeois. Bien sûr, il n'a pas pris position contre la guerre. Mais on peut lire dans ses colonnes toute une série de questions. L'opération a-t-elle été réellement pensée politiquement ? Le gouvernement sait-il jusqu'où il veut aller ? etc. Ces questions reflètent un grand scepticisme sur l'opportunité de cette guerre au sein de la bourgeoisie israélienne. Bien qu'en surface il y ait une totale unité entre les principaux partis sionistes, des travaillistes au Likoud.

En fait, il y a un secteur parmi la bourgeoisie israélienne qui a une appréciation plus réaliste des rapports de forces régionaux et ne croit guère à un changement de la situation par la seule force militaire. C'est un secteur plus conscient des intérêts globaux de l'impérialisme américain et des limites qu'ils imposent aux initiatives israéliennes. Il en est d'au-

tres, à l'opposé, qui souhaitent une guerre régionale ; qui veulent régler son compte à la Syrie, quel qu'en soit le prix...

— Que veut-tu dire par « régler son compte à la Syrie ? »

— Une confrontation généralisée avec l'armée syrienne, incluant éventuellement l'occupation de Damas. Sharon a déclaré à plusieurs reprises que, si cela est nécessaire, Israël est parfaitement capable de s'emparer de Damas.

— Quelles sont les chances pour ce secteur de la bourgeoisie de mettre en pratique jusqu'au bout sa politique ?

— Deux facteurs s'y opposent. D'abord, la perspective d'une guerre régionale est inacceptable pour l'impérialisme américain, car Israël ne peut la mener rapidement et « proprement ». Une guerre « de six jours » victorieuse contre la Syrie n'est pas possible aujourd'hui. Ensuite, un écrasement total et rapide de la résistance palestinienne n'est également pas possible. Ce qui n'a pu être fait il y a quatre ans lors de l'opération Litani ne peut pas plus l'être aujourd'hui.

Il est clair que l'impérialisme américain a donné le feu vert à Israël pour une opération de quelques jours. Les Etats-Unis savent que si cette offensive se prolonge trop, elle aura un profond effet déstabilisateur sur les régimes bourgeois arabes de la région.

— La défaite irakienne face à l'Iran a-t-elle joué un rôle dans la décision du gouvernement Begin de se lancer maintenant dans la guerre ?

— Sans aucun doute. Et cela a également joué pour le feu vert de Washington. La perspective d'une issue à court terme de ce conflit signifie des réalignements dans la région. Il s'agit donc de tirer parti du désarroi qu'a causé cette guerre dans le camp arabe avant que la situation ne soit à nouveau stabilisée, ou avant une chute du régime de Saddam Hussein à Bagdad.

— Une dernière question. Quel rôle peut jouer la solidarité internationale avec les combattants palestiniens et avec les opposants à la politique de Begin en Israël ?

— Il est très important que tout ce que fait l'armée israélienne au Liban soit largement connu. Il est également très important que le régime sioniste soit le plus isolé possible, politiquement et moralement, à l'échelle internationale. Des comités permanents de solidarité avec le peuple palestinien sont aujourd'hui une nécessité pour mobiliser les secteurs les plus larges et pour mener à bien les indispensables tâches de solidarité. ■

Propos recueillis par
Jean-Pierre BEAUVAIS
18 juin 1982.



Pour un gouvernement de résistance nationale

Lettre ouverte du GCR aux organisations combattantes libanaises

NOS camarades du Groupe communiste révolutionnaire (GCR), section libanaise de la IV^e Internationale, qui participent à la défense de Beyrouth-Ouest, ont rendu publique une lettre ouverte aux organisations combattantes libanaises, qui a été lue à la radio et diffusée dans la presse. Face aux tractations — sous les auspices de l'envoyé spécial américain et sous la menace des canons israéliens — pour l'installation d'un gouvernement pro-occidental au Liban, le GCR propose la formation d'un gouvernement des véritables forces combattantes, excluant toutes les forces bourgeoises qui ont refusé de s'opposer à l'entrée de l'armée israélienne. Nous publions ci-dessous ce document.

Camarades, frères,

En ce moment décisif de l'histoire de notre lutte nationale où l'armée sioniste encercle Beyrouth, après que des milliers de fils de nos peuples libanais et palestiniens soient tombés dans la bataille de la liberté et de la véritable dignité, nous avons jugé nécessaire de nous adresser à vous avec toute la sincérité que veut l'importance de la période que nous traversons.

Nous nous adressons à votre confiance patriotique pour défaire le terrible complot contre nos masses patriotiques.

Camarades et frères,

Le soi-disant pouvoir légal du Liban a prouvé de façon définitive et flagrante sa collusion avec l'ennemi sioniste, ainsi que sa trahison totale. En effet, la tête de ce pouvoir reste dans ce palais à deux pas des bottes de l'ennemi qui foulent le pays et font de la présidence un vil otage de Begin et Sharon.

Quant à l'armée de Sarkis, à laquelle celui-ci avait donné de prétendues directives quelques jours auparavant pour s'opposer à l'invasion, cette armée à laquelle vous avez demandé de descendre dans la bataille, cette armée donc s'est contentée d'observer les troupes d'occupation se répandre dans les régions où elles se trouvent sans la moindre réaction, exactement comme par le passé lorsqu'elle s'était retirée au profit des bandes pro-sionistes de Bechir Gemayel.

Continuer à compter sur ce pouvoir coupable de haute trahison au vu et au su de tout le monde et demander à ce pouvoir de mobiliser des énergies pour affronter l'occupation — au moment où les décisions de ce pouvoir sont prises sous les bottes de cette même occupation guidée directement par le parrain US, qui a déclaré son soutien à l'ennemi sioniste sous d'autres termes —, continuer cela, c'est dans le meilleur des cas une mystification au service d'une ligne capitulaire. Cette ligne est en dernière analyse une ligne suicidaire.

Camarades et frères,

Nous ne saurions laisser Begin-Reagan réaliser leurs objectifs par des moyens politiques après que nos forces communes aient donné à l'ennemi une leçon qu'il n'est pas prêt d'oublier.

Nous ne saurions permettre à l'armée de la trahison « légale » (cette armée enfoncée jusqu'au cou dans la collusion avec l'occupant) de pénétrer dans des régions pour la défense desquelles des milliers de martyrs de nos deux peuples libanais et palestiniens sont morts.

Nous sommes capables, camarades et frères, de résister longtemps, très longtemps. Dans notre Beyrouth patriotique, dans notre forteresse, la plus forte des armées aurait beaucoup de mal à pénétrer. Si Tyr et Saïda et d'autres villes de nos classes patriotiques ont résisté et continuent à le faire jusqu'à maintenant, contrairement aux prévisions de l'ennemi, en étonnant le monde, il est encore plus clair que Beyrouth pourra résister beaucoup plus longtemps que ne peut l'imaginer l'armée sioniste. De plus, notre résistance commence à porter ses fruits, et les États qui proclament leur solidarité avec nous commencent à traduire cette solidarité par des actions

concrètes, même si elles sont jusqu'à présent à un niveau minimum.

Camarades et frères,

La seule voie pour la préservation des sacrifices de nos deux peuples, et pour empêcher de les gaspiller inutilement, la seule voie pour préserver notre armement patriotique et nos libertés politiques, la seule voie pour faire avorter la campagne de Begin-Reagan contre notre cause nationale, et la seule voie pour défaire leur offensive, cette seule voie est représentée par les mesures suivantes, que nous vous appelons à réaliser au nom du sang versé par des milliers de martyrs :

1.— Continuer le combat sans restrictions contre l'armée d'occupation sioniste pour l'empêcher d'avoir un instant de répit, et lui faire payer très cher toute minute d'occupation de notre terre.

2.— Refuser l'entrée d'armées non alliées, que ce soit celle de la trahison légale ou les armées des États impérialistes ou des États agents de l'impérialisme.

3.— Refuser toutes les formules concoctées par les USA et l'Arabie saoudite, grâce à l'occupation sioniste et avec la complicité de la légalité traître.

4.— Considérer les institutions de la « légalité » libanaise comme traîtres. Mise sur pied d'un gouvernement de Résistance nationale composé des forces qui ont réellement combattu l'ennemi sioniste.

5.— Mettre le projet des Conseils locaux (1) à exécution pour que ces conseils organisent la résistance à Beyrouth, sous toutes ses formes.

6.— Unifier l'ensemble des forces militaires et les centraliser dans le cadre d'une garde nationale, pour augmenter les capacités de ces forces et empêcher l'utilisation des armes par certains groupes suspects pour des objectifs qui n'ont rien à voir avec la résistance nationale.

7.— Demander aux États et forces anti-impérialistes de par le monde, notamment à l'URSS et à Cuba, une intervention militaire immédiate aux côtés de la résistance libano-palestinienne, jusqu'au retrait total et inconditionnel de l'armée sioniste de l'ensemble du territoire libanais.

Tel est, camarades et frères, ce que nous considérons être le seul programme permettant de défaire l'offensive. En espérant que vous considérerez favorablement notre appel, nous espérons, camarades et frères, que votre conscience patriotique guidera tous vos pas et que les sacrifices de nos martyrs n'auront pas été vains. ■

Bureau exécutif du Groupe communiste révolutionnaire,
section libanaise de la IV^e Internationale,
15 juin 1982.

(1) C'est un projet que le Mouvement national libanais avait proposé il y a peu de temps : l'organisation de Conseils locaux formés démocratiquement par la population au niveau des quartiers. Mais devant le tollé de la droite, il s'était rétracté.

La résistance six mois après le coup de Jaruzelski

SIX mois après le coup de force de Jaruzelski, l'ampleur de la résistance à la Junte militaire est apparue une fois de plus au travers des mobilisations du dimanche 13 juin, qui se sont déroulées à la sortie de la messe dans diverses villes du pays.

La détermination dont les travailleurs polonais ont à nouveau fait preuve à l'occasion des grèves et des manifestations de ce début juin fait suite aux mobilisations du mois de mai, qui avaient exprimé la volonté de la classe ouvrière du pays tout entier d'en découdre avec l'« occupant ».

Jusqu'à-là, la plupart des dirigeants connus de Solidarité s'étaient montrés plus que réticents face aux tentatives — qu'ils jugeaient prématurées — de coordonner le mouvement à l'échelle régionale et nationale. Plus d'un mettait en doute la possibilité de s'engager dans les préparatifs d'une grève générale (1).

Au lendemain du 13 mai pourtant, la commission exécutive régionale de Solidarité de Varsovie (RKW), notant la dégradation de la situation matérielle, l'augmentation du chômage et le fait qu'on ne décèle « aucun signe de bonne volonté de la part des autorités », affirmait que « tout cela mène inévitablement à une radicalisation des travailleurs et à la grève générale. Quelques dizaines de grandes entreprises de Mazovie ont déjà réclamé auprès du RKW de fixer la date de cette grève » (2).

C'était là une manière de répondre aux nombreux textes parus dans les bulletins clandestins, qui reprochaient à la direction de ne pas avoir donné de directives assez précises aux militants pour permettre une action réellement efficace. « C'est sur vous, membres dirigeants de Solidarité reconnus de façon unanime, que repose la responsabilité de nous indiquer tant des formes que des méthodes d'action dignes de Solidarité. Notre trouble vient de ce que, à notre avis, vous n'avez pas suffisamment pris ces responsabilités au cours de ces derniers mois. Les nombreuses initiatives contradictoires au sujet du 1er Mai en sont la preuve. (3) »

Certains militants insistaient notamment sur « la nécessité de constituer un service d'ordre d'autodéfense syndicale qui serait à même de prévenir les agissements de la police politique (SB) et d'assurer la protection de ceux qui accomplissent diverses tâches (4) ».

Ces exigences ont été entendues, à en lire les déclarations de Zbigniew Romaszewski, l'un des dirigeants de Varsovie, dans une récente interview : « Il faut préparer la grève générale. Nous avons peu de temps. La grève devrait commencer à l'automne de cette année, avant les entretiens Brejnev-Reagan. Leur perspective devrait empêcher l'URSS de franchir le pas décisif. La grève mettrait la question de la Pologne au centre des problèmes internationaux. Il devrait s'agir d'une grève générale de tout le pays, avec défense active des entreprises. A Varsovie, la grève concernerait 20 à 30 grandes entreprises, les autres les appuyant par une grève d'abstention. Les manifestations et les cortèges occupent en outre une partie des forces. Si la situation est véritablement sérieuse, non seulement les autorités ne pourront pas compter sur l'armée — selon moi —, mais même pas sur la milice. Quand un seul bataillon refuse de tirer... Ce fut le cas en février 1917 lorsqu'une petite unité de cosaques passa du côté des manifestants, et au bout d'un mois il n'y avait plus de tsar. (5) »

L'évasion réussie du militant connu J. Narozniak, de l'hôpital où il se trouvait enfermé, grâce à l'initiative des « groupes d'opération du comité ouvrier interentreprises de Solidarité », est là pour montrer que des progrès significatifs ont déjà été accomplis sur la voie de l'autodéfense et que la conception d'une autodéfense active est en train de prévaloir dans les faits sur celle de l'autodéfense passive longtemps défendue par la direction de Solidarité, et dont les ouvriers ont pu se

convaincre qu'elle les avait laissés désarmés et les mains nues face aux tanks en décembre 1981.

S'interrogeant pour savoir si décembre 1981 était parvenu à briser le « mythe de l'usine-forteresse » sur lequel les dirigeants et les militants de Solidarité fondaient leur confiance, « qu'à l'intérieur de l'enceinte de l'usine ils étaient intouchables, que personne n'oserait faire irruption dans les sanctuaires », l'auteur d'une contribution à la presse clandestine affirme : « Le printemps 1982 se déroule dans les rues, au soleil et dans le vent, accompagné des explosions de pétards et dans la pauteur des gaz lacrymogènes. Il est toutefois peu probable que ces manifestations puissent avoir une influence décisive. Elles sont indubitablement un réconfort pour tous les adversaires déclarés — ou le plus souvent cachés — du WRON (Conseil militaire de salut national). Elles font apparaître de nouveaux groupes de gens actifs dans le combat contre le régime, elles mobilisent ceux qui sont passifs (...). Le combat essentiel commencera cependant là où a débuté le combat précédent : à l'intérieur des entreprises, là où coulent les sources vitales du syndicat ouvrier indépendant. A l'arrière-plan des manifestations spectaculaires, le processus du rétablissement de la confiance qu'apporte une grève solidaire a commencé et se poursuit. Confiance dans la force qui émane des murs des usines et des gens qui s'y enferment. (6) »

Qui s'y enferment... mais qui se donnent les moyens de se coordonner entre eux pour construire un véritable front face à l'ennemi, comme l'affirme Romaszewski dans l'interview déjà citée : « Il faut mettre en place des cellules d'organisation de la grève dans toutes les entreprises. Elles doivent préparer la conception de défense de l'entreprise, avvertir le RKW quand celle-ci est prête pour la grève. Il y a d'énormes problèmes techniques à résoudre : les liaisons radiophoniques. Il faut construire des émetteurs et des récepteurs à ondes ultra-courtes pour que les usines puissent communiquer entre elles, et des émetteurs-récepteurs à ondes courtes pour les liaisons inter-régionales. Il faut compter avec le fait que la communication sera totalement coupée et construire un émetteur qui puisse assurer l'information sur le déroulement de la grève. En principe cela ne posera pas de grand problème. Si les chantiers de Gdansk se barricadent, on pourra construire l'antenne voulue. En nous appuyant sur les expériences de Radio-Solidarnosc, nous sommes en train de travailler à un programme complexe de liaisons en vue de la grève générale. »

Et au rédacteur qui lui demande s'il n'a pas peur de prendre la responsabilité d'une telle décision, Romaszewski répond : « Mes responsabilités, je les ai prises lorsque j'ai accepté le mandat à la direction nationale et régionale. Je ne suis pas seulement responsable de telle ou telle décision, mais de l'absence de décision. Du fait que Solidarité risque d'être condamné au marasme et notre pays à une normalisation à la tchèque. Je suis responsable d'actions désorganisées qui peuvent se terminer de manière sanglante et qui ne sont d'aucune utilité. »

Plus que jamais, le rôle de la classe ouvrière apparaît comme décisif dans les luttes des mois à venir. ■

Jacqueline ALLIO
18 juin 1982.

1. *Inprecor*, numéro 128, 14 juin 1982.
2. *Tygodnik Mazowsze*, numéro 16, 2 juin 1982, reproduit dans *Bulletin d'information*, numéro 23, 7 juin 1982, édité à Paris par le Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France.
3. *Tygodnik Mazowsze*, numéro 14, reproduit dans *Bulletin d'information*, numéro 23, 7 juin 1982, édité à Paris par le Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France.
4. *Przetwornia*, numéro 17, Varsovie, 18 mai 1982.
5. *Tygodnik Mazowsze*, numéro 16, *ibid.*
6. Reproduit dans *Bulletin d'information* numéro 23, 7 juin 1982, édité à Paris par le Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France.

Guerre de position et guerre de mouvement : sur la stratégie de Solidarité

NOUS avons publié dans *Inprecor* numéro 128, du 14 juin dernier, un dossier concernant les débats en cours dans Solidarité clandestine. Outre un article de Jacqueline Allio donnant une appréciation générale sur les récentes prises de position des principaux dirigeants de Solidarité, ce dossier comprenait trois textes rédigés respectivement par Zbigniew Bujak, Wiktor Kulerski et Jacek Kuron.

Zbigniew KOWALEWSKI

« Les dix-huit mois d'existence de Solidarité, c'est un de nos grands soulèvements nationaux (1) », affirmait récemment Zbigniew Bujak, président de Solidarité de la région de Varsovie. Un autre dirigeant syndical de cette région, Zbigniew Romaszewski, considère que « la nuit du 12 au 13 décembre ne constitue pas une défaite définitive du soulèvement national, mais seulement une bataille perdue. (...) Il n'y a aucune raison qui nous pousse à capituler, poursuit-il, nous devons au contraire nous préparer à une nouvelle bataille, cette fois-ci décisive et victorieuse. (2) » Cela signifierait que la période du soulèvement national — ou, autrement dit, la situation révolutionnaire — se poursuit. Les grandes manifestations de masse de Solidarité clandestine, organisées à Varsovie et dans de nombreuses autres villes les 1er et 3 mai, témoignent en faveur d'une telle affirmation.

À la lumière de ce jugement, le débat sur la stratégie du mouvement social dans sa lutte contre la dictature militaire — débat qui se déroule dans la clandestinité en Pologne — prend une importance considérable. Il a été déclenché par les « Propositions pour sortir d'une situation sans issue » de Jacek Kuron, publiées par *Tygodnik Mazowsze* du 31 mars, parallèlement aux réponses écrites de Zbigniew Bujak et du vice-président de Solidarité de la région de Varsovie, Wiktor Kulerski. De son côté, Jacek Kuron a répondu à Zbigniew Bujak et Wiktor Kulerski dans ce même hebdomadaire clandestin, le 12 mai (3).

La question de savoir si la stratégie du syndicat doit être fondée sur une guerre de position ou sur une guerre de mouvement, a très vite polarisé ce débat. Ces concepts, puisés dans la pensée militaire, ont été introduits dans les débats sur la stratégie du mouvement social — avant tout du mouvement ouvrier — par Antonio Gramsci qui, à la fin des années 1920 et au début des années 1930 s'est opposé, dans ses *Cahiers de prison*, à la politique menée à l'époque par le Komintern au sein du mouvement ouvrier occidental. Avant Antonio Gramsci, en 1910, Karl Kautsky, empruntant lui aussi à la pensée militaire, avait introduit les concepts de stratégie de renversement et de stratégie

d'épuisement du pouvoir, dans sa polémique contre Rosa Luxemburg à propos de la stratégie de la social-démocratie allemande. Il n'est pas inutile de rappeler ces faits car, dans la discussion qui se déroule au sein de Solidarité, on retrouve au moins partiellement les échos de ces anciens débats du mouvement ouvrier occidental.

LES POSITIONS DE KURON, BUJAK ET KULERSKI

La principale idée stratégique de Jacek Kuron est la suivante : « La direction de la résistance doit préparer la société à la fois à des concessions majeures en vue d'un compromis avec le pouvoir et à la liquidation de l'occupation par un soulèvement de masse organisé. » Jacek Kuron explique qu'« un tel soulèvement peut prendre la forme d'une offensive simultanée contre tous les centres du pouvoir et de l'information dans tout le pays ». Il considère que le soulèvement devrait avoir lieu « en accord avec ceux des soldats et miliciens qui se déclareront prêts à passer à nos côtés », et que, ce faisant, « le mouvement sera obligé d'employer la violence ». Si la résistance parvient à s'assurer la coopération de la majorité des soldats et des miliciens, ce qui lui paraît peu probable, il sera alors possible de se limiter à un recours à la grève générale.

Il s'agit donc explicitement d'une guerre de mouvement s'appuyant sur une stratégie de renversement. Cependant, après le renversement de la dictature militaire (liquidation de l'occupation), la révolution polonaise, une fois de plus, doit s'autolimiter et non viser à renverser le pouvoir bureaucratique. Elle doit contraindre ce dernier à passer un compromis avec la société civile.

Il ne fait aucun doute, pour moi, que seule une action révolutionnaire de masse peut renverser la dictature militaire. Il me paraît également évident que le fait de passer des compromis avec le pouvoir bureaucratique est un élément extrêmement important faisant partie des moyens tactiques dont doit user Solidarité. Le problème est que Jacek Kuron parle d'un compromis stratégique (ou historique). Il s'agit là d'une illusion alors que ce pouvoir ne peut exister que comme pouvoir

Zbigniew Kowalewski, membre du présidium de la direction de Solidarité de la région de Lodz, aujourd'hui en exil en France, a rédigé une contribution en réponse à ces différents textes. Nous publions ci-dessous, à titre de document, cet article de Zbigniew Kowalewski, qui est paru dans le bulletin de l'Association de solidarité avec Solidarnosc, numéro 3, publié à Madrid.

totalitaire. S'il passe un compromis, ce sera pour gagner du temps et accumuler les forces nécessaires pour écraser la classe ouvrière et la société tout entière.

Par ailleurs, la classe ouvrière ne peut, à long terme, préserver ses acquis, même limités, si elle n'utilise pas le compromis pour gagner du temps et pour accumuler les forces nécessaires pour résoudre la question du pouvoir en sa faveur. Dans ce sens, la proposition de Jacek Kuron d'user d'un moyen de lutte extrême (le soulèvement de masse) pour atteindre un objectif limité (le compromis historique), implique une subordination de méthodes de lutte révolutionnaires aux illusions réformistes. C'est là que réside la contradiction principale de la stratégie de Jacek Kuron. Ce à quoi il faut ajouter son espoir que la seule menace d'un soulèvement de masse et de l'emploi de la violence brandie par la direction clandestine de Solidarité sera suffisante pour que le pouvoir se voit obligé de passer un compromis.

Dans sa polémique avec Jacek Kuron, Zbigniew Bujak, écrit : « Je suis partisan d'une guerre de position — permettez-moi d'utiliser cette formule militaire — qui, à mon avis, présente à la fois l'avantage de l'efficacité et de la sécurité. » Il ne s'agit donc pas pour lui d'une action révolutionnaire de masse atteignant son but définitif — la prise du pouvoir —, ni d'une action révolutionnaire dont le but serait seulement d'obtenir un compromis avec le pouvoir. Il s'agit, comme l'écrit Wiktor Kulerski, d'une « troisième possibilité : celle d'une lente décomposition du système, accompagnée de changements progressifs pouvant conduire à une reconquête par la société d'une influence sur son destin ». Cette proposition se fonde sur la présomption

1. *Tygodnik Mazowsze* numéro 2, 11 février 1982.

2. Zbigniew Romaszewski, *Sierpień 1980 - Grudzień 1981 - Co dalej?* (Août 1980 - Décembre 1981 - et après ?), Varsovie, 15 mars, 1982 (ronéoté).

3. Jacek Kuron, *Tezy o wyjściu z sytuacji bez wyjścia* (Propositions pour sortir d'une situation sans issue) ; Zbigniew Bujak, *Walka pozycyjna* (Guerre de position) ; Wiktor Kulerski, *Trzecia możliwość* (La troisième possibilité), *Tygodnik Mazowsze* numéro 8, du 31 mars 1982 ; Jacek Kuron, *Macie teraz złoty rog* (Vous avez une chance historique), *Tygodnik Mazowsze* numéro 13, du 12 mai 1982, reproduit dans *Inprecor* numéro 123 et 128.

d'« une lente décomposition du pouvoir combinée à une résistance durable de la société ».

Zbigniew Bujak présente les principaux éléments de la structure de la « Société clandestine », qui devraient être mis en place dès maintenant dans le cadre de la guerre de position. Parallèlement à son développement, le pouvoir totalitaire garderait sous son contrôle les appareils de domination sur la société, mais la domination elle-même s'éroderait de plus en plus, devenant de plus en plus limitée, sinon formelle. Selon Wiktor Kulerski, avec le développement de la structure de la Société clandestine, « le pouvoir contrôlerait ... les mass-media étatisés, mais pas la circulation de l'information ; les imprimeries, mais pas l'édition ; la poste et les téléphones, mais pas les communications ; les écoles, mais pas l'éducation », et également « les magasins vides, mais pas le marché ; l'emploi des travailleurs, mais pas les moyens de subsistance des travailleurs ». Ce qui paraît utopique, car il vaudrait mieux parler du contrôle des travailleurs sur la distribution, sur la production, sur les conditions de rémunération et du travail. Mais cela n'est possible que dans une situation déjà avancée de dualité de pouvoir.

Zbigniew Bujak envisage également la possibilité de passer, dans un avenir éloigné, de la guerre de position avec une stratégie d'épuisement du pouvoir, à la guerre de mouvement avec une stratégie de renversement de celui-ci. Il écrit : « Quant à l'insurrection, si elle s'avérait nécessaire, elle constituerait la phase finale d'une lutte pour la réalisation du programme national de reconstruction. » Mais, dans leur projet stratégique, les dirigeants de Solidarité de la région de Varsovie séparent la conquête et la sauvegarde de positions données, de l'utilisation du mouvement (de la manœuvre) tout au moins à une large échelle.

DE LA STRATEGIE MILITAIRE APPLIQUEE A LA LUTTE POLITIQUE

C'est là que réside leur erreur essentielle. Dans son analyse de la stratégie de la guerre de position chez Antonio Gramsci, Perry Anderson rappelle à juste titre le point de vue des penseurs qui ont critiqué « toute théorie stratégique élevant soit le mouvement soit la position au rang d'un principe immuable et absolu », tant dans le cas d'une armée en guerre que dans celui d'un mouvement social. « Toutes les guerres allient la position et le mouvement, et toute stratégie qui excluerait unilatéralement l'une ou l'autre serait suicidaire », car « la position et le mouvement entretiennent un rapport nécessairement complémentaire dans toute stratégie militaire. (4) »

De plus, Zbigniew Bujak et Wiktor Kulerski ne prennent pas en compte d'autres types d'actions, qui ne peuvent être inclus ni dans le concept de la guerre de position ni dans celui de la guerre de mouvement. Dans la lutte politique, écrit Antonio Gramsci, il existe d'autres formes

encore. « Les comparaisons entre l'art militaire et la politique sont toujours à établir cum grano salis (avec un grain de sel), sans compter que la disposition des forces politiques n'est pas, même de loin, comparable à la disposition des forces militaires. (5) »

La lutte de la société indienne contre la domination coloniale de la Grande-Bretagne répondait, selon Antonio Gramsci, à trois formes de guerre. « La résistance passive de Gandhi est une guerre de position, qui devient guerre de mouvement à certains moments et, à d'autres, guerre souterraine : le boycottage est une guerre de position, les grèves sont une guerre de mouvement, la préparation clandestine d'armes et d'éléments de combat destinés aux attaques est une guerre souterraine. (6) »

Antonio Gramsci confirme ce caractère de la grève, quand il dit que la célèbre brochure de Rosa Luxemburg sur les grèves de masse en Russie en 1905 est « un des documents les plus significatifs de la théorisation de la guerre de mouvement appliquée à l'art de la politique. (7) » Notons que Zbigniew Bujak admet que, même aujourd'hui, la grève doit être utilisée dans diverses entreprises, en défense des droits des travailleurs, pour la libération des syndicalistes internes d'une entreprise donnée, etc. Il voit également la nécessité de grèves générales, par exemple dans la lutte pour le rétablissement des droits syndicaux (8). Solidarité, non seulement en tant que syndicat social, trouve son principal appui dans la classe ouvrière, et la grève est la forme de lutte principale de la classe ouvrière et le restera en Pologne. En ce sens, l'utilisation de formes de guerre de mouvement est inévitable.

On ne peut pas lier de manière mécanique la guerre de mouvement à une attaque frontale contre tous les centres de pouvoir, ni à une action offensive continue, en dépit de ce que suggère Jacek Kuron. La guerre de mouvement, c'est aussi la capacité d'opérer un repli, qu'il s'agisse d'un repli tactique ou même stratégique. « Si l'on exclut le repli stratégique de la manœuvre, la stratégie revêt alors un caractère extrêmement linéaire, autrement dit, elle cesse d'être manœuvre. (9) »

La dictature militaire peut mobiliser ses forces plus rapidement que le mouvement social. Mais le fait qu'elle puisse mobiliser plus vite et attaquer la première ne lui assure pas la victoire pour autant. Une manœuvre de repli peut donner au contraire le temps nécessaire au mouvement social pour rassembler ses forces et reprendre l'initiative par une attaque bien menée dans un second temps. « Ayant pour nous l'étendue et la quantité, nous établirons tranquillement et avec précision la limite où, assurée grâce à notre défense élastique, la mobilisation aura permis de nous concentrer pour passer à la contre-offensive. (10) »

Dans une guerre de mouvement, la différence entre le repli et l'offensive tend à s'effacer de plus en plus. Ses traits

caractéristiques essentiels sont l'initiative et l'activité.

Le mouvement social Solidarité doit se préparer à mener une telle guerre de mouvement. Mais, en même temps — et là Zbigniew Bujak et Wiktor Kulerski ont tout à fait raison —, il doit mener une guerre de position sur une très large échelle, c'est-à-dire développer l'auto-organisation de la société civile dans la clandestinité et créer ses diverses institutions. « Les superstructures de la société civile, écrit Antonio Gramsci, constituent l'équivalent du système de tranchées dans la guerre moderne. (11) » Seul un système de tranchées et de places fortes compliqué et développé de la Société clandestine permettra que la dictature, lorsqu'elle lancera une nouvelle opération répressive sur une large échelle, ne détruise pas tout le système, mais uniquement sa surface extérieure, se heurtant ensuite à de nouvelles lignes de défense de son adversaire qui l'empêcheront d'aller plus avant.

Peut-on cependant s'attendre à ce que, dans la lutte contre la dictature militaire, le mouvement social mène une guerre essentiellement de position, et que la guerre de mouvement soit réduite au rôle plutôt tactique que stratégique ? Je ne le pense pas.

DICTATURE MILITAIRE ET QUESTION DU POUVOIR

Une évolution continue, linéaire, du pouvoir totalitaire, fondée sur sa démocratisation par le fait que « les barrières séparant la société s'abaissent peu à peu », évolution sur laquelle comptent les partisans de la guerre de position dans Solidarité, est impossible. Non seulement l'état de guerre a été introduit en Pologne, mais une dictature militaire, c'est-à-dire une forme étatique particulière a été instaurée. Comme le souligne justement Nicos Poulantzas, aucune forme d'état d'exception ne peut surgir ni disparaître de manière linéaire, par étapes successives et en quelque sorte imperceptibles. L'expérience polonaise nous enseigne que cela ne concerne pas seulement l'Etat de démocratie parlementaire dans la société capitaliste. Dans la société post-capitaliste également, le passage de la forme classique du pouvoir bureaucratique à la dictature militaire nécessite un acte de contre-révolution politique, un coup d'Etat. Le passage inverse ne peut se faire que par une rupture démocratique et de caractère révolutionnaire, même si une telle rupture n'implique pas encore d'ar-

4. Perry Anderson « The Antinomies of Antonio Gramsci », *New Left Review* numéro 100, Londres, 1976, p. 74, traduit en français *Sur Gramsci*, Petite Collection Maspero numéro 212, Paris, 1978, p. 131.

5. Gramsci dans le texte, Editions sociales, Paris, 1977, p. 527.

6. *Ibid.*, p. 524-525.

7. *Ibid.*, p. 529.

8. *Tygodnik Mazowsze* numéro 2, du 11 février 1982.

9. Léon Trotsky, *L'Art de la guerre et le marxisme*, Editions de l'Herne, Paris, 1975, p. 94.

10. *Ibid.*, p. 138-139.

11. Gramsci dans le texte, op. cit., p. 532.

racher le pouvoir des mains de la bureaucratie totalitaire. On quitte le pouvoir de la même manière qu'on le prend.

L'Etat d'exception a ceci de spécifique que la classe ou la couche dominante matérialise son organisation politique au sein de l'appareil d'Etat et, dans le cas concret de la dictature militaire, dans la seule branche dominante de cet appareil, à savoir l'armée. Les sommets de l'appareil militaire d'Etat deviennent de ce fait non seulement la fraction hégémonique de la classe ou couche dominante, mais ils forment également l'appareil de fait du « parti politique » de cette classe ou couche dans son ensemble.

L'appareil militaire en Pologne rivalise aujourd'hui fortement avec l'appareil du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) pour savoir lequel de ces deux appareils matérialisera l'organisation politique de la bureaucratie. Si l'appareil militaire parvient à soumettre l'appareil du POUP, ce qui est probable, on peut prévoir ce qui se passera. Toutes les contradictions qui minent la bureaucratie, ainsi que les contradictions entre cette dernière et la classe ouvrière soutenue par les autres groupes sociaux opprimés se déplaceront à l'intérieur de l'appareil militaire et se concentreront en son sein.

Le résultat est connu dans les pays qui ont subi des dictatures militaires. « *Les caractéristiques propres de l'Etat d'exception sont une des sources à la fois de sa puissance et de sa fragilité, en raison même de leur extraordinaire rigidité. La moindre "ouverture" réelle risque de faire crouler l'ensemble de l'édifice. Son ossature et son climat interne, idéologique et répressif, sont fondés sur un partage très délicat entre clans et factions, entre branches et appareils prodigieusement enchevêtrés, redoublés et hiérarchisés dans leurs fonctions et leurs sphères de compétence. Toute réorganisation, même la plus simple, atteint directement l'ensemble de l'Etat, compte tenu de son déséquilibre permanent.* (12) »

En Pologne, déjà avant l'état de guerre, la situation était semblable. Les caractéristiques de la bureaucratie, non pas en tant que classe autonome, mais en tant que couche parasitaire sur le corps de la société, aussi bien que le caractère nécessairement totalitaire de son pouvoir, faisaient que les changements dans les rapports de forces entre les diverses factions de ce pouvoir se manifestaient non pas par la « circulation organique de l'hégémonie » mais par des crises politiques aiguës et des secousses au sein de l'appareil d'Etat. Mais, actuellement, le pouvoir bureaucratique devient encore plus fragile, car sa rigidité augmente énormément. Le centralisme bureaucratique du POUP est remplacé par une centralisation plus forte encore de l'appareil militaire, strictement hiérarchique et discipliné. On peut donc s'attendre à ce que le déséquilibre permanent de l'appareil du pouvoir bureaucratique soit plus fort que jamais sous la dictature militaire et, en conséquence, que des pans entiers de l'armée, de haut en bas, y compris les échelons subalternes, suivent les divers clans diri-

geants qui cristalliseront les contradictions au sein du bloc au pouvoir, comme cela fut le cas sous des dictatures militaires de l'Europe occidentale. Ces contradictions se manifesteront probablement par des oppositions et même des divisions au sein de l'armée.

La conclusion est simple. Les progrès du mouvement social Solidarité dans la guerre de position vont accroître les contradictions internes du pouvoir bureaucratique, et ces dernières vont se concentrer au sein de l'appareil militaire qui, du fait de son extrême rigidité, ne pourra leur résister. Cela provoquera de formidables bouleversements en son sein, c'est-à-dire dans le centre même du pouvoir, et suscitera des crises politiques graves. Les ouvriers et les autres groupes sociaux en profiteront pour intervenir dans ces crises. Il ne faut pas avoir l'illusion qu'en créant un système de défense de la Société clandestine grâce à la guerre de position, on puisse y maintenir la classe ouvrière et la convaincre de défendre ses positions au moment où il sera possible de commencer la manœuvre et d'attaquer. Bien au contraire, ces tranchées seront utilisées par la classe ouvrière comme bases pour attaquer. Le passage de la guerre de position à la guerre de mouvement sera inévitable.

Comme j'ai tenté de le montrer, sur les traces de Nicos Poulantzas, le fait que l'armée devienne l'appareil dominant de la bureaucratie, ne pourra que renforcer chaque crise au sein du pouvoir et dans ses relations à la Société clandestine. Mais cela n'est qu'un aspect de la question. Car le fait que, de noyau dur de l'appareil du pouvoir l'armée devienne son noyau central, implique que chaque crise du pouvoir comportera le risque de divisions internes à l'armée. Le fait qu'on ait affaire à une armée de conscription, que les soldats soient issus des masses travailleuses des villes et des campagnes, ne pourra que favoriser ces divisions. Solidarité, en s'appuyant sur les fissures à venir, devra alors faire ce qu'il s'est refusé à faire avant décembre 1981 : s'atteler à la tâche de gagner à la cause du peuple le plus de soldats et de troupes possibles de cette armée divisée de l'intérieur.

La constitution de la dictature militaire a des conséquences énormes pour le mouvement social Solidarité. La guerre de position et la guerre de mouvement, qui ne sont aujourd'hui que des concepts utilisés pour construire la stratégie de la lutte politique, deviendront des faits matériels, car cette lutte prendra probablement des traits d'une lutte militaire. Il ne faut pas fermer les yeux sur ce qui apparaît comme objectivement inévitable. Nous ne pouvons, par exemple, rester passifs face à la perspective de divisions au sein de l'armée, et ces divisions ne nous serviront à rien si nous n'y sommes pas préparés. En menant la guerre de position et en étant préparés à mener une guerre de mouvement, nous devrions dès aujourd'hui mener ce qu'Antonio Gramsci appelle la guerre souterraine. Dans nos conditions, cela signifie préparer les forces de la Société clandestine qui seraient capa-

bles de combattre pour gagner une partie importante de l'armée, c'est-à-dire assurer son passage aux côtés des travailleurs comme force combattante.

Les dirigeants de la Commission provisoire de coordination de Solidarité, dans une de leurs déclarations constitutives le 22 avril, déclarent : « *Dans l'éventualité de la dissolution du syndicat Solidarité, nous n'hésiterons pas à appeler à la grève générale et à la défense active des entreprises.* (13) » Une telle défense constitue précisément une première action dans laquelle les travailleurs apparaîtraient comme une force combattante.

Cependant, la menace d'une intervention militaire de l'URSS pèse sur la Pologne. Pour Jacek Kuron, le compromis stratégique entre la société civile et le pouvoir bureaucratique est l'unique solution possible dans le rapport de forces actuel. « *L'agonie de l'impérialisme n'est qu'un pronostic* », dit-il à propos de la domination de la bureaucratie du Kremlin, soulignant que « *le dépérissement de l'empire a commencé, mais qu'il est encore capable de régler ses comptes de manière sanglante avec la Pologne* ». Zbigniew Bujak est convaincu qu'un tel péril peut être évité, non pas tant par un compromis que par une guerre de position prolongée.

Comme j'ai tenté de le démontrer, aucune de ces deux solutions n'est possible. En conséquence, si nous nous laissons intimider par la menace d'une intervention militaire soviétique, il ne nous restera rien d'autre que de renoncer à la lutte. Je pense qu'il existe une autre solution. C'est de reconnaître en premier lieu qu'une intervention militaire étrangère n'est pas inévitable. Ensuite, c'est de neutraliser le Kremlin grâce aux compromis avec le pouvoir bureaucratique polonais, mais seulement dans la mesure où ces compromis nous permettront à nous — et non pas à notre adversaire — d'accumuler des forces. Troisièmement, c'est de donner l'exemple, par notre lutte, aux travailleurs des autres pays satellites d'Europe de l'Est et de l'URSS elle-même pour qu'ils suivent notre chemin et comprennent que nous pourrions gagner si nous menons une lutte commune.

C'est en tenant compte des prémisses signalées plus haut qu'il sera possible d'élaborer une stratégie politique correspondant à la dynamique objective de la lutte de la société civile contre le pouvoir totalitaire et en ne faisant pas l'impasse sur le fait — que nous le voulions ou non — que nous devons prendre des risques. ■

Zbigniew KOWALEWSKI
membre du présidium de la direction
de Solidarité de la région de Lodz
Paris, 20 mai 1982.

Paru dans le « Bulletin »
de l'Association de solidarité avec
Solidarnosc, numéro 3, Madrid.
Les intertitres sont de la rédaction
d'Inprecor

12. Nicos Poulantzas, *La Crise des dictatures - Portugal, Grèce, Espagne*, Maspero, Paris, 1975, p. 98.

13. *Tygodnik Mazowsze* numéro 11, 26 avril 1982.

Le mouvement pacifiste est-allemand contre la militarisation et la bureaucratie

AU moment où, de nouveau, plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté dans les principales capitales d'Europe occidentale contre le réarmement impérialiste, il est bon de rappeler que la vague de protestation contre les dangers des armes nucléaires s'est étendue également à l'Est, en République démocratique allemande.

Depuis plus d'un an, un mouvement pacifiste s'est développé dans ce pays, qui n'a cessé de prendre des initiatives publiques, dont la plus spectaculaire fut le rassemblement de 3 000 personnes dans un « Forum de la paix » à Dresde, en janvier 1982.

Anna LIBERA

En mai 1981, une pétition était lancée par des jeunes qui demandaient l'instauration d'un service civil en alternative au service militaire de 18 mois. Beaucoup de ces jeunes étaient des chrétiens qui revendiquaient ainsi la reconnaissance du statut d'objecteur de conscience. Il existe bien un service civil en RDA, celui des *Bausoldaten*, qui emploie les conscrits à des travaux de construction. Mais ils sont soumis au même endoctrinement et au même encasernement que les soldats réguliers. La pétition demandait un véritable service civil, à effectuer dans les hôpitaux ou autres institutions sociales, sur le modèle de ce qui existe en République fédérale allemande. Elle recueillit en peu de temps 2 000 signatures dans la seule province de Saxe, puis 6 000 dans le reste du pays.

Les initiateurs se tournaient alors vers l'Eglise évangélique pour qu'elle fasse valoir leur revendication auprès du gouvernement.

« LA PAIX SANS ARMES »

Une série d'autres initiatives au cours de l'année 1981 montraient que l'opposition à la militarisation extrême de la société est-allemande et au danger de guerre nucléaire était vive dans le pays. Au début du mois d'octobre, Robert Havemann, figure de proue de l'opposition socialiste en RDA (qui vient de mourir), envoyait une lettre ouverte à Leonid Brejnev, à l'occasion de la visite du dirigeant soviétique à Helmut Schmidt.

Cette lettre était signée par 27 citoyens de RDA et 150 personnalités de RFA, et se prononçait pour la démilitarisation et la dénucléarisation des deux Allemagnes et leur retrait des blocs militaires opposés auxquels elles appartiennent. Elle demandait à l'URSS de faire un geste dans ce sens en n'installant pas les SS-20 prévus en Europe centrale. Quelques jours

plus tard se tenait à Königswalde un « séminaire de la paix ». Les 300 personnes présentes envoyèrent un message de solidarité aux organisateurs de la manifestation de Bonn et leurs discussions se centrèrent sur la lettre de Havemann et la solidarité avec la Pologne. La crainte d'une intervention militaire du Pacte de Varsovie — et donc de soldats est-allemands — était présente chez tous, d'autant plus que tous étaient conscients que la lutte de *Solidarnosc* était pour beaucoup dans leur propre audace.



A la fin décembre 1981 se déroulait une autre initiative, autorisée celle-ci. Un congrès des écrivains était réuni à Berlin-Est à l'invitation de Stefan Hermlin, écrivain est-allemand qui avait été à l'origine de la protestation des intellectuels contre le retrait de la citoyenneté de RDA à Wolf Biermann en 1976. Il avait convié des écrivains des deux Allemagnes (Gunter Grass, Bernt Engelmann, Stefan Heym, Rolf Schneider, Gunter de Bruyn, parmi d'autres) à discuter de la lutte pour la paix. Les participants soutenaient, dans l'ensemble, la politique de leurs gouvernements respectifs, mais les écrivains est-allemands s'en démarquèrent sur plusieurs

A juste titre, nombreux sont ceux qui ont souligné — en premier lieu les animateurs du mouvement pacifiste ouest-allemand — que les 3 000 manifestants de Dresde avaient une signification politique plus importante que les 300 000 personnes réunies à Bonn cinq mois plus tôt.

Le mouvement pacifiste est-allemand répond aux mêmes préoccupations que celui d'Europe occidentale ; il affronte, en plus, les problèmes spécifiques que pose la politique du régime de RDA.

En particulier Stefan Heym (1) se prononçait contre les *Cruise* et les *Pershing*, mais aussi contre les *SS-20*, et Gunter de Bruyn appuyait la revendication d'un service civil alternatif en RDA. Dans ses limites, cette rencontre traduisait à sa manière le malaise qui travaille certains secteurs de la société est-allemande.

L'APPEL DE BERLIN

Un tournant est pris — dans la forme comme dans le contenu de la protestation — au début janvier 1982. Un appel alors lancé par le pasteur évangélique Rainer Eppelmann, qui le fait circuler pour récolter des signatures. Il en recueille 300 en deux semaines. Cet « Appel de Berlin » prend des allures de plate-forme quand il demande le retrait de toutes les armes nucléaires de RFA et de RDA comme premier pas vers une Europe dénucléarisée ; le retrait des troupes étrangères du sol allemand, à l'Est comme à l'Ouest ; la démilitarisation de la vie civile ; la création d'un service civil alternatif à la conscription (2).

L'Appel synthétise ainsi les préoccupations qui se font jour dans des secteurs entiers à propos des responsabilités de leur pays dans la course planétaire aux armements et ses conséquences sur la vie quotidienne. Il a contribué en grande mesure à l'ampleur de la manifestation de Dresde le mois suivant.

« DE NOS EPEES, FAISONS DES SOCS DE CHARRUE »

L'idée d'une manifestation non officielle à l'occasion du 37e anniversaire du

1. Un des principaux écrivains est-allemands, opposant de longue date, Stefan Heym vit actuellement en RFA.

2. Voir le texte de l'appel dans *l'Alternative*, numéro 15, mai-août 1982.

bombardement de Dresde (3) circulait de bouche à oreille depuis début janvier. C'est à la fois pour répondre aux exigences qui venaient de la jeunesse et pour parler à d'éventuelles actions qu'elle jugeait « aventuristes » que l'Eglise de Saxe organisa ce jour-là un « Forum de la paix » à l'église Sainte-Croix de Dresde.

Les jeunes affluèrent massivement, portant des bandeaux de tête où était inscrit le slogan « *Faire la paix sans armes !* (4) », et un badge sur lequel on voit un forgeron transformer des épées en soc de charrue (5). Malgré l'omniprésence de la sécurité d'Etat, plus de 3 000 personnes trouvèrent place dans l'Eglise où se déroula alors un débat de plusieurs heures. Aux discussions sur les engagements pacifistes des chrétiens succédèrent des interventions sur la nécessité d'agir, et les autorités de l'Eglise se virent quelque peu bousculées par l'impatience des présents.

Malgré leurs avertissements, un millier d'entre eux se rendirent en manifestation devant l'église Notre-Dame, mémorial des victimes du bombardement de 1945.

La manifestation de Dresde montrait non seulement la force de ce mouvement, mais aussi la volonté d'agir directement, de façon indépendante, de ses participants. En ce sens, elle représente une évolution par rapport aux mouvements d'opposition de ces dernières années en RDA, dont le Congrès des écrivains de décembre était un exemple. Les jeunes manifestants de Dresde affirmaient cette volonté d'agir également aux autorités de l'Eglise, qui s'étaient efforcées jusqu'ici de jouer les médiateurs avec le gouvernement.

En l'absence de toute possibilité de s'organiser et de s'exprimer de façon indépendante en RDA, l'Eglise évangélique, avec ses associations autorisées, représente un recours pour qui veut essayer de changer quelque chose ou tout simplement de réfléchir collectivement. Elle est aussi une force de négociation écoutée par les autorités. Elle vit en bonne coexistence avec celles-ci et le seul point de friction concerne précisément la question du service civil et celle de la formation militaire dans les écoles (6).

Dès le début, les autorités religieuses ont donc accepté de se faire le porte-parole des revendications des jeunes, mais en souhaitant leur passivité. Ainsi l'Eglise avait approuvé le contenu de l'Appel de Berlin, mais avait recommandé de ne pas récolter de signatures sous peine de faire obstacle au dialogue avec les autorités.

Lors du synode de fin janvier 1982, le plus haut responsable de l'Eglise évangélique annonçait que son institution continuerait à chercher un compromis sur ces questions, en précisant que « *des manifestations ne nous aideront pas dans notre situation* (7) ». Pourtant, et c'est un effet combiné de la Pologne et des mobilisations en Allemagne occidentale, nombreux sont les jeunes qui pensent au contraire que des manifestations les aideront. Comme l'écrivait en février 1982 un Berlinois de l'Est à un ami de RFA : « *La paix est mille fois mieux défendue par des masses mobilisées que par les vieux ora-*

teurs du dimanche, quelle que soit la religion d'Etat à laquelle ils appartiennent. (8) »

UNE DOUBLE « MAUVAISE CONSCIENCE »

La crainte de voir leur pays au centre d'une conflagration nucléaire est pour beaucoup dans la radicalisation de ces jeunes est-allemands. D'autant plus que l'antimilitarisme est profondément ancré dans les générations d'après-guerre à l'Est comme à l'Ouest en Allemagne.

Au rejet de tout ce qui rappelle le militarisme du IIIe Reich s'ajoute, en RDA, la crainte d'être amené à participer aux expéditions punitives des troupes du Pacte de Varsovie. Crainte accrue en 1981 par les menaces proférées par Honecker contre la Pologne de *Solidarnosc*.

Un objecteur est-allemand exprime bien cette double « mauvaise conscience » dans un appel à ses camarades : « *Si le hasard fait que tu appartiennes à une autre classe d'âge, qu'on t'ait par exemple, incorporé en 1968, ne partagerais-tu pas quelque responsabilité dans l'intervention contre le "Printemps de Prague", contre la Tchécoslovaquie dont les soldats allemands, occupants vaincus, n'avaient quitté le territoire que 23 ans auparavant ?* (9) »

Les autorités ont riposté fermement à ce mouvement qui fait éclater en pleine lumière les contradictions de leur discours pacifiste. Le Parti socialiste unifié (SED - parti stalinien de RDA) a en effet toujours appuyé les mouvements qui s'opposent en Europe occidentale aux missiles *Cruise* et *Pershing* et a ainsi contribué, dans son propre pays, à accroître la conscience du danger d'une guerre nucléaire.

Mais il ne peut accepter qu'un mouvement — surtout un mouvement indépendant — mette en cause sa conception de la « paix armée » et la militarisation extrême de la société est-allemande. Il n'a pu cependant utiliser l'arme de la répression directe, de crainte de mettre le feu aux poudres et de s'aliéner les responsables de l'Eglise (le pasteur Eppelmann, interpellé le 9 février, avait aussitôt été remis en liberté sur intervention des autorités religieuses).

Mais les mesures que le gouvernement a annoncées fin mars équivalent à une déclaration de guerre. Après les 18 mois de service militaire, les jeunes devront faire des exercices d'entraînement durant 24 mois (contre 21 auparavant) ; les femmes pourront être mobilisées dans le service de défense actif ; l'embrigade-

ment dans les écoles est accentué et, surtout, l'éventualité d'un service civil n'est même pas prise en considération. Parallèlement, les autorités organisent une grande manifestation pour la paix, tentant de répondre avec leurs moyens aux préoccupations de la jeunesse est-allemande.

LA LUTTE CONTRE LA MILITARISATION ET LA BUREAUCRATIE

Par son existence même, ce mouvement est un défi au pouvoir bureaucratique de RDA. D'autant plus que, dans ses textes et appels, il soulève en quelques phrases tous les problèmes brûlants de la lutte contre la militarisation et contre la bureaucratie.

L'Appel de Berlin reprend à son compte la revendication du mouvement de RFA : dénucléarisation des deux Allemagnes, premier pas vers une Europe sans armes nucléaires.

Il s'oppose ainsi à l'installation des *Cruise* et des *Pershing* américains en RFA, mais aussi à la prétention absurde et irréaliste qu'affiche la bureaucratie soviétique de répondre sur le terrain du surarmement à l'escalade impérialiste. Cette prétention est absurde, car elle mène l'URSS à se lancer dans un chantage à la guerre nucléaire, qui affecte avant tout les travailleurs occidentaux — et non les états-majors de l'OTAN qui savent à quoi s'en tenir —, et facilite, en retour la propagande impérialiste en faveur de l'armement nucléaire. Elle est irréaliste, car la tâche de bloquer et de détruire les arsenaux impérialistes ne peut être confiée à la seule force militaire de l'Union soviétique ; elle exige une mobilisation de la classe ouvrière internationale dans son ensemble et de la classe ouvrière des citadelles impérialistes en particulier, mobilisation que la politique de la bureaucratie du Kremlin ne contribue pas à stimuler.

L'URSS ne se contente pas en effet de se doter d'un armement — y compris nucléaire — défensif, absolument nécessaire et légitime contre les visées impérialistes ; elle se situe comme celui-ci sur le terrain de l'attaque. Ce faisant, elle favorise la course aux armements à l'Ouest et s'aliène la sympathie des mouvements qui s'y opposent, minant sa propre défense. Or, l'annonce d'un moratoire des SS-20, qui ne sont pas indispensables à sa défense, parallèlement au développement des mobilisations de masse en Europe occidentale et aux Etats-Unis, serait une meilleure façon de freiner l'escalade impérialiste.

Cette revendication prend un sens

3. Le 13 février 1945, le bombardement de Dresde par l'aviation anglaise équipée de bombes au phosphore avait fait 135 000 morts.

4. En opposition au slogan officiel « *La paix doit être armée* ». Déjà en septembre 1981, un groupe de jeunes avait tenté de manifester avec des pancartes portant le slogan « *Faire la paix sans armes* » dans un rassemblement officiel. Cf. *Labour Focus on Eastern Europe*, numéro 1-2, 1982.

5. Il s'agit de la reproduction d'un motif

d'une sculpture offerte par l'Union soviétique au siège des Nations Unies à New York.

6. En 1978, les autorités introduisaient la préparation militaire dans les classes du second cycle d'enseignement.

7. *Labour Focus*, op. cit.

8. *Tageszeitung*, 9 mars 1982.

9. Cité dans *l'Alternative*, numéro 14, janvier février 1982, Emile Noiraut, « Le pacifisme en RDA », p. 52.

particulier dans la question de la réunification du pays. Dans sa lettre à Leonid Brejnev, Robert Havemann écrivait : « Que l'on nous laisse le soin, à nous Allemands, de régler notre question nationale. (10) »

Quelques jours plus tard, il déclarait dans une interview sa conviction que l'Allemagne serait un jour réunifiée, à condition que ses deux parties soient démilitarisées. L'Appel de Berlin demande, pour sa part, le retrait des troupes étrangères des deux Allemagnes (11).

Il est en effet clair que, bien plus que de s'opposer les unes aux autres, les troupes étrangères stationnées en RFA et en RDA sont avant tout des instruments de maintien de l'ordre, impérialiste d'un côté, bureaucratique de l'autre. Les ouvriers de Berlin-Est en ont fait l'expérience en juin 1953 ; l'omniprésence militaire américaine en RFA est, là aussi, un instrument d'intimidation préventif contre les travailleurs de ce pays.

La question de l'unité de l'Allemagne n'est plus avancée ni par l'impérialisme ni par la bureaucratie. La division du pays a été un des éléments clés du *statu quo* sur le continent et la réunification, qui serait avant tout la réunification du prolétariat le plus puissant d'Europe, est redoutée tant par l'une que par l'autre.

Pourtant la question reste entière dans la conscience des populations des

deux pays. Tous les efforts des autorités de RDA pour créer une « identité nationale est-allemande » (à travers la réhabilitation du passé prussien, l'utilisation des résultats de ses athlètes, ou encore par l'opposition de ses résultats performants à ceux, moins brillants, des autres démocraties populaires) n'ont guère porté de fruits. De même, le miracle ouest-allemand n'a pas réussi à refermer la blessure en RFA non plus.

Il est de ce point de vue significatif que le mouvement pacifiste en RDA — comme en RFA d'ailleurs — se soit situé d'emblée sur un terrain « pangermanique », comme à vouloir indiquer que la RFA et la RDA, qui servent de bélier aux deux blocs militaires, doivent avoir leur mot à dire en tant qu'entité nationale.

La conscience ne manque pas non plus des problèmes spécifiques qui se posent dans chaque pays, du fait de l'existence de systèmes économiques différents. Dans une lettre à un ami occidental, un pacifiste est-allemand écrit : « De même que la lutte pour la paix et la protection de l'environnement en RFA inclut la lutte contre les monopoles, chez nous, déjà rien que pour se procurer des possibilités d'expression, elle ne peut qu'être liée à un éclatement de la dictature des "politbureaucrates", dont le seul but dans l'existence est le maintien de

leur pouvoir (comme on le voit en Pologne) ... (12) »

Les progrès de la révolution sociale en RFA, l'avancée de la révolution politique en RDA sont les conditions mêmes d'une solution de la « question allemande » dans l'intérêt des travailleurs, sur une base socialiste.

La lutte contre les marchands de canons d'un côté, celle contre le pouvoir tout-puissant des bureaucrates de l'autre, sont les deux facettes que prendra tout combat conséquent contre les dangers de guerre nucléaire. Car le stalinisme est un des meilleurs instruments dont dispose l'impérialisme, à la fois pour discréditer le socialisme et pour justifier son propre militarisme. La lutte contre Reagan-la-guerre ne doit donc le céder en rien à la lutte contre la bureaucratie stalinienne dans le combat pour le socialisme, seule véritable garantie de paix. C'est aussi cela le message qui nous vient de RDA. ■

Anna LIBERA

10. *idem.*

11. L'Allemagne de l'Ouest est occupée par les troupes de l'OTAN, en premier lieu américaines ; l'Allemagne de l'Est est occupée par 400 000 soldats soviétiques.

12. *Tageszeitung*, 9 mars 1982.

ABONNEZ - VOUS A :

Quatrième Internationale

SOMMAIRE avril-mai-juin 1982

EDITORIAL :

Leçons de Pologne

Y. Sakai - L'impérialisme japonais dans l'Est asiatique

G. Taut et M. Warschawsky - Origines et dynamique du sionisme (suite du n° 7)

Livio Maitan - Quelques notes sur la social-démocratie hier et aujourd'hui

Luis Vitale - Passé et présent de la social-démocratie en Amérique latine

Daniel Bensaïd - La question du Front populaire et la scission du Comité International

Francis Sitel - Mythes et réalités de l'Eurocommunisme

ARCHIVES DU MARXISME

Christian Rakovsky - Discours au XII^e Congrès du P.C.U.S. (extraits)

TARIFS

ABONNEMENTS : 1 AN,
4 NUMEROS

FRANCE

Ab. ordinaire 70 francs français

Ab. soutien 140 francs français

Chèques à l'ordre de :
P.E.C.

2, rue Richard Lenoir
93100 MONTREUIL
FRANCE

AUTRES PAYS

Ab. ordinaire 500 francs belges

Ab. soutien 1 000 francs belges

Par avion 600 francs belges

Mandats, virements, chèques pour le compte CGER n° 001-1020473-12 de

Quatrième Internationale
12, rue de la Buanderie
1000 BRUXELLES
BELGIQUE



Manifestation contre la réorganisation syndicale de la droite. (DR)

La réorganisation des forces pro-patronales dans le mouvement syndical japonais

UN tournant est intervenu dans la situation des travailleurs japonais en 1975 lorsque la direction de la principale centrale syndicale, Sohyo (forte de 4 500 000 membres, principalement dans le secteur public) s'est trouvée incapable de répondre à l'attente des travailleurs en pleine période de récession économique et d'offensive du gouvernement bourgeois du Parti libéral démocratique (PLD). Par sa passivité lors de la campagne de printemps pour les hausses de salaires et son abandon de la grève des travailleurs du secteur public en novembre 1975, la direction de Sohyo a ouvert la voie à un processus dont l'objectif était la profonde recomposition du mouvement ouvrier et syndical japonais.

Les travailleurs des grandes entreprises privées qui bénéficient d'un système d'emploi à vie et d'une promotion à l'ancienneté, constituent environ 30 % de la population active et sont représentés par des syndicats conservateurs. Depuis les années 1960, le patronat a réussi, en effet, à imposer des syndicats maisons dans ces entreprises. Quant aux travailleurs temporaires ou ceux des entreprises de sous-traitance, qui ne bénéficient d'aucun avantage social ni de la sécurité de l'emploi, ils sont très instables. Cette mobilité de l'emploi et le système de

rémunération basé sur le « bonus » (partie mobile du salaire qui peut être diminuée selon la situation financière de l'entreprise) sont pour beaucoup dans le « miracle » japonais et la compétitivité de la production industrielle de ce pays. Les ouvriers les plus actifs appartiennent donc au secteur public, principalement aux branches des transports publics, des postes et télécommunications, et à la fonction publique en général. Bien que le droit de grève ne leur soit pas reconnu, ces travailleurs, par leur statut, peuvent sans problèmes se syndiquer. Ils constituent la base des grands syndicats et des organisations ouvrières.

Au début des années 1970, la combativité ouvrière qui, dans le secteur public constituait en quelque sorte une prolongation de la radicalisation de la jeunesse scolarisée, permit aux syndicats d'asseoir leur influence sur les travailleurs des grandes entreprises. Parallèlement, il en résulta d'importantes hausses de salaires. Par contre, la défaite de 1975, se combinant à une campagne en règle de rationalisation industrielle dans le secteur privé, allait signifier baisse des salaires et attaques contre l'emploi.

En même temps, la bourgeoisie tentait de résoudre le

me de la faiblesse de sa direction politique. Une première tentative du Premier ministre Fukuda d'imposer un programme d'austérité se heurta à la réprobation générale que la répression des opposants à la création de l'aéroport de Narita allait susciter jusque dans les rangs du PLD au pouvoir. Après l'ouverture en force du nouvel aéroport de Tokyo en 1978, le gouvernement Fukuda ne surviva pas aux divergences suscitées par cette question. Fin 1978, c'est un nouveau Premier ministre, Ohira, qui se lance dans une politique d'assainissement budgétaire en introduisant de nouveaux impôts. En 1979, le PLD reçoit la sanction de cette orientation en subissant un recul électoral. Ohira reviendra donc sur son projet de nouveaux impôts, sans pour autant réussir à faire l'unanimité au sein du PLD.

En mai 1980, la Chambre basse vote une motion de défiance au gouvernement et de nouvelles élections sont convoquées par le Premier ministre. Leurs résultats, favorables au PLD au-delà de toutes les espérances, marquent une nouvelle évolution de la situation et notamment un glissement à droite de la petite bourgeoisie. Les grands perdants des élections sont le Parti communiste japonais — qui bien que comptant environ 300 000 membres, ne dispose que d'une faible implantation syndicale — et le Komei, un parti populiste d'obédience bouddhiste, surtout présent dans la petite bourgeoisie. Le score électoral du PLD permet au nouveau Premier ministre, Z. Suzuki, de réconcilier la famille bourgeoise. Mais, pour résoudre le problème de la dette publique et restreindre les dépenses sociales, ce qui constitue le projet fondamental du gouvernement, le processus de rationalisation capitaliste qui a été impulsé au milieu des années 1970 dans le secteur industriel privé doit l'être à présent dans le domaine public. Il devrait frapper principalement les travailleurs de ce secteur et les subventions aux administrations locales. Or, c'est là que se situe la base de la confédération syndicale réformatrice Sohyo, comme du PC ou du PS (qui avec 60 000 à 70 000 membres et malgré sa division en plusieurs tendances dispose d'un important poids syndical). Pour renforcer son pouvoir, l'actuel gouvernement du PLD doit donc briser l'influence de Sohyo et des formations ouvrières et établir un contrôle direct sur les masses travailleuses.

L'apparition du Parti socialiste démocratique, formation membre de la IIe Internationale comme le PS, mais ouvertement pro-impérialiste, et le renforcement de la fédération syndicale droitiste Domei — implantée dans le secteur monopoliste privé, et pratiquant un syndicalisme à l'américaine — ont déjà permis de remodeler une partie du mouvement ouvrier. La perspective de fusion syndicale sur une base très droitiste d'exclusion des syndicats dirigés par des militants communistes et

« lutte de classe », proposée par Domei, constitue une étape supérieure du même processus. L'assentiment de la direction de Sohyo à cette perspective, malgré les résistances de nombreux militants et secteurs de base, laisse la porte ouverte aux manœuvres de la bourgeoisie et de ses agents dans le mouvement syndical. Ces remous reflètent plus généralement au plan politique une évolution au sein même du PS, composante essentielle du mouvement syndical. L'idée d'une coalition gouvernementale avec des partis comme le Komeito (parti petit-bourgeois), le PSD et même de certaines fractions du PLD bourgeois se développe dans les rangs du PS surtout depuis la victoire en France de François Mitterrand. La fraction pro-soviétique du PS, la « Société socialiste », n'a guère réussi à s'opposer à cette évolution dans le parti socialiste. La perspective syndicale proposée par le Domei, dont le dirigeant est membre du PSD, s'inscrit parfaitement dans ce cadre général.

Toutefois, l'opposition à ces manœuvres s'organise. Un front commun s'est constitué de fait entre la fraction du PS qui refuse l'unification syndicale bureaucratique et droitiste, les organisations syndicales contrôlées par le PC et les militants syndicaux regroupés derrière la revue oppositionnelle *Rohdoh Johoh* (*Information ouvrière*) au lancement de laquelle ont participé nos camarades de la section japonaise de la IVe Internationale. Lors de la Conférence nationale de *Rohdoh Johoh* en janvier dernier, qui a réuni plus d'un millier de militants syndicaux, il a été décidé d'agir pour la création d'une coordination nationale des oppositions syndicales et l'établissement d'un « programme commun des travailleurs ». T. Higuch, responsable de la revue, présentait ainsi l'orientation des militants regroupés autour de *Rohdoh Johoh*, qui dispose de 12 000 abonnés : « La bourgeoisie et son Parti libéral démocratique sont en train d'organiser une restructuration drastique de l'Etat et de la société elle-même pour 1985. L'unification des courants droitistes des syndicats est partie intégrante de cette opération de la bourgeoisie. Le but est d'essayer de détruire les acquis et traditions du mouvement des travailleurs organisés depuis les années 1950 et d'établir une structure syndicale entièrement pro-impérialiste sous la direction des bureaucraties ouvrières de droite. Nous défendons les meilleurs acquis du mouvement des travailleurs de Sohyo et joignons nos forces aux syndicats dirigés par les communistes pour lutter contre ces opérations droitistes. Cependant, nous ne pouvons pas nous contenter d'être seulement des opposants. Nous devons combattre pour obtenir la majorité dans le mouvement ouvrier japonais. »

INPRECOR

Yohichi SAKAI

Lors des élections de juin 1980, le Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir a remporté une grande victoire politique au Japon. Cela a entraîné des modifications au sein du mouvement syndical où les forces de droite pro-patronales ont repris l'initiative qui se trouvait jusqu'alors entre les mains de la centrale réformatrice Sohyo.

Ces forces ont alors commencé une vigoureuse campagne tendant à « unifier » l'ensemble du mouvement syndical sous leur direction afin d'enlever à Sohyo la position hégémonique qu'elle détient depuis les années 1950 au sein du mouvement ouvrier. Elles veulent du même coup liquider les syndicats dirigés par des courants liés au PC ou à l'extrême-gauche.

Les forces syndicales de droite, appuyées par la bourgeoisie et le gouvernement du PLD veulent ainsi opérer une re-composition radicale du mouvement ouvrier.

Une rapide description du mouvement syndical japonais permettra de

mieux comprendre l'objectif de la droite. En 1980, sur un total de 56,5 millions de travailleurs, 32,1 % étaient syndiqués (voir Tableau I).

TABLEAU I
LA SYNDICALISATION AU JAPON
EN 1980
(en millions de travailleurs)

Total main-d'œuvre	56,50
Total salariés	39,71
Total salariés de l'industrie	11,35
Total des syndiqués	12,76
Taux de syndicalisation	32,1 %

Il existe trois grandes centrales : Sohyo (Conseil général des syndicats japonais), Churitsu-Roren (Conférence de coordination des syndicats neutres) et Domei (Confédération japonaise du travail) (voir Tableau II).

La plupart des dirigeants de Sohyo sont étroitement liés au Parti socialiste (PSJ) et leur centrale constitue la base syndicale de la social-démocratie. Le Parti communiste japonais (PCJ) y anime une minorité significative. Sohyo est essentiel-

lement implantée parmi les travailleurs du secteur public et les employés de l'Etat qui sont fortement syndicalisés (chemin de fer, postes et télécommunications, enseignement, administration).

Dans le secteur privé, les réformistes sociaux-démocrates et les forces de droite

TABLEAU II
INFLUENCE DES PRINCIPALES
CENTRALES SYNDICALES
(en millions de membres)

Sohyo :	4,551
Secteur public et fonctionnaires	3,189
Secteur privé	1,362
Churitsu-Roren (presque tous dans le secteur privé)	1,357
Shinsanbetsu (a fusionné récemment avec Churitsu-Roren)	0,062
Domei	2,162
Secteur privé	1,986
Secteur public et fonctionnaires	0,176
Autres syndicats	4,625
Total	12,757

se partagent à 50 % le contrôle des syndicats affiliés à Sohyo : les premiers contrôlent les syndicats des petites entreprises de la métallurgie et des transports privés, les seconds contrôlent les syndicats de la chimie et de la sidérurgie.

Pour Churitsu-Roren — qui existe essentiellement dans le secteur privé —, la principale fédération industrielle est celle de l'électronique et de la construction électrique. Churitsu-Roren est dirigée par des forces pro-patronales mais, au cours des années 1970, elle avait formé une structure de coordination avec Sohyo pour mener les campagnes annuelles de négociations salariales. Certains syndicats affiliés à Churitsu-Roren apportent leur soutien électoral à la droite du PS.

Domei est une confédération ouvertement anticommuniste et de droite. Son appareil est contrôlé par le Parti social-démocrate (PSD) pro-impérialiste et favorable au PLD, le parti bourgeois au pouvoir. Domei est implantée dans le secteur privé, parmi les travailleurs des chantiers navals, de l'automobile, de l'industrie textile, etc. Elle est très faible dans le secteur public et l'administration.

Il existe en outre le Conseil japonais de la Fédération internationale des travailleurs de la métallurgie (IMF-JC) et le Kagaku-Rokyo (Conférence des syndicats de la chimie) qui sont des organes consultatifs des syndicats pro-patronaux de ces deux secteurs. L'IMF-JC a été créé en 1964 et regroupe les principaux syndicats maison de la sidérurgie, de la construction navale, de la machine-outil, de l'automobile et de l'électronique. L'IMF-JC comptait 1,87 million de membres en 1980. Le Kagaku-Rokyo a été formé de la même façon et regroupait 655 000 ouvriers de la chimie en 1980.

Au niveau politique, au cours des années 1960 et 1970, Sohyo, le PS et le PC ont formé un bloc réformiste d'opposition assez efficace face au gouvernement PLD et au Parti social-démocrate (PSD). Le PSD est toujours resté minoritaire et le PC et le PS ont toujours bénéficié de l'appui de la majorité de la classe ouvrière japonaise (voir Tableau III).

Il faut noter qu'il y a toujours eu une différence importante entre la représentation parlementaire au sein de la classe ouvrière et les rapports de forces au sein des syndicats. Ainsi, le courant réformiste de Sohyo reste majoritaire dans le secteur public et l'administration, alors que les forces pro-patronales ont leurs bastions dans les syndicats de la chimie et de l'industrie affiliés à Sohyo. C'est pourquoi, au niveau syndical, le rapport de force entre les réformistes et la droite est à 50/50, tandis qu'au niveau politique, le bloc Sohyo-PS-PC contrôle la majorité de la classe ouvrière.

Vers la fin de 1976, la direction réformiste de la centrale syndicale de Sohyo, a commencé à évoluer vers la droite. Au niveau parlementaire, cette évolution s'est traduite par une prise de distance par rapport aux positions réformistes de gauche qui étaient la marque

TABLEAU III
REPRESENTATION PARLEMENTAIRE DU PSD, DU PSJ, DU PCJ ET DE L'USD

	1958	1960	1963	1967	1969	1972	1976	1979	1980
PSD(*)		17	23	30	31	19	29	36	32
PSJ	166	145	144	140	90	118	123	107	107
PCJ	1	3	5	5	14	38	19	41	19
USD(**)								2	3

(*) Scission du PSJ en 1960.

(**) Scission de droite du PSJ en 1977.

du bloc Sohyo-Parti socialiste (PSJ)-Parti communiste (PCJ).

La direction de Sohyo a évolué vers une orientation favorable à une coalition gouvernementale de centre-gauche Parti socialiste-Komei-Parti social-démocrate (PSD), un rôle subalterne étant accordé au PC dans ces manœuvres de coalition.

Au niveau syndical, cette évolution s'est traduite par la formation d'un nouveau bloc englobant Sohyo, le nouveau syndicalisme droitier du Conseil japonais de la Fédération internationale des travailleurs de la métallurgie (IMF-JC), et le Domei. Les syndicalistes de Sohyo ont été incapables de riposter à la politique de la bourgeoisie et du gouvernement, c'est pourquoi ils ont choisi un détour par la politique des coalitions parlementaires. A l'époque, cette manœuvre paraissait viable car le Parti libéral-démocrate (PLD) ne disposait pas d'une forte majorité à la Diète (Parlement).

Dans une première phase, vers la fin de 1976, le PC a d'abord été tenu à l'écart de la manœuvre Sohyo-PS. Le parti Komei, celui de la petite-bourgeoisie urbaine, rompait à son tour avec le PC. La fraction de gauche pro-soviétique du PSJ, la « Société socialiste », a alors été soumise à une forte pression des bureaucrates réformistes de Sohyo, ces derniers étant en fait soutenus par les courants droitiers du parti et par une importante campagne de presse bourgeoise contre la « Société socialiste ». Bien que cette aile gauche ait pu compter sur le soutien d'une majorité de militants de la base du parti, elle a capitulé devant ces pressions et accepté l'orientation de coalition au début de l'année 1977.

LES MESURES DU PSJ CONTRE LA DEMOCRATIE INTERNE

Le PS avait modifié ses structures au début des années 1960. Le règlement intérieur de l'époque prévoyait l'élection d'un Comité exécutif national par le Congrès du PS dont tous les délégués devaient être élus par les branches des circonscriptions préfectorales. Les parlementaires du PS ne disposaient ainsi pas de droit de vote au Congrès, à moins d'avoir été élus par leur branche de circonscription préfectorale.

C'est ainsi qu'au cours de la seconde moitié des années 1960, la « Société socialiste » a pu organiser sérieusement son influence dans le PS et les syndicats Sohyo. Au début des années 1970, elle obtenait même la majorité au sein du PS.

Cette fraction avait une ligne d'« unité ouvrière » qui préconisait un bloc PS-PC et s'opposait à toute les forces bourgeoises ou petites-bourgeoises. Néanmoins, en même temps que la « Société socialiste » cédait aux pressions droitrières au début de l'année 1977, elle acceptait de restreindre les activités de ses fractions bien organisées et centralisées dans le PS et dans les syndicats et de modérer son orientation politique.

A la fin de 1977, I. Asukada accéda à la présidence du PS avec le soutien des bureaucrates de Sohyo. Le système d'élection du dirigeant national du parti fut alors modifié : le président serait désormais élu par un référendum de tous les adhérents. Le président reçut également le droit de nommer un certain nombre de membres du Comité exécutif national. Toutes ces mesures aboutissaient à établir une sorte de système bonapartiste au sein du parti. Le nouveau président, I. Asukada, imposait une politique conciliatrice vis-à-vis de la bourgeoisie et du gouvernement du PLD, et adoptait la nouvelle orientation politique de « coalition » des bureaucrates de Sohyo. Cela a impliqué un effort de collaboration avec le parti Komei et la recherche d'un accord d'unité d'action avec les sociaux-démocrates de droite du PSD.

LES FRUITS DE LA STRATÉGIE PARLEMENTAIRE

Soutenu par les bureaucrates les plus connus de Sohyo, I. Asukada adopta alors une position à mi-chemin entre la fraction réformiste de gauche « Société socialiste » et les courants droitiers à l'autre bout de l'éventail politique au sein du PSJ. Malgré leur hétérogénéité, tous les droitiers du PSJ étaient d'accord pour préconiser une orientation allant dans le sens de la fusion avec le PSD et peut-être même avec le Komei. Ils sont aussi tombés d'accord pour demander une rupture entre le PS et le PC et la dissolution de la « Société socialiste ».

Face à ces menaces, la « Société socialiste » a été conduite à une position de défense du nouveau président du PSJ contre la droite du parti. C'est ainsi que la direction de Sohyo a réussi à orienter la centrale et le PS vers une politique de coalition « active » à la Diète (Parlement), prétendant pour exploiter la précarité de la majorité du PLD. Mais cette ligne n'a pas entraîné la moindre conquête. Entre 1977 et 1980, les candidats aux postes de gouverneurs et de

maires présentés par le PS, le PC et Sohyo ont essuyé une série de défaites électorales face aux candidats du PLD seuls ou aux candidats de coalition centre-droit et centre-gauche, notamment à Osaka, Kyoto, Tokyo et Kanagama (Yokohama). D'autre part, la poursuite de cette ligne de coalition a commencé à entamer la solidarité du soutien des ouvriers de Sohyo au PS et au PC.

En fin de compte, le PLD a obtenu une confortable majorité dans les deux chambres de la Diète lors des élections générales de juin 1980 (287 sièges sur 511 dans la Chambre des représentants, et 135 sièges sur 251 dans la Chambre des conseillers). Cette victoire du PLD a porté un rude coup à la politique de coalition de la direction de Sohyo en la privant de la possibilité de jouer le rôle d'axe d'un bloc parlementaire anti-PLD. Une autre conséquence des élections de 1980 a été que la direction de Sohyo a également perdu l'initiative sur le terrain syndical au profit des syndicats maison des grandes entreprises du secteur privé.

LE PARTI COMMUNISTE DANS L'IMPASSE

Le PC « national communiste », profondément réformiste et parlementariste, est entré en crise au milieu des années 1970. Le Parti communiste japonais avait renforcé son influence de masse à la fin des années 1960 et au début des années 1970, notamment grâce à ses campagnes

en faveur de la réforme municipale et des quartiers. Pour cela, il s'était appuyé avant tout sur les municipalités des banlieues des grands centres industriels. Les directions du PS et de Sohyo avaient toujours été incapables d'intervenir efficacement dans ces zones. Une certaine répartition des tâches s'était ainsi établie entre les forces réformistes du PS et de Sohyo, dont les syndicats du secteur public constituaient la base principale, et le PC qui s'adressait alors aux ouvriers en tant que consommateurs dans le cadre des municipalités.

Cela explique que, de la fin des années 1960 au début des années 1970, des gouverneurs et des maires soutenus par le bloc PC-PS-Sohyo aient été élus dans de nombreuses préfectures et municipalités des régions industrielles. Le PC a réussi dans ce cadre à faire passer sa représentation parlementaire à la Chambre des représentants de 7 députés en 1967 à 14 en 1969 et à un maximum de 38 en 1972.

Cependant, la sévère récession économique de 1974-1975 a entraîné un rétrécissement des ressources financières des gouvernements locaux. Dans cette situation, le PC a été incapable de trouver d'autres solutions que de battre en retraite. Sa ligne de réforme municipale s'est alors heurtée à une impasse. Pire encore, une tentative d'élargir sa base électorale en direction de la petite bourgeoisie a conduit le PC à adopter une politique hostile aux grèves de 1973-1974. Le ré-

sultat a été une défaite désastreuse aux élections générales de 1976 ; la délégation parlementaire du parti fut à cette occasion réduite de moitié, passant de 38 à 17 sièges ...

La même année 1976, le PC se voyait soumis à la tactique de marginalisation impulsée par le PS et les autres partis parlementaires. Les défaites en série des candidats soutenus par le PC, le PS et Sohyo dans les élections locales ont ébranlé encore plus les perspectives du PC. Cela a eu pour effet de démoraliser une couche de militants et de sympathisants du PC qui se sont réfugiés dans la passivité. Le parti stagnait.

Devant son isolement politique total, le PC a adopté une orientation de travail parlementaire « à long terme et à contre-courant ». En même temps, il a durci son attitude vis-à-vis du PS et a cherché à consolider ses propres rangs. Dans le domaine syndical, le PC a mis en place son propre Comité de liaison national des syndicats et branches syndicales sous sa direction. Il en a fait une fraction syndicale publique de lutte contre les forces réformistes affiliées au PS au sein des syndicats de Sohyo. Le PC a organisé ses propres campagnes et mobilisations publiques à travers ce Comité, mais tous les syndicats et branches syndicales du Comité de liaison sont restés dans le cadre de Sohyo.

La base ouvrière de masse du PC a alors fait les frais des campagnes de rationalisation de la bourgeoisie, et le parti a donc été mis au défi d'organiser une riposte. Mais, dans la mesure où la politique du parti est restée profondément parlementariste et réformiste, il a été incapable d'offrir une alternative concrète à ses militants de base. C'est ainsi que la contradiction entre les aspirations de la base et la politique du PC est devenue très aiguë, et cela a provoqué un très important processus de différenciation parmi les adhérents ouvriers.

A la fin des années 1970, face à son isolement sur le plan intérieur, le PC japonais a décidé d'améliorer ses rapports avec Moscou qui était aussi intéressé à renouer des liens plus étroits avec le PC japonais. Mais le PCJ était décidé à maintenir l'autonomie par rapport à Moscou et Pékin, qui avait été son trait spécifique dans la période précédente. Pour ne prendre qu'un exemple, le PCJ ne soutient pas la revendication soviétique sur les quatre petites îles au nord du Japon (Hakomai, Shikotan, Kunashiri et Etorofu) qui sont contrôlées par l'URSS depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Dans ce cadre, il était difficile d'arriver à un accord entre le PCJ et l'Union soviétique. Des progrès semblaient en cours en 1979. Mais c'est précisément alors que l'Union soviétique est intervenue militairement en Afghanistan et la tentative de réconciliation s'effondra.

Plus tard, le PCJ devait dénoncer l'état de guerre en Pologne. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle, ni Moscou ni Pékin ne disposent de mouvements importants au Japon. Moscou reçoit certes un certain soutien de la part de la « Société socialiste », réformiste de gauche, mais celle-ci

Devant l'ambassade de Pologne à Tokyo, le 14 décembre 1981. (DR)



connaît une crise interne très semblable à celle du PC.

ÉCHECS DU MOUVEMENT SYNDICAL

Après 1975, les luttes syndicales ont connu un déclin considérable. Si les travailleurs de Sohyo n'ont pas subi de défaites décisives, ils en ont pas moins été forcés de reculer. Ils ont eu le sentiment prononcé de se trouver dans une impasse assez semblable à l'état d'esprit des travailleurs français après la défaite de la gauche aux élections de 1978. Des tendances centrifuges sont apparues, à la base notamment, parmi les jeunes ouvriers. Les dirigeants réformistes de Sohyo ont éprouvé de plus en plus de difficultés pour mobiliser ces couches en faveur du PS pour les élections municipales. Des candidats de gauche indépendants ont ainsi pu obtenir de bons résultats aux élections municipales de 1979.

En même temps, le nombre d'adhérents du syndicat baissait par suite des pertes d'emplois liées à la récession et à la rationalisation. En 1974, par exemple, Zenkoku-Kinsoku, un syndicat de Sohyo des travailleurs de la métallurgie dans des petites et moyennes entreprises, comptait 222 109 membres. En juin 1979, il n'en avait plus que 169 924. En cinq ans, il avait perdu 23,05 % de ses membres, surtout à la suite de fermetures d'usines et de licenciements.

Face aux reculs du mouvement syndical et à l'évolution droitrière des directions, un processus de différenciation a commencé à apparaître parmi les militants syndicaux de base et les cadres intermédiaires de Sohyo. Des attitudes critiques et oppositionnelles vis-à-vis de la politique de coalition de la direction de Sohyo et de l'évolution droitrière parallèle du PS ont commencé à se formaliser. Mais il s'agissait plus d'un état d'esprit que d'un courant constitué. C'est dans ce contexte qu'un groupe oppositionnel d'ouvriers a commencé à se développer dans le PC de Tokyo et que des divergences ont commencé à prendre corps au sein de la fraction « Société socialiste » du PS.

L'ÉMERGENCE D'UN COURANT LUTTE DE CLASSES

C'est dans cette situation qu'au début 1977, *Rohdoh Johoh* (*Information ouvrière*), un bulletin bimensuel destiné aux militants syndicaux de gauche a commencé sa publication. Les trotskystes japonais de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ont participé à cette entreprise dès le départ.

Rohdoh Johoh a été lancé par trois courants agissant en commun, des syndicalistes indépendants de gauche, des syndicalistes révolutionnaires et la section japonaise de la IVe Internationale. Le bulletin s'efforce de rassembler à l'échelle nationale un courant de militants ouvriers et de syndicalistes indépendants des directions de Sohyo et du PC pour jouer un rôle

dans les différenciations à l'œuvre parmi les militants de Sohyo.

À la même époque, une autre publication, *Kikan Rohdoh-Undoh* (revue du mouvement ouvrier), annonçait sa parution. *Rohdoh Johoh* avait reçu l'appui de personnalités de Sohyo et du PS. *Kikan Rohdoh-Undoh*, par contre, était entièrement indépendant du PS et du PC. En fait, les deux publications se complétaient. À ses débuts, le bulletin tirait de 5 000 à 6 000 exemplaires. Aujourd'hui, son tirage est de 12 000 exemplaires. Quant à la revue, elle tire environ à 2 000 exemplaires.

Au cours de la seconde moitié des années 1970, des groupes d'ouvriers d'avant-garde ont mené des luttes dures contre les fermetures d'usines et les licenciements. Ces ripostes ont eu lieu surtout dans les petites et moyennes entreprises du secteur privé. Les batailles les plus notables ont été le fait des branches d'usine du Zenkoku-Kinzoku, notamment à Osaka et à Tokyo.

La branche d'Osaka-Sud de ce syndicat est devenue le bastion de ces luttes d'avant-garde. Elle dirige maintenant environ 2 000 ouvriers de la zone et une usine qui produit des équipements pour les raffineries de sucre est passée sous contrôle ouvrier. La direction de cette organisation a acquis une grande habileté dans l'utilisation des éléments réformistes de Sohyo et du PS. Mais, à l'heure actuelle, elle a été forcée d'engager une lutte prolongée contre les forces réformistes.

La direction Osaka-Sud du Zenkoku-Kinzoku est issue du PC avec lequel elle a rompu vers la fin des années 1960, elle a soutenu *Rohdoh Johoh* dès sa parution. Elle a par ailleurs adopté une attitude très fraternelle à l'égard de la lutte contre l'ouverture du nouvel aéroport international de Narita. À Tokyo, le groupe d'ouvriers d'avant-garde à l'origine de ce genre de luttes est dirigé par des ouvriers qui sont membres du PC. Il a établi un réseau national de solidarité avec les ouvriers engagés dans les luttes contre la rationalisation capitaliste. Il a également tissé des liens fraternels avec les ouvriers de la mécanique de Osaka-Sud et entretient de bons rapports avec *Rohdoh Johoh*.

Il y a encore un autre courant combatif d'avant-garde à Tokyo, indépendant du PC comme du PC, qui est en cours de fusion avec le courant *Rohdoh Johoh*.

LA LUTTE CONTRE L'AÉROPORT DE NARITA

La section japonaise de la IVe Internationale a décidé, au cours de l'été 1976, de s'engager dans la construction d'un courant sur la base du processus de différenciation engagé dans Sohyo. C'est pourquoi nous avons décidé de participer au lancement de *Rohdoh Johoh*. Dans le cadre de cette orientation, la LCR japonaise s'est associée à un groupe de syndicalistes révolutionnaires dans une autre initiative en 1977-1978, la lutte contre l'ouverture du nouvel aéroport international de Narita.

Devant l'impasse où le bloc Sohyo-

PS-PC s'était enlisé et le tournant droitier de la direction de Sohyo vers une politique conciliatrice de coalition, les trotskystes japonais voulaient construire un courant qui pourrait mobiliser les ouvriers dans les diverses luttes en cours, aussi bien politiques que syndicales, contre la bourgeoisie et son gouvernement, indépendamment de la bureaucratie réformiste de Sohyo et de l'appareil du PC. La lutte autour de l'aéroport a représenté un premier pas dans la construction d'un tel courant indépendant et complétait le lancement de *Rohdoh Johoh*.

Néanmoins, bien que notre orientation originale ait prévu une tentative de mobilisation massive des ouvriers contre la tentative gouvernementale d'ouvrir l'aéroport, le résultat concret fut bien en dessous de nos espoirs. Le gouvernement de Takeo Fukuda, parvenu au pouvoir le 24 février 1976, décida que l'ouverture de l'aéroport dans les délais prévus serait un objectif principal de sa politique. On allait donc vers une épreuve de force. À l'approche de la bataille, le climat s'est tendu. Quand le combat eut lieu, toute la population du pays suivit le déroulement de la lutte entre les paysans soutenus par les ouvriers et les étudiants déterminés et le gouvernement qui avait mobilisé massivement sa police anti-émeutes et ses autres forces répressives.

Le 26 mars 1978, jour de la bataille décisive, les lignes de la police furent enfoncées en plusieurs endroits. La tour de contrôle de l'aéroport finit par être occupée par les « extrémistes ». Une confusion complète avait été semée dans le système de commandement de la police au moment décisif. Les agressions policières retransmises à travers tout le pays par la télévision suscitérent une explosion d'indignation publique. Le gouvernement de Takeo Fukuda fut secoué par une crise, sa politique dure avait subi un coup sévère. Même les cercles dirigeants de l'industrie et de la finance s'étaient divisés sur la question de l'aéroport.

Le secrétaire général de Sohyo offrit ses bons offices d'arbitre entre les paysans et le gouvernement. Son prédécesseur à la tête de la centrale, I. Iwai, un dirigeant de la fraction « Société socialiste » du PS, protesta contre les actions du gouvernement et apporta son soutien à l'action des paysans.

La lutte autour de l'aéroport eut un impact considérable dans les rangs de Sohyo, et cela d'autant plus qu'elle suivait de peu la capitulation de la direction syndicale dans son affrontement avec le gouvernement à l'automne 1975. Les membres de Sohyo avaient été impressionnés par la détermination manifestée par les paysans et les militants d'extrême-gauche et se réjouissaient de l'échec de la politique de fermeté du Premier ministre Takeo Fukuda. On peut donc dire que la bataille de l'aéroport a contribué de façon importante à renforcer la détermination de la classe ouvrière à se battre contre le gouvernement du PLD.

Si l'aéroport a fini par être ouvert par la force en mai 1978, la lutte déterminée

des paysans, ouvriers et étudiants n'en a pas moins eu pour effet de réduire le sentiment d'impuissance des membres de Sohyo qui ne voyaient pas d'issue à l'aggravation de la situation. La politique de fermeté de Takeo Fukuda a perdu de son efficacité et il a dû faire face à une opposition au sein même de son parti, qui finit par le renverser.

La lutte de l'aéroport avait suscité une grande sympathie parmi les membres du PC, le sondage d'un quotidien bourgeois après la bataille de mars, le révélait bien. Et cela malgré l'opposition déterminée de la direction du PC à cette lutte, du premier au dernier jour. En effet, la base et la périphérie du PC comprenaient ceux qui avaient été le plus durement touchés par la politique du gouvernement Takeo Fukuda.

La lutte contre l'aéroport réanima la combativité spontanée dans les rangs de Sohyo. Dans la seconde moitié de 1978, les premiers indices d'une opposition de masse à la campagne du PLD pour le renforcement militaire du Japon apparurent. Ils se manifestaient en particulier parmi les membres et les sympathisants du PC. A la fin de 1978, une remontée de la combativité se produisit chez les postiers. De 1978 à 1979, plusieurs luttes de masse se déclenchèrent à différents sujets, notamment sur la question de l'énergie nucléaire, dont les participants s'identifiaient consciemment à la lutte contre l'aéroport.

Ainsi, la lutte contre l'aéroport avait révélé le nouveau potentiel qui existait pour le développement d'une opposition de gauche indépendante dans le mouvement ouvrier. Elle avait fait la preuve qu'un tel courant pouvait s'appuyer sur un soutien de masse dans certaines zones pour former des alliances avec les diverses forces réformistes de gauche au sein de Sohyo en opposition à leur direction bureaucratique.

Mais ce potentiel ne pourrait se concrétiser que si une opposition de gauche indépendante s'était auparavant structurée au niveau national dans le mouvement ouvrier même. Or, *Rohdoh Johoh* n'avait été lancé qu'un an avant la lutte contre l'aéroport. D'autre part, en raison du caractère particulièrement dur de cette bataille, la majorité des partisans de *Rohdoh Johoh* ne se sentaient pas capables d'y participer. Quant à la section japonaise de la IVe Internationale, elle ne représentait qu'une très faible minorité du mouvement ouvrier.

C'est pourquoi, malgré le succès de la lutte de l'aéroport, ni le groupe syndicaliste révolutionnaire ni la LCR ne disposaient du type de réseau organisationnel national qui eût pu permettre d'exploiter les nouvelles possibilités de travail de Front uni dans Sohyo. C'était là notre faiblesse principale et le principal facteur limitant la portée de la lutte de mars à mai 1978 autour de l'aéroport.

Depuis la bataille de l'aéroport, le travail de la section japonaise s'est de plus en plus concentré sur les efforts tendant à renforcer le courant *Rohdoh Johoh* pour

en faire une alternative à la direction syndicale en pleine dérive vers la droite.

1980 : L'OFFENSIVE DE LA DROITE POUR LA FUSION SYNDICALE

La victoire électorale de juin 1980 du PLD a marqué le début de l'offensive des centrales syndicales de droite contre le bloc Sohyo-PS-PC. En septembre 1980, un « Comité pour la promotion de l'unité du front ouvrier » est formé. Il regroupe les présidents de cinq fédérations d'industries du secteur privé liées aux différentes confédérations, et d'un syndicat national. Ce comité élabore un programme de collaboration de classe pour le nouveau centre national syndical, avec la complicité de la direction de Sohyo elle-même. L'objectif immédiat de cette initiative est d'« unifier » les différentes unions et fédérations industrielles sous un même centre national pour 1982-1983, isolant les employés et ouvriers du secteur public et de l'administration.

20 000 travailleurs du syndicat des chemins de fer lors d'une grève récente. (DR)



Ce processus d'unification dans le secteur privé survient au moment même où la bourgeoisie et son gouvernement ont mis au centre de leurs préoccupations la rationalisation du budget de l'Etat et du secteur public. Les forces syndicales de droite qui ont collaboré avec leurs patrons respectifs pour faire passer la rationalisation dans le secteur privé sont favorables à son extension au secteur public. Elles essaient pour cela d'isoler les travailleurs de ce secteur qui sont confrontés déjà aux graves conséquences de la politique patronale. Ainsi, dans les

chemins de fer, 74 000 emplois ont été supprimés sur un total de 420 000 ; dans les postes, 50 000 emplois ont été supprimés et 65 000 dans les télécommunications. Dans l'administration, 400 000 travailleurs ont perdu leur emploi sur un total de 1 950 000.

D'un autre côté, l'accord donné par les directions syndicales réformistes à l'« unité » réalisée dans le secteur révèle bien leur attitude conciliatrice face à ces plans de rationalisation.

Cette campagne de la droite syndicale pour l'unité vise également à briser définitivement le bloc Sohyo-PC-PS et à établir une nouvelle majorité social-démocrate dans le mouvement ouvrier japonais. Le président de la Fédération des syndicats de la sidérurgie, qui est l'un des principaux promoteurs de cette unité, a exposé ce projet de façon tout à fait claire :

— éliminer l'influence marxiste et le concept de lutte de classes du Parti socia-

liste (c'est-à-dire éliminer la fraction « Société socialiste », et transformer si possible ce parti en équivalent japonais du SPD allemand, et promouvoir une fusion PS-PSD) ;

— développer les centrales nucléaires pour sauver le pays de la crise de l'énergie ;

— abandonner la lutte contre la politique de rationalisation et de « restructuration industrielle » ;

— moderniser les chemins de fer et les autres services publics non rentables à travers une réforme de l'administration

(introduisant la rationalisation capitaliste dans ce secteur).

UNE OPPOSITION SUBSTANTIELLE

La lutte contre ce projet a déclenché un profond processus de recomposition au sein du bloc Sohyo-PS-PC. En juin 1981, le « Comité pour l'unité du front ouvrier » lançait un appel public autour de son programme de collaboration de classes. En réponse à cet appel, de larges regroupements d'opposition se sont formés, de juillet à décembre 1981, dans les rangs des syndicats affiliés à Sohyo.

En juillet 1981, au congrès de la Fédération de la chimie, 120 délégués sur 314 se sont opposés à l'appel, et le gros de l'opposition venait des travailleurs des moyennes et petites entreprises. Au congrès annuel du syndicat des transports privés, les délégués des moyennes entreprises se sont opposés à l'appel.

En août 1981, trois conseillers de Sohyo envoyèrent une lettre ouverte à la direction de la centrale dans laquelle ils exprimaient leur opposition à l'appel « unitaire » de la droite. Il s'agissait de M. Iwai (ancien secrétaire général de Sohyo et l'un des principaux dirigeants de la fraction « Pour une société socialiste » au sein du PS), K. Ota (ancien président de Sohyo qui représente l'opposition des travailleurs de la chimie ; il a sa propre fraction dans le PS et travaille étroitement avec le PC ; il fut candidat unique du PC et du PS pour les élections à la mairie de Tokyo) et M. Ichikawa (ancien président de Sohyo, ancien président du syndicat des employés des bases militaires US, membre du PS et conseiller du bimensuel *Rohdoh Johoh*). Cette prise de position publique des trois vétérans de Sohyo représenta l'opposition des courants réformistes de gauche à l'appel de la droite syndicale. Le Zenkoku-Kinzoku (syndicat des petites et moyennes entreprises de la métallurgie affilié à Sohyo) ne prit pas position lors de son congrès annuel, par suite des divergences entre les membres du PS, et de l'opposition des délégués du PC et de l'extrême-gauche.

En septembre, cinq fédérations affiliées à Sohyo (celles de la construction navale, des employés de commerce, du papier, de l'imprimerie et des chauffeurs de taxis) formèrent un bloc contre l'unité « sélective » proposée par la droite (sélective car elle vise à exclure les syndicats dirigés par le PC).

En octobre, les syndicats de Sohyo du secteur privé tenaient leur réunion annuelle mais l'appel de la droite ne put y recueillir une claire majorité : dix pour, quatre contre et dix abstentions. Les quatre votes contre venaient de fédérations dominées par le PC, les dix abstentions émanaient de fédérations dirigées par les réformistes de gauche. Mais ces dix fédérations (qui regroupent moins de 20 000 membres chacune) sont, ensemble, plus petites que les quatre précédentes.

En novembre, la fédération nationale de l'enseignement, dont le principal dirigeant est aussi président de Sohyo, te-

naît une réunion spéciale de son comité central sur la question de l'appel pour l'unité. Sur les 235 membres du CC présents, 165 étaient membres du PS et 70 du PC. Il s'opéra une division entre les socialistes : 117 se prononcèrent pour l'appel et 48 contre. De ce fait, la position favorable à l'appel fut battue. Ce résultat a eu des effets significatifs sur les autres syndicats du secteur public et de l'administration affiliés à Sohyo. Le Syndicat des chemins de fer et la Fédération des employés municipaux prirent une position attentiste sur la question. Ainsi, la situation avait atteint un maximum de confusion quand Sohyo tint son Congrès annuel et celui-ci ne prit pas de position claire sur l'appel de la droite.

La bureaucratie centrale de Sohyo et de ses principales fédérations multiplièrent les manœuvres en novembre et décembre. En même temps, la base syndicale commença à se mobiliser directement contre la campagne de la droite. Plusieurs réunions d'opposition furent organisées dans de nombreuses villes sous l'égide du journal *Rohdoh Johoh*.

Le 7 décembre, le Conseil national élargi de Sohyo se réunit et adopta une motion favorable à la campagne pour l'unité syndicale à condition que soit rejetée la conception sélective de cette unité. Il enjoignit aux fédérations du secteur privé affiliées à Sohyo d'adhérer au Comité préparatoire pour l'unité du Front ouvrier.

Ainsi, le 14 décembre le *Comité préparatoire pour l'unité du front ouvrier* dans le secteur privé vit le jour. Il regroupe 39 fédérations industrielles et syndicats nationaux affiliés aux différentes confédérations. Après sa création, le Zenkoku-Kinzoku, la Fédération des travailleurs des chemins de fer et transports privés et d'autres syndicats décidèrent de rejoindre le Comité préparatoire, rejetant l'opposition de leurs minorités.

En février 1982, seuls le syndicat des dockers et celui des imprimeurs résistaient encore, en plus des quatre fédérations de Sohyo dirigées par le PC. Le projet du Comité préparatoire est de mettre sur pied une confédération de syndicats nationaux et de fédérations industrielles du secteur privé regroupant 4,5 millions de travailleurs.

UNE BRECHE DANS L'HEGEMONIE REFORMISTE

Le fait que, malgré l'existence d'une opposition substantielle, la majorité réformiste de Sohyo ait accepté de se joindre à cette campagne menée à l'initiative de la droite révèle la crise profonde que traverse cette centrale par suite de ses recules permanentes au cours de la deuxième moitié des années 1970. Cela montre également que les forces syndicales pro-patronales basées dans le secteur privé ont réussi à reprendre l'initiative au sein du mouvement ouvrier.

En réponse à la création du Comité préparatoire pour l'unité du front ouvrier, le *Comité de liaison syndical pour la promotion du front unique*, animé par les fé-

dérations et les syndicats contrôlés par le PC, a décidé de renforcer son action autonome lors de sa conférence spéciale tenue au lendemain de la création du Comité préparatoire. La perspective du Comité de liaison est de promouvoir un « centre national classiste et démocratique » du mouvement syndical.

Le courant syndical qui s'inspire du journal *Rohdoh Johoh* s'est prononcé dès le début contre la campagne « unitaire » de la droite. La création de ce journal en 1977 et la construction d'un courant se réclamant de ses idées a constitué une réponse de gauche indépendante au courant droitier de la direction réformiste de Sohyo. Malgré sa faiblesse, ce courant développe une intervention systématique contre la politique conciliatrice de cette direction. A la fin 1981, une collaboration plus étroite s'est établie entre le courant *Rohdoh Johoh* et les trois vétérans de Sohyo mentionnés plus haut, et différentes actions ont été organisées en commun entre *Rohdoh Johoh* et le courant réformiste de gauche de Sohyo ; un travail a aussi été fait contre la campagne de la droite en commun avec les syndicats contrôlés par le PC. Ces initiatives ont permis à *Rohdoh Johoh* d'être reconnu comme un courant à part entière du mouvement syndical japonais.

Il demeure cependant encore très faible organisationnellement. Il n'a réussi à apparaître comme courant structuré au niveau national que dans le Zenkoku-Kinzoku. Dans ce syndicat, le *Rohdoh Johoh* jouit du soutien de 106 sections sur un total de 1 300 (et le PC en contrôle de son côté environ 300). Le *Rohdoh Johoh* a également une certaine influence parmi les travailleurs des chantiers navals, des télécommunications, des chemins de fer nationaux et privés, les travailleurs de la chimie, les enseignants, les employés municipaux, les dockers, etc. 1 236 cadres syndicaux ont participé à sa VI^e Conférence en janvier 1982 à Osaka.

Toutes les forces réformistes sont maintenant regroupées dans le Comité préparatoire et la direction de Sohyo accentue son cours conciliateur, cependant une opposition substantielle s'est maintenue. On peut donc s'attendre à ce que l'emprise traditionnelle du Parti socialiste (PSJ) sur la centrale commence à entrer en crise. La tâche du courant *Rohdoh Johoh* est d'intervenir dans ce processus afin de construire une opposition lutte de classe au niveau national.

Les marxistes révolutionnaires japonais œuvrent à la construction d'un tel courant qui, en menant des actions communes avec les éléments réformistes de gauche et les secteurs syndicaux animés par le PC, peut s'opposer effectivement à la dérive capitulaire de la direction de Sohyo. Ils interviennent également pour que ce courant participe aux luttes antimilitaristes et développe la solidarité internationale avec les travailleurs et les paysans du Sud-Est asiatique et les travailleurs polonais. ■

Yohichi SAKAI
Avril 1982.

Libération immédiate des quatorze condamnés de Narita

La lutte des paysans de Sanrizuka, soutenue par le mouvement ouvrier organisé japonais, contre le nouvel aéroport international de Tokyo (Narita) et contre le gouvernement bourgeois du Parti libéral démocratique (PLD), entre à nouveau dans une phase cruciale.

Après le succès des actions militantes contre l'inauguration de l'aéroport initialement prévue et l'occupation de la tour de contrôle, le 26 mars 1978, le gouvernement du PLD imposa l'ouverture de l'aéroport deux mois plus tard, en mai. Il ne s'agit cependant que de la première phase de l'inauguration avec ses 4 000 mètres de pistes principales. L'aéroport international de Narita demeure encore très précaire du point de vue technique. Son ouverture exigeait, par ailleurs, la pesante protection d'une force de police spéciale.

Il demeure ainsi la cible d'une campagne d'opposition des paysans de Sanrizuka, appuyée par un large soutien sur place et dans tout le pays.

L'an dernier, un quatrième plan quinquennal pour l'aéronautique était adopté par le gouvernement. Il prévoit « l'extension des aéroports de Narita et Haneda (l'ancien aéroport de Tokyo) et la construction d'un nouvel aéroport international dans la baie d'Osaka. Ces trois installations, avec leur système ultra-moderne informatisé, constitueront un élément clé pour le contrôle du Japon sur le réseau de communications et de transport asiatique. En cas "d'alerte spéciale" dans le périmètre de défense japonais en constante expansion, ces infrastructures pourront aussi être utilisées aussi bien par les forces militaires américaines que japonaises, comme le fut l'aéroport d'Haneda pendant la guerre du Vietnam. » (« Sanrizuka farmers continue to Ground Narita Airport », R. Morishima, AMPO, Vol. 13, numéro 4, Tokyo, 1981).

Dans ce contexte, trois ans après la première phase de l'inauguration de l'aéroport de Narita, le gouvernement, les autorités de l'aéroport et les notables locaux du PLD ont commencé à ouvrir la perspective de la deuxième phase de construction, à savoir la construction d'une nouvelle piste centrale.

La zone de construction concerne 515 hectares et il y a encore une quinzaine de familles qui vivent sur l'aire visée et y cultivent la terre. Elles font partie des 200 familles de la Ligue d'opposition paysanne contre l'aéroport. Les paysans et les comités de soutien possèdent 36,4 hectares sur les 515 concernés, et 85 hectares supplémentaires sont cultivés par les paysans du mouvement d'opposition et les groupes de solidarité. Le problème se pose donc à nouveau pour le gouvernement PLD et les autorités de l'aéroport

d'évincer ces paysans et le mouvement de solidarité du site de construction.

Pendant la période précédant l'ouverture de l'aéroport, en 1977-1978, le gouvernement PLD et son premier ministre Fukuda, adoptèrent une politique d'affrontement direct pour briser la Ligue paysanne d'opposition et ses appuis. Mais le gouvernement Fukuda fut durement touché par les actions du 26 mars 1978. Aujourd'hui, à la veille de la seconde phase de construction, une politique de confrontation serait très dangereuse pour le gouvernement et pour l'aéroport lui-même, beaucoup plus qu'à l'époque de l'inauguration. Maintenant, le gouvernement est obligé de protéger le fonctionnement quotidien de l'aéroport international. Le trafic ne peut être suspendu et la sécurité doit être assurée à 100 %.



Affrontements à Narita. (DR)

Le gouvernement tente donc de mettre en œuvre une politique de corruption et de division des paysans. L'an dernier, les autorités de l'aéroport et les notables locaux du PLD ont fait des propositions de rachat aux paysans dont les terres se situent sur le secteur de la seconde phase de construction. Ils cherchent ainsi à diviser les ligues d'opposition paysannes afin de paralyser de l'intérieur le mouvement de solidarité et de le neutraliser.

Dans le cadre de ces opérations, une vigoureuse campagne de presse bourgeoise a été lancée contre la Ligue paysanne et les groupes et organisations qui la soutiennent. La Ligue paysanne et le mouve-

ment de solidarité ont riposté en lançant une contre-offensive, par le biais d'une campagne nationale de masse contre les projets de la seconde phase de construction, et par l'extension des zones cultivées sur le site de construction. En janvier, Rohdoh Johoh, a décidé de prendre en charge cette campagne.

Au niveau international, le combat des paysans de Sanrizuka-Narita a été très bien accepté parmi les mouvements anti-impérialistes et anticolonialistes d'Asie du Sud-Est. L'an dernier, des représentants de la Ligue d'opposition paysanne ont visité les paysans français du Larzac, qui se sont opposés à l'extension des camps d'exercice militaire, ainsi que le mouvement d'Allemagne de l'Ouest contre l'extension de l'aéroport international de Francfort. En mars dernier, les paysans du Larzac et le mouvement de Francfort ont envoyé des représentants à Sanrizuka-Narita pour soutenir l'opposition à la seconde phase de construction.

L'an dernier, la Cour de justice de Tokyo a prononcé de très lourdes sentences contre 14 militants, dont 12 membres de la LCR, section japonaise de la IVE Internationale, qui ont participé à l'occupation de la tour de contrôle du 26 mars 1978, les accusant d'être les principaux organisateurs de cette occupation : le camarade Watada a été condamné à 10 ans de prison et le camarade Sato à 9 ans ; Maeda à 9 ans, Ota et Mizuno à 8 ans ; Nakagawa, Kojima, Irata, Yamashita, Koizumi et Nakaji à 6 ans ; Hara, Tsuda et Takakura à 4 ans. Ces condamnations sont ouvertement une revanche de l'Etat bourgeois japonais.

Les 14 inculpés ont fait appel devant la Haute cour, et le procès en appel a commencé en mars dernier. Après le premier jugement, aucun condamné n'a été mis en liberté provisoire, en dépit d'une large campagne de masse pour leur libération immédiate. Depuis le début du procès en appel, trois inculpés seulement — Hara, Tsuda et Takakura — ont été relâchés, et la campagne pour la libération des autres continue.

— Envoyez des messages de solidarité à la Ligue d'opposition paysanne à Sanrizuka et aux 14 inculpés traduits devant la Cour d'appel.

— Envoyez lettres et messages de protestation à la Haute cour de Tokyo, demandant la libération immédiate des 12 détenus.

— Toutes les lettres peuvent être adressées à la section japonaise de la IVE Internationale, qui fera suivre : LCR, Shinjidai-sha, Shiba 5-13-17, Minatoku, Tokyo. ■

Les fruits amers de l'austérité de gauche

LE mercredi 8 juin, le président François Mitterrand tenait la seconde grande conférence de presse depuis son investiture. Il y prétendait maintenir le cap de sa politique et laissait les projets gouvernementaux dans un flou artistique.

Le 13 juin, le ministre de l'Economie et des Finances, Jacques Delors, annonçait, à l'issue de la réunion de Bruxelles, une dévaluation du franc de 9,59 % par rapport au mark allemand et au florin hollandais. Cette nouvelle dévaluation, huit mois après une dévaluation de 8,5 % en octobre 1981, porte à 60 % la perte du franc par rapport au mark depuis 1975.

Tous les efforts ministériels pour établir une cohérence entre ces mesures et le discours présidentiel ne sont guère convaincants : dans son intervention du 8 juin, François Mitterrand proposait une grande réunion nationale de concertation entre « partenaires sociaux » (gouvernement, patronat et syndicats) « en juillet » ou « en septembre » pour éviter « tout fait accompli ».

Pourtant, en matière de « fait accompli », les travailleurs sont servis. Dès le lundi 14 juin, le gouvernement a fait connaître les « mesures d'accompagnement » destinées à garantir les bénéfices de la dévaluation : blocage des prix (sauf l'essence et certains produits agricoles) et des salaires (sauf le salaire minimum) pour quatre mois ; freinage des prestations sociales (et notamment des allocations familiales) ; nouvelle ponction sur les fonctionnaires au titre de la « solidarité nationale » pour soutenir la caisse de chômage !

En même temps, le gouvernement annonce que sa politique entre dans une nouvelle étape et quitte le plat pour la montagne (à la veille du tour de France, les métaphores cyclistes vont bon train) : la relance par la consommation tentée modérément en 1981 doit céder la place à l'aide à l'investissement.

Les ministres socialistes et communistes ont plus d'un tour dans leur sac et plus d'un mot dans leur dictionnaire : ils parlent, avec éloquence et froncements de sourcils de rigueur, d'effort, de patience, de solidarité... Mais tout travailleur qui préfère appeler un chat un chat, sait de quoi il s'agit : une politique d'austérité toute nue. Encore heureux que le gouvernement ait attendu le lendemain des fastes de Versailles pour montrer la note...

LE TEST DE L'AUSTERITE

Ce tournant va constituer une mise à l'épreuve pour tout le monde. Et d'abord, comment faire appliquer le blocage des prix et des salaires ?

Une loi de 1950 établit la liberté de négociation des salaires. Pour bloquer les salaires, il faudrait soit la modifier par une mesure législative soit obtenir l'accord des « partenaires sociaux », non seulement au niveau national, mais encore au niveau des entreprises ou des branches où se négocient les augmentations salariales. Ainsi, des augmentations de 2,5 % étaient prévues à Renault le 1er juillet, à Citroën et chez les fonctionnaires le 1er septembre. Il faudrait que les syndicats renoncent aux clauses signées.

Il y a longtemps que la Confédération française démocratique du travail (CFDT) avait devancé l'appel de l'austérité et son congrès, en mai dernier, avait mandaté la direction pour collaborer activement à ce type de politique, même si une forte opposition s'y était exprimée.

L'annonce des mesures gouvernementales est tombée au moment même où la CGT tenait son propre congrès à Lille, la

ville du Premier ministre. Au-delà des refrains habituels sur la nécessité de faire payer les riches et les privilégiés, notamment par le biais de la réforme fiscale, le congrès a accueilli les mauvaises nouvelles avec une remarquable placidité. Il faut dire que le PCF, installé au gouvernement et soucieux de préserver ses positions dans la négociation sur la préparation des élections municipales de l'an prochain, tout en dénonçant les responsabilités du patronat dans les difficultés économiques, demeure solidaire du gouvernement.

Du côté patronal, la première réaction à chaud du patron des patrons, Yvon Gattaz, président du Conseil national du Patronat français (CNPF), avait été plutôt bienveillante, promettant une coopération active, au nom du civisme, dans la mobilisation générale contre la crise. Mais, dès le lendemain, le ton du patronat, résolu à pousser l'avantage social et politique, montait d'un cran. Il dénonçait les effets désastreux pour les marges bénéficiaires du blocage des prix et surtout demandait le report des lois Auroux sur les nouveaux droits des travailleurs et des syndicats dans les entreprises.

Enfin, le patronat annonce une campagne d'Etats généraux des chefs d'entreprises qui devrait culminer en décembre par la tenue d'Etats généraux nationaux de 14 000 patrons, afin de maintenir à la fois la mobilisation de l'opposition et la pression sur le gouvernement.

LES EXPLOITES VONT PAYER L'ADDITION

Les remèdes de rebouteux du gouvernement ne s'attaquent pas à la racine des problèmes.

Les dirigeants socialistes ou communistes peuvent dénoncer plus ou moins les responsabilités des Etats-Unis, le refus d'investir du patronat, les évasions de capitaux. Ils n'ont en général pour solution que la réforme fiscale, dont on sait parfaitement que l'efficacité pour frapper les riches ne sera jamais que relative.

Quant au blocage des prix et des salaires, la gauche dans l'opposition avait dénoncé son injustice chaque fois que les gouvernements de droite avaient envisagé des mesures analogues. Les salaires peuvent être bel et bien bloqués et les prestations sociales effectivement réduites, alors que le patronat a mille moyens de contourner le blocage des prix, par le lancement de nouveaux produits par exemple. Il n'y a en même temps aucun moyen de contrôler l'investissement et de bloquer l'évasion de capital.

Au bout du compte, le bilan de l'année n'est pas si mauvais pour la bourgeoisie.

Le gouvernement a mis en œuvre la décentralisation et la réforme de la planification destinées à assouplir les institutions ultra-centralistes et rigides de la Ve République et à multiplier les niveaux de négociations et de concertation.

Les nationalisations ont été confortablement indemnisées et permettent un mouvement de centralisation et redistribution du capital privé.

Les directions syndicales semblent dans leur majorité disposées à collaborer à la mise en œuvre d'une « austérité de gauche ».

Il demeure pourtant une difficulté majeure. Ce n'est pas là le mandat que l'écrasante majorité des travailleurs ont donné au gouvernement à majorité socialo-communiste. Ce n'est pas ce qu'ils en attendent. Et, depuis le 10 mai 1981, les grands partis réformistes au gouvernement et les syndicats n'ont pas

accru substantiellement leurs effectifs ni renforcé leur contrôle sur la classe ouvrière, au point de pouvoir garantir une acceptation disciplinée de la nouvelle politique gouvernementale.

AU SEUIL D'UNE NOUVELLE SITUATION

Jusqu'à présent, le nouveau gouvernement a bénéficié de ce que François Mitterrand a appelé « l'état de grâce » et qui était une période d'observation.

La lourde défaite de la droite aux élections du 10 mai et du 21 juin 1981 a bien exprimé des rapports de forces sociaux. Mais elle est venue, pour nombre de travailleurs, comme une divine surprise ; non comme le produit d'une mobilisation, mais après trois ans de division profonde de leurs rangs, de tassement des luttes (l'année 1980 a connu le nombre de jours de grève le plus bas depuis 1953), et d'effritement des effectifs syndicaux. C'est pourquoi l'initiative est restée entre les mains du président, du gouvernement et de la majorité parlementaire sous la forme des grandes réformes annoncées par le candidat François Mitterrand : décentralisation, nationalisations, audiovisuel, logement, libertés démocratiques.

Les travailleurs ont mené des luttes locales pour défendre leur emploi ou leurs salaires, pour mettre fin au despotisme patronal dans certaines entreprises. Mais globalement, ils sont restés attentistes face aux réformes, quitte à intervenir vigoureusement pour les corriger quand elles portaient atteinte à leurs avantages acquis, comme dans le cas de la loi sur la semaine de 39 heures.

Maintenant, la politique de relance a échoué. Le train de réformes est terminé (il reste à approuver la réforme fiscale). L'heure de l'austérité a sonné. Et les gros dossiers en attente, comme celui de la Sécurité sociale, vont se traduire par de nouvelles demandes de sacrifices. Enfin, il y a toujours deux millions de chômeurs et le chiffre continue à grimper.

Le gouvernement peut compter sur les mois d'été pour faire avaler l'amère pilule. Mais les résultats de la médication sont incertains, et les rendez-vous de l'automne devraient marquer un changement sur le terrain des luttes sociales. Au-delà, les élections municipales et régionales du printemps 1983 apporteront un premier jugement d'ensemble sur la politique de la majorité socialiste et communiste.

Les révolutionnaires s'engageront résolument dans ces batailles sous leur propre drapeau. Le gouvernement demande du temps et des délais pour réussir le changement dans la durée. Le changement est des plus maigres. Le temps qui passe apporte de nouvelles concessions aux patrons et demande de nouveaux sacrifices aux travailleurs. Cette politique organise la déception de ceux qui ont voté contre la droite et prépare le retour en force de la réaction. Elle creuse le lit de défaites futures.

C'est pourquoi elle doit être rejetée clairement et fermement. ■

Daniel JEBRAC
15 juin 1982.

La Ligue communiste révolutionnaire face à quelques échéances politiques

François OLLIVIER

Le dernier congrès (Ve) de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IVe Internationale, en décembre 1981, traçait pour le développement de la situation politique en France la perspective d'« affrontements majeurs entre les classes ». Sans tomber dans une quelconque vision linéaire du développement politique et en comprenant qu'il y aura des flux et reflux, la dynamique des affrontements entre les classes depuis une année vérifie cette perspective : polarisation croissante des classes, contre-offensive de la droite moins d'une année après le 10 mai 1981, accumulation de luttes dans la classe ouvrière, tels sont les signes généraux de la situation présente.

Le problème essentiel de la situation politique française est la désynchronisation entre la situation objective — un contexte de politisation générale, cette montée ouvrière — et celle du mouvement ouvrier : absence de croissance des partis ouvriers, désyndicalisation qui continue, limites dans l'activité et la mobilisation politique des masses.

LA CRISE DE DIRECTION DU MOUVEMENT OUVRIER

L'une des différences fondamentales avec la période du Front populaire de 1936, disions-nous dans les thèses du Ve Congrès de la LCR, réside dans la faibles-

se du contrôle des appareils traditionnels sur le mouvement de masse dans la situation ouverte par la victoire électorale du 10 mai 1981. Le développement des luttes, comme les initiatives des révolutionnaires, confortent cette appréciation.

Le PCF, et même le PS de 1981, n'ont pas connu aujourd'hui le développement spectaculaire de l'après-1936. Au contraire, ils connaissent — surtout l'appareil stalinien — une crise politique, organisationnelle et de recrutement qui, en retour, pèse sur l'activité politique de la masse des travailleurs.

Cette faiblesse de contrôle des appareils n'étant pas encore compensée, à cette étape, par l'existence d'une force révolutionnaire suffisamment implantée et capable de présenter une alternative crédible, cela crée un vide qui pèse sur le mouvement ouvrier.

Une fois de plus, la crise de direction du prolétariat conditionne les rythmes et les formes de développement de la situation. Elle désoriente — à l'approche d'événements décisifs — des milliers de cadres politiques et syndicaux du mouvement ouvrier français, elle frappe de « démoralisation » ou de « scepticisme » des équipes militantes entières du mouvement syndical ou des partis ouvriers traditionnels.

Cette crise ne pourra bien sûr être résolue sans changements substantiels dans le mouvement ouvrier, produits eux-mêmes de grands événements (grève générale, crise révolutionnaire, grèves...). Il est

même probable que les affrontements majeurs inscrits dans les développements de la situation politique française ou les premières phases de situations pré-révolutionnaire ou révolutionnaire, auront lieu alors que la crise de direction du mouvement ouvrier n'aura pas été encore résolue. Il est classique, dans une situation « intermédiaire transitoire » comme celle que nous vivons, de constater un décalage — lié justement à la crise de direction — entre l'entrée progressive des gros bataillons de la classe ouvrière dans la lutte, et le recul ou la désorientation des cadres traditionnels du mouvement ouvrier. C'est la nouvelle vague de luttes ouvrières qui secouera ces cadres dont des secteurs rejoindront la nouvelle génération combattante issue de la lutte. En attendant — et sans agir encore — ces dizaines de milliers de travailleurs réfléchissent, cherchent « les moyens politiques d'en sortir », se détournent des vieilles directions, regardent vers les solutions que défendent les révolutionnaires...

Voilà pourquoi s'atteler à la tâche de surmonter cette crise de direction dès aujourd'hui, c'est placer la LCR dans les meilleures conditions pour affronter les échéances décisives qui viennent.

Se dégager des pressions qui pèsent sur le mouvement ouvrier organisé, maintenir le cap sur la préparation des « affrontements majeurs », c'est la première condition pour garder une approche active et militante dans le combat politique de tous les jours. C'est ensuite intervenir

systématiquement dans toutes les luttes quotidiennes, faire de ces mouvements et mobilisations partielles des faits politiques. C'est combiner dans l'agitation — à partir des faits quotidiens — le front unique des organisations ouvrières pour la défense des revendications, et la dénonciation des vieilles directions du mouvement ouvrier qui refusent d'en finir avec les capitalistes. C'est avancer systématiquement dans notre propagande les mesures anticapitalistes que prendrait un gouvernement au service des travailleurs pour sortir de la crise, c'est-à-dire « le programme d'action immédiat » que défend la LCR.

LCR visant à renforcer et à développer la section française de la IVe Internationale dans les principaux bastions industriels du pays. Ces grèves ont été des tests pour vérifier notre ligne d'action après le 10 mai 1981, comme les capacités de notre organisation à répondre dans ces luttes.

Si la LCR a concentré des forces sur les grèves et assuré un effort organisationnel considérable pour aider ses cellules et militants, pour que les travailleurs gagnent, en particulier en renforçant les piquets contre le syndicat jaune au service du patronat, la CSL (1), en organisant des collectes de solidarité, c'est que ces grèves constituaient — comme la grève de chez Tal-

bot et l'imposent aux responsables. C'était les réunions d'ateliers ou de secteurs, comme celle des caristes, qui convoquèrent les délégués CGT, CFDT, FO et leur imposèrent un tract unitaire. C'était l'élection de délégués ou la formation de comités de grève pour que les travailleurs contrôlent leur mouvement et par là même imposent l'unité aux responsables syndicaux.

C'est ce qui se produisit à Flins où, à l'initiative de travailleurs combattifs et de sympathisants d'extrême gauche, se forma un comité de grève qui, malgré le fait qu'il ne soit pas élu, représentait les grévistes et imposa l'unité aux responsables CGT et CFDT.

A Citroën, ce sont les travailleurs qui abandonnèrent massivement le syndicat maison, la CSL, pour adhérer à la CGT. Dans cette situation de monopole CGT sur la grève, si l'unité d'action syndicale était nécessaire pour la mobilisation de tous les travailleurs dans et surtout autour de Citroën, c'est surtout l'organisation des travailleurs dans la grève qui était décisive : la participation massive des travailleurs dans les piquets de grève contre la CSL. Ce sont les piquets de grève et leur renforcement qui réalisaient pratiquement l'unité des travailleurs dans la lutte.

3.— Pour gagner, l'extension des grèves était nécessaire. A Flins, c'était l'extension du mouvement à toute l'usine, réunissant ouvriers spécialisés (OS) et ouvriers professionnels (OP), pour la satisfaction de leurs revendications. C'était la solidarité de toutes les usines du groupe Renault, c'est ce que développèrent systématiquement les tracts des cellules de la LCR de Renault-Billancourt, Sandouville, Cléon.

A Citroën, c'était la grève sur toutes les usines du groupe. Elle se généralisa dans toutes les usines de la région parisienne. Toutes les feuilles d'entreprises de la LCR insistèrent sur la nécessité de construire un mouvement de solidarité avec tous les travailleurs et leurs organisations autour de la grève de Citroën.

4.— Enfin, les grèves de Flins et de Citroën ont posé aux yeux de centaines de milliers de travailleurs la question suivante : « Qui dirige dans le pays ? » A Renault-Flins, dans une entreprise nationalisée, le responsable c'est le gouvernement et une direction qu'il a maintenue en place après le 10 mai 1981. C'est cette direction, couverte par le gouvernement, qui a refusé durant un mois les revendications des grévistes, organisé deux lock-out et envoyé sa maîtrise et ses cadres contre les grévistes.

Aussi, dès le début de la grève, les tracts de la LCR soulignaient la contradiction entre le vote du 10 mai qui chassait Giscard, et le maintien des responsables capitalistes à la tête du groupe. Au Parti

Les grévistes des usines Talbot de Poissy. (DR)



C'est en intervenant sur ces deux axes, qu'à notre échelle nous pesons pour surmonter la crise de direction. C'est aussi dans ce sens que nous construisons la LCR comme « parti d'action », comme une organisation qui combat, qui propose des initiatives et des actions concrètes pour la mobilisation, qui s'intègre aussi dans le mouvement pratique déployé par la classe ouvrière pour réaliser ses objectifs.

C'est ce que nous avons fait au travers des grèves de Renault-Flins, de Citroën, dans la préparation du rassemblement du 9 mai pour l'école laïque comme dans celle du congrès de la CFDT et, enfin, dans la manifestation du 5 juin contre Reagan-la-guerre. Cela sans oublier notre intervention lors des états-généraux des femmes, notre participation au 1er Mai ou dans la campagne pour le service militaire à 6 mois, initiatives dont *Inprecor* s'est déjà fait largement l'écho.

LES GREVES DE FLINS ET DE CITROEN ET L'INTERVENTION DE LA LCR

Nous sommes engagés dans la construction de cellules sur Renault-Flins et sur l'une des usines Citroën de la région parisienne depuis plusieurs mois, après les décisions des IVe et Ve congrès de la

bot dans laquelle nous sommes aussi intervenus — des enjeux de première importance dans la situation actuelle.

D'abord, parce que dans le cas de Renault-Flins, la responsabilité du gouvernement est directement engagée dans l'entreprise nationalisée. Ensuite, parce qu'à Citroën, il s'agissait de « casser le système Citroën », chasser la CSL et la direction Citroën.

Expliqué dans des dizaines de tracts diffusés à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, par nos interventions régulières aux côtés des grévistes, dans les slogans de nos cortèges dans les manifestations, notre ligne d'action s'est développée autour des axes suivants :

1.— Satisfaction des revendications : les OS de Flins doivent obtenir la classification 180-P1 qu'ils réclament, ceux de Citroën leurs libertés contre la CSL et les 400 francs d'augmentation de salaire. Défendre jusqu'au bout les revendications qui unifient la lutte des OS en grève, telle était notre première tâche.

2.— Alors que la division syndicale règne dans le pays, l'unité dans la lutte était la seconde exigence pour la grève. A Flins, avant la grève comme durant tout le conflit, toutes les feuilles de la LCR mettaient au centre de la mobilisation l'unité d'action syndicale, et les moyens pratiques pour que les travailleurs la réali-

1. Il est nécessaire de prendre la carte de ce syndicat maison pour être embauché et conserver son travail à Citroën. Une des revendications des travailleurs de Citroën était la liberté de choisir librement leur centrale syndicale, et l'organisation d'élections syndicales régulières.

communiste, qui polémiquait indirectement avec les tracts de la LCR, en expliquant dans son bulletin *l'Echo de Flins* : « Certains diraient de la direction "qu'elle se soumette ou se démette", nous lui demandons d'être du côté du changement et tout ira bien », le tract de la LCR répondait : « Cette direction capitaliste formée par Giscard ne peut être du côté du changement. Le 10 mai et le 21 juin, nous n'avons pas élu le PS et le PC pour accepter une direction qui bafoue les droits et les revendications ouvrières. Le PS et le PC sont majoritaires. Le gouvernement en a les moyens. Qu'ils chassent cette direction et satisfassent nos revendications. »

Au milieu de la grève, lorsque la direction apparut clairement aux yeux de la masse des travailleurs comme l'obstacle à la satisfaction des revendications, nous avons mis alors au centre de nos tracts le mot d'ordre « *Dehors la direction !* ». Ce mot d'ordre fut repris sous la forme de « *Démission des responsables !* » par la section CFDT de l'usine. Lorsque le gouvernement nomma un médiateur, c'est sur cette orientation que nous avons proposé des délégations massives de travailleurs pour exiger satisfaction du gouvernement.

Par ailleurs, nous tirions avec des dizaines de travailleurs des leçons sur l'attitude du gouvernement, sur sa compromission avec la direction et donc sur la nécessité de compter sur la seule mobilisation pour gagner.

A Citroën, le problème politique était de conquérir les libertés en chassant la CSL. Mais la CSL, c'est la direction, c'est le système Citroën. Aussi, en exigeant « *Dehors la direction Citroën ! A bas le système Citroën !* » — sentiment répandu dans la masse des travailleurs —, nous posions directement la question de la nationalisation de Citroën. C'est la perspective qu'a avancé la LCR pendant la grève.

« *Chasser la direction* » signifiait en fait que, sur la base de la mobilisation ouvrière, le PS et le PC majoritaires pouvaient démettre la direction, casser le système répressif Citroën et nationaliser l'entreprise. C'était sanctionner la direction Citroën par le 10 mai. Mais il fallait là une volonté politique que les directions du PC et du PS n'avaient pas. C'est aussi un des aspects de la valeur éducative de ce mot d'ordre que de permettre d'illustrer la politique gouvernementale de conciliation.

En effet, la revendication de « *nationalisation du groupe Peugeot-PSA* », qui était un des objectifs des projets socialistes et communistes, a complètement disparu de tous les projets de programme du PS et du PC et des directions syndicales, juste au moment où la situation l'exigeait. Aussi, la nationalisation, tout en étant le débouché de la mobilisation, posait en même temps le problème politique en montrant que les directions du PC et du PS, le gouvernement, ne respectaient pas leurs engagements, qu'au nom de la conciliation, ils reculaient même sur leur propre programme.

De ces grèves ouvrières, une conclusion s'impose : face à l'intransigeance patronale et aux compromissions gouvernementales, les travailleurs ne doivent compter que sur leur mobilisation. Un an après le 10 mai, et quels que soient les sondages, les travailleurs qui n'ont pas voté pour l'austérité mais pour le changement, exigent une autre politique, qui satisfasse leurs revendications. Comme l'a dit un OS de Citroën : « *La grève, c'est notre 10 mai !* » La mobilisation, c'est le 10 mai de la classe ouvrière. C'est elle qui imposera le changement dans les usines contre les patrons. C'est elle qui rappellera au PS et au PC, majoritaires à l'Assemblée, qu'ils ont été élus pour le changement, pour gouverner contre les capitalistes et satisfaire les revendications.

LE 9 MAI, UN RASSEMBLEMENT POUR UNE SEULE ÉCOLE PUBLIQUE

Dans la situation politique française, le 9 mai a été un grand moment de mobilisation des masses — près de 300 000 personnes rassemblées au Bourget — comme dans les rapports entre les masses et le gouvernement.

Revendication de la République démocratique, sanctionnant la séparation de l'Église et de l'État, la laïcité de l'enseignement — c'est-à-dire une école publique unique et obligatoire — a de tout temps été combattue, sous des formes diverses, par certains secteurs de la bourgeoisie qui voulaient mettre en cause cet acquis démocratique. Historiquement, la « guerre scolaire » est en France un terrain d'affrontement entre les classes.

Aussi, pour les révolutionnaires, la défense de cette revendication démocratique, « l'école laïque », qui passe aujourd'hui par l'abrogation des lois antilaïques, le refus d'accorder des fonds publics à l'école privée et la nationalisation laïque de l'enseignement privé, constitue une bataille politique centrale, liée au combat pour une école au service des travailleurs. Telle est l'approche de la LCR. Aussi, préparant dans l'unité le rassemblement de toutes les organisations laïques le 9 mai 1982 (en fait de toutes les organisations ouvrières et démocratiques), la LCR a, par une série d'initiatives (appel, pétitions) appuyé un courant pour la nationalisation laïque des écoles privées.

Le 9 mai allait être un moment important. Tout d'abord par son caractère massif : 300 000 personnes répliquaient au rassemblement organisé quelques semaines auparavant par la droite pour la défense de l'école privée. Malgré le rappel du ban et de l'arrière-ban des écoles religieuses et de la réaction, cette initiative s'était soldée par la présence de 100 000 personnes selon les estimations les plus favorables.

Le 9 mai représenta également un rassemblement-anniversaire de la victoire électorale ouvrière du 10 mai de l'année précédente. Un anniversaire d'un type un peu particulier pour le gouvernement. Les ministres les plus ouvertement pro-capitalistes (Dreyfus et Delors) y ont été co-

pieusement hués. Le ministre de l'éducation, Savary, l'a été aussi par des dizaines de milliers d'enseignants et de parents d'élèves. Enfin, un étonnant dialogue, très significatif, intervint entre le Premier ministre Pierre Mauroy et la foule présente au meeting central du rassemblement, où alternèrent huées et applaudissements :

Mauroy : « *Il y aura plusieurs écoles dans la République.* »

La salle : « *Non !* ».

Mauroy, pour se rattraper : « *Mais il n'y aura qu'une seule école de la République ...* ». Manœuvre oratoire qui esquive deux questions pourtant fondamentales : cette école sera-t-elle publique, laïque et gratuite pour tous ? Acceptera-t-on en dehors de cette école une école privée ?

La salle : « *Une seule école, l'école publique ! Une seule école, l'école publique !* ».

Mauroy pose alors la question : « *Mais peut-on faire tout, tout de suite ?* »

Et la salle de lui répondre : « *Oui ! Oui !* ».

Aussi, ce qu'a fait apparaître le rassemblement du 9 mai — c'est-à-dire un échantillon significatif de la base sociale et politique du 10 mai 1981 —, c'est d'une part un gouvernement qui s'oriente vers la compromission avec les secteurs capitalistes de l'école privée et, d'autre part, des enseignants, travailleurs et jeunes qui exigent que « *cela aille plus vite* », qui exigent « *une seule école, l'école publique* », bref, qui aspirent confusément à l'application d'une autre politique.

Bien sûr, à cette étape, cela se fait sur une ligne de pression sur le gouvernement. Les révolutionnaires doivent tenir compte de ce sentiment pour redoubler leurs propositions de front unique avec les partis ouvriers majoritaires. Mais, à l'heure où justement des secteurs de masse recherchent confusément une autre politique que celle du gouvernement, les révolutionnaires ne doivent pas être en deçà de ces exigences. Ils doivent défendre systématiquement leurs propres propositions, leur programme pour en finir avec les capitalistes.

Cela d'autant plus que le rassemblement du 9 mai démontre aussi la force des révolutionnaires. Le Parti communiste internationaliste (lambertiste) et la LCR formaient les deux ailes d'un rassemblement regroupant plusieurs milliers de manifestants, et la tendance révolutionnaire de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN), l'*École Emancipée* (EE), a organisé un cortège de plusieurs milliers de personnes au sein même du rassemblement.

LE CONGRÈS DE LA CFDT

Un des faits les plus marquants du congrès CFDT c'est la réalité d'une opposition syndicale de plus de 30 % à la ligne confédérale d'Edmond Maire. Aussi, à ce que la presse a relevé, c'est-à-dire un succès personnel d'Edmond Maire, il faut opposer une autre leçon du congrès de la CFDT : une polarisation importante des

forces au sein de la confédération entre la majorité et l'opposition.

Cette opposition est certes encore hétérogène, avec des syndicats d'origines diverses, mais elle s'est unifiée autour :

— du refus de la politique d'austérité. Elle déclara fermement son opposition à toute réduction des salaires ou des ouvertures sociales. Elle obtint même un succès au congrès en gagnant la majorité sur un amendement qui refusait toute diminution salariale en compensation d'une réduction d'horaire pour les salaires inférieurs ou égaux à deux fois le SMIC (c'est-à-dire ne pas toucher aux salaires en-dessous de deux fois le SMIC).

— de la mobilisation unitaire pour la satisfaction des revendications, et en particulier de l'unité d'action syndicale CGT-CFDT. La conjonction de ces deux batailles est d'ores et déjà, pour l'opposition dans la CFDT, un point d'appui considérable dans la définition d'une alternative se situant sur le terrain de la mobilisation unitaire pour la satisfaction des revendications et rejetant tant la division syndicale que l'unité au sommet pour faire passer l'austérité (l'unité bureaucratique au sommet que réclame le gouvernement pour sa politique de consensus social).

C'est d'ailleurs cette perspective unitaire de classe qu'ont défendu les syndicats des travailleurs de la Santé de la région parisienne en avançant la nécessité d'un « plan d'action unitaire des syndicats contre l'austérité », pour la rentrée 1982. C'est d'ailleurs sur une orientation analogue, combinée à la défense du syndicat *Solidarnosc* que les militants de la LCR sont intervenus dans la préparation du congrès de la CGT.

L'opposition à la direction CFDT, constituée de 132 syndicats, son développement comme sa structuration, sont des éléments essentiels dans le processus de recomposition du mouvement ouvrier comme dans la construction du parti révolutionnaire. Cela va accroître les responsabilités de la LCR vis-à-vis d'une série de courants, de militants, de responsables syndicaux.

Aussi, plus que jamais, vis-à-vis de ces courants, notre organisation devra éviter de plaquer des mots d'ordre ou des campagnes sans rapport avec le mouvement politique des travailleurs. Elle devra chercher, chaque fois, à partir de la pratique syndicale, de l'expérience de ces secteurs, les médiations pour les intégrer dans la construction d'une alternative politique d'ensemble.

Ces médiations doivent s'inscrire autour de campagnes comme celle pour les 35 heures ou la défense de l'emploi dans la métallurgie, ou d'échéances concrètes de la lutte des classes (appel autour des grèves), des propositions d'action qui donnent les moyens à ces militants responsables syndicaux de mobiliser les travailleurs dans leur secteur. C'est en faisant nos preuves sur ce terrain que nous gagnerons leur confiance. C'est aussi sur ce terrain que nous devons proposer et stimuler des confrontations et des dis-



Cortège de la LCR le 5 juin dernier contre Reagan-la-guerre. (DR)

cussions sur les problèmes de la tactique et de la stratégie.

LE 5 JUIN, PREMIERE MANIFESTATION ANTI-IMPERIALISTE DEPUIS DE 10 MAI 1981

Dès l'annonce de la venue de Ronald Reagan en France, il y a environ six mois, la LCR avança la perspective d'une manifestation nationale le 5 juin.

Elle combattit pour que l'unité la plus large se réalise contre Reagan-la-guerre et l'intervention US en Amérique centrale. C'est un collectif de 56 organisations qui appela à la manifestation. Dans toutes les villes et certains secteurs de la région parisienne, se mirent en place des comités et des cartels unitaires regroupant le Parti socialiste unifié (PSU), Lutte ouvrière (LO), la LCR, les comités Américaine centrale, les comités pour le désarmement, des organisations pacifistes, des chrétiens de gauche, etc., qui appelèrent à des initiatives locales avant la manifestation nationale.

Par ailleurs, la LCR proposait un accord à LO et au PCI sur des propositions internationalistes conséquentes, dénonçant l'impérialisme américain, l'alliance impérialiste réunie à Versailles, soutenant la lutte de tous les peuples contre l'impérialisme, qu'il soit américain ou français, appuyant les luttes des travailleurs polonais contre la bureaucratie et restituant ainsi l'unité du combat internationaliste.

Alors que la préparation unitaire de la manifestation était déjà bien entamée, cinq jours avant la manifestation, le PCI rompait les accords unitaires, prétextant un double langage de la LCR (cf. *Inprecor* numéro 126, du 14 juin 1982). Bref, le PCI nous demandait de renoncer à l'accord unitaire large pour une activité réduite à nos seules organisations.

Pour nous, loin de s'exclure, les accords entre organisations trotskystes et l'unité d'action la plus large se complètent. Aussi, nous rejetâmes les exclusives du PCI ... qui s'en alla manifester seul le

matin du 5 juin, avec 700 personnes refusant l'unité contre Reagan-la-guerre.

Quant à la manifestation de l'après-midi, ce fut un succès incontestable. Plus de 20 000 personnes répondirent à l'appel unitaire, dont plus de 5 000 dans les rangs des cortèges de la LCR et des JCR et 2 000 dans celui de LO. Dans le cadre d'une bonne collaboration entre les organisations trotskystes LO et LCR, cette manifestation de 20 000 personnes reflète les capacités d'initiatives militantes des révolutionnaires.

Voilà quelles ont été les échéances décisives des luttes des travailleurs en France ces derniers mois. Au travers de ces grèves comme de toutes les mobilisations de masse, la LCR a été présente, s'affirmant comme une organisation qui combat et qui propose des perspectives pour en finir avec le capitalisme.

Pour défendre de telles perspectives, la LCR doit aujourd'hui renforcer son intégration dans la lutte de classe réelle. Elle doit combiner son apparition politique centrale avec un ancrage plus solide dans les bastions du prolétariat industriel.

C'est le sens du combat pour la prolétarisation de la LCR, pour la multiplication des cellules dans les grandes entreprises du pays, pour le renforcement des ailes « lutte de classe » dans les syndicats industriels, pour le renforcement de notre organisation dans les grandes régions industrielles.

Aussi, par ce processus long et patient mais systématique, la LCR sera en bonne position dans les processus en cours de recomposition du mouvement ouvrier.

Elle créera les conditions pour fusionner la jeune génération ouvrière et les cadres syndicaux qui s'orientent vers une perspective anticapitaliste, au sein d'une organisation qui constitue aujourd'hui un élément indispensable dans la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire qui réponde « présent » lors des échéances décisives qui se profilent à l'horizon. ■

François OLLIVIER
Paris, 10 juin 1982.

Le contre-coup de la guerre des Malouines

AU bout de deux mois, l'expédition coloniale britannique a eu raison de la reconquête argentine des Malouines. Le conflit s'est transformé en une vraie guerre, avec des centaines de victimes de part et d'autre, et un coût supérieur à deux milliards de dollars du seul côté britannique.

Mais surtout, l'affrontement pour les Malouines a d'ores et déjà illustré certaines caractéristiques de la situation mondiale : les tendances bellicistes et, en premier lieu, l'agression contre les peuples coloniaux, qui sont inscrites dans la crise économique et la course impérialiste aux armements ; l'absence de direction politique incontestée dans le camp impérialiste et l'impuissance des Etats-Unis à imposer leur arbitrage ; mais aussi la détermination d'un impérialisme décadent, comme l'impérialisme britannique, à relever tout défi à sa domination, avec un soutien de tous ses alliés.

Ce sont les données qu'a sous-estimées la junte argentine quand elle a cru trouver dans l'expédition des Malouines le ciment de l'unité nationale au prix d'un risque limité. L'erreur de calcul va maintenant peser lourd pour l'Amérique latine en général, et pour l'Argentine en particulier.

Comme prévu, Galtieri est tombé presque en même temps que les Malouines. Sa chute était inévitable. Elle déblaye le terrain, mais ne résoud rien : toutes les solutions politiques envisagées au-delà de l'interim des généraux Nicolaidis et Saint-Jean semblent aussi incertaines et instables.

Un secteur de l'armée est tenté par la réédition d'un « grand accord national » entre militaires et civils. La guerre pouvait aider à le forger. Cette union sacrée aurait aujourd'hui pour fonction de faire face à la crise économique terrible et d'éponger l'humiliation de la défaite. Mais les obstacles sur cette voie sont d'une autre ampleur qu'en 1972. Il ne s'agit pas

Alors que la guerre continue et que la population assiste impuissante aux manœuvres politiques de la dictature, les dirigeants syndicaux alignés sur le régime continuent à ignorer les exigences de leur base et multiplient les contorsions pour s'adapter et faire face aux périls du futur immédiat.

Comme on peut s'en souvenir, la Confédération générale des travailleurs (CGT) avait organisé une manifestation trois jours à peine avant le débarquement argentin aux Malouines et aussi bien la réponse massive des travailleurs que la réaction brutale du gouvernement avaient mis à l'ordre du jour l'imminence de la grève générale. L'autre fraction de la bureaucratie syndicale, la Confédération nationale des travailleurs (CNT-20), ouvertement collaborationniste, qui a obtenu depuis six ans les faveurs de la dictature et s'est opposée à toute initiative de lutte, s'est alors vue obligée d'annoncer « une grève générale sans date fixe » dès le lendemain de la manifestation de la CGT.

Ensuite, sont venus le débarquement, les mobilisations de soutien et, finalement, la guerre. Les directions bureaucratiques, en particulier celle de la CGT, ont soutenu la reconquête des îles tout en essayant de se différencier du gouvernement. Pendant six semaines, la CNT-20 est restée prisonnière de la situation et

n'est parvenue qu'avec difficulté à maintenir son identité face à la CGT.

LE « NÉO-PÉRONISME »

Le gouvernement, ou du moins un de ses secteurs, s'est lancé dans un projet que nous pourrions qualifier, à simple titre d'image pour donner une idée au lecteur, de néo-péroniste. Le ministre du Travail, le général Porcile, prétendait rien de moins que de ranger derrière lui les deux fractions de la bureaucratie et parler le 1er Mai en tant que représentant des travailleurs, avec le soutien de la CGT comme de la CNT-20. En vertu de ce plan, lorsque les Anglais envahirent les îles de la Georgie du Sud, il suscita un meeting devant la maison du gouvernement, soutenu par la CNT-20 et la CGT. Le rassemblement, malgré l'appel unitaire et le climat d'euphorie, ne réunit guère plus de 5 000 personnes sur la place, la plupart répondant à l'appel d'organisations de gauche. Pire encore, le meeting se transforma en manifestation d'opposition à la dictature.

Cet événement vint s'ajouter aux querelles internes à la bureaucratie et, en raison de l'irréparable faiblesse politique du gouvernement, le projet du 1er Mai avorta. La CGT dénonça Porcile et prévint la CNT-20 que la tenue d'un meeting sous les auspices de la dictature le jour de

seulement de restituer les cendres d'Evita Peron et d'autoriser le retour des dirigeants péroniste bannis : les 30 000 disparus constituent une barrière autrement sanglante à la réconciliation nationale ! Enfin, les partis bourgeois d'opposition ne seront sûrement pas enthousiastes ni unanimes pour venir prendre leur part du naufrage.

Un autre secteur voudrait accélérer un processus d'ouverture démocratique et de rétablissement de mécanismes électoraux, afin de permettre le retour de l'armée dans ses casernes et de la conserver comme ultime recours. Ces militaires craignent que l'exercice direct du pouvoir dans ces conditions de crise ne finisse par diviser l'armée elle-même et par affaiblir le principal garant de l'Etat. Les derniers développements n'auront pu que confirmer ces craintes. Mais la difficulté de cette entreprise réside dans l'encadrement du mouvement ouvrier. Après six ans de dictature, les coups portés aux prérogatives traditionnelles de l'appareil syndical péroniste ont créé un vide organisationnel dans le mouvement ouvrier. Personne ne peut dire quelle force serait capable de contrôler des millions de travailleurs exaspérés par la crise et de parler en leur nom.

Enfin, un nouveau durcissement du régime peut apparaître à un troisième secteur comme la seule solution immédiate. Il ne résoudrait aucune des contradictions économiques, sociales et politiques accumulées depuis deux ans, et ajouterait au bilan de la guerre des Malouines un isolement social accru de la dictature. ■

Daniel JEBRAC

18 juin 1982.

(Nous publions ci-dessous, pour illustrer les contradictions de la situation en Argentine, un article sur les développements de la question syndicale pendant la guerre des Malouines).

la Fête des travailleurs « constituerait une violation flagrante des principes du mouvement ouvrier. »

La CGT convoqua son propre meeting, et les données de la situation finirent de se dessiner : 1 000 personnes à peine répondirent à l'appel. L'échec de la CGT modifia l'axe du mouvement d'unification des directions bureaucratiques. La CNT-20, qui devait subir la perspective d'une unification sous l'hégémonie de la CGT, estima qu'une tactique offensive, comptant sur l'appui du gouvernement pour l'aider à exercer un contrôle absolu sur une CGT unifiée, devenait viable.

LES PLANS DE GALTIERI

Le gouvernement se proposait de mettre en œuvre un plan en quatre points : l'abolition de la loi qui interdit la CGT ; la levée de l'intervention militaire dans les syndicats ; la restitution des services d'assistance médicale et sanitaire aux syndicats ; et la convocation d'assemblées paritaires. Au vu de la réaction de la CGT et de sa faiblesse vérifiée le 1er Mai, le ministre du Travail s'est lancé dans l'application de ce plan en accord avec les dirigeants de la CNT-20.

Le 17 mai, Porcile convoquait une assemblée plénière des secrétaires généraux des syndicats en situation légale (c'est-à-dire à l'exclusion des syndicats sous in-

tervention) dont la majorité est regroupée dans la CGT. Le motif invoqué était l'élection d'une délégation pour se rendre à la réunion annuelle de l'Organisation Internationale du travail (OIT). Mais il s'agissait en réalité de constituer une nouvelle CGT. A ce moment, fonctionnait une Commission d'unité avec des représentants de la CGT et de la CNT-20 préparant la fusion au sommet. D'après les révélations ultérieures de Jorge Lujan, secrétaire du Syndicat des verriers, jusqu'à la veille de l'assemblée, il existait un accord entre les deux fractions pour se répartir les responsabilités dans une centrale unique. Quelques heures avant sa tenue cependant, la CGT dénonça l'assemblée.

Les syndicats argentins

Après le coup d'Etat, la plupart des syndicats ont été placés sous « intervention » militaire. Pourtant, grâce à une bureaucratie docile, certains ont pu continuer à fonctionner. Dans la plupart des usines importantes, toute forme d'organisation indépendante (délégués, commissions internes) a été désarticulée. Depuis, il y a eu un processus constant de réorganisation de l'activité syndicale dans les entreprises. Dans certains cas, cette activité a été soutenue par la bureaucratie syndicale, dans d'autres, elle est partie de la base pour reconquérir le terrain perdu dans l'usine.

Nationalement, la bureaucratie est divisée en deux tendances fondamentales : la CNT-20 (Confédération nationale des travailleurs) et la CGT.

La première représente la bureaucratie prête à tout type d'accord avec la dictature militaire. Elle cherche un espace pour un accord stable avec la dictature. Il faut rappeler qu'elle a été la principale collaboratrice des forces armées dans la lutte contre la « subversion ».

L'autre, la CGT, représente le péronisme « justicialiste ». Son principal dirigeant est Lorenzo Miguel. Ce secteur de la bureaucratie n'est pas disposé à n'importe quel accord avec la dictature. Il cherche à s'affirmer dans une dynamique qui, sans être de franche opposition, tend à le faire apparaître comme le plus combatif, afin d'imposer de meilleures conditions de négociations face aux militaires.

Deux dirigeants de la CGT (du Papier et des Assurances) s'y rendirent avec trois autres syndicats de second plan pour proposer un report afin d'éviter que l'unité n'avorte. Mais leur motion obtint le vote favorable de 16 syndicats et l'abstention de 10, contre un refus de 59 syndicats. Le chemin était alors ouvert pour la formation d'une nouvelle centrale, dirigée par le secteur le plus collaborationniste, avec la bénédiction du gouvernement et sans la participation des « péronistes orthodoxes » regroupés dans l'autre fraction.

La nouvelle organisation, qui s'appropriait le nom de CGT, réclama l'ancien immeuble de la centrale ouvrière, situé rue Azopardo, et est désormais désignée com-



Protestation après l'assassinat d'un syndicaliste à Rosario. (DR)

me la CGT-Azopardo. Trois des vingt postes de direction ont été attribués aux dissidents de la vieille CGT (aujourd'hui désignée comme CGT-Brésil, du nom de la rue où elle siège), qui assurent représenter 31 syndicats prêts à passer à la CGT-Azopardo.

LES MOUVEMENTS DE LA BUREAUCRATIE SYNDICALE

Le berceau où la CGT-Azopardo a vu le jour — une assemblée convoquée par le gouvernement — indique clairement l'étoffe de ses dirigeants. Une semaine après sa formation, la nouvelle direction fut reçue par le général Galtieri, lequel a déclaré : « Depuis le 2 avril, je me sens un président nouveau » et a confessé qu'il « ne ferait pas le type de discours qu'il a prononcé quand il a assumé la présidence ». Il a promis de rencontrer à nouveau les syndicalistes après la réunion de l'OIT, pour discuter « des changements qui vont avoir lieu dans le pays sur le plan économique et social » et pour établir les responsabilités « de ce qui a été fait de bien ou de mal ». Il est considéré comme acquis que la CGT-Azopardo recevra en prime les quatre mesures évoquées ci-dessus. Elle pourra ainsi se présenter aux yeux des travailleurs comme la véritable centrale ouvrière.

L'avocat Antonio Baldassini, secrétaire général de la Fédération des postes et télécommunications, typique représentant de la bureaucratie au service de la bourgeoisie, a présenté un programme intitulé « Unité ouvrière et unité nationale ». L'unification totale de la CGT y est présentée comme un pas préliminaire. Il propose « la recomposition syndicale » sur la base de « la révocation de toute la législation de la dictature contre les syndicats et l'activité syndicale », de « la réactivation urgente de l'économie », et de la fin « de la marginalisation politique de notre peuple ». Il propose une « solution politique qui prenne en compte les aspirations de tous les secteurs ». Il n'exige pas l'organisation d'élections parce que son plan consiste pour l'heure à soutenir un gouvernement de transition présidé par « le nouveau Galtieri ».

La CGT-Brésil, pour sa part, a perdu l'initiative et ses forces ont fondu massivement. Inaugurant une nouvelle méthode de lutte ouvrière, elle a envoyé fin mai un télégramme au Président pour lui demander de changer de politique économique. Elle a lancé un document appelant à la tenue de meetings publics pour s'opposer « au projet gouvernemental de créer un syndicalisme complaisant et dépendant » et pour « résister à la poursuite d'une politique anti-nationale ».

En même temps, Lorenzo Miguel et Ubaldini, les principaux dirigeants de la CGT, ont déclaré que « si une situation politique spéciale, interne ou externe, le réclamait », ils seraient prêts à « signer l'unité en 72 heures. »

LES LIMITES DE LA MANOEUVRE

La réalité du mouvement ouvrier argentin passe cependant par d'autres voies.

Les fractions de la bureaucratie sont plus ou moins fortes selon que montent ou baissent les actions des secteurs bourgeois et militaires auxquels elles ont lié leur sort. Mais les deux sont au même titre coupées de la base. Elles sont même coupées des secteurs intermédiaires de la bureaucratie.

Les directions n'ont pas de projet clair parce que la bourgeoisie n'en a pas. Et elle ne peut pas en avoir. Elle peut bien tirer parti du manque d'organisation indépendante des travailleurs. Mais ce jeu aussi a ses limites. Le dénouement de la guerre, quel qu'il soit, ne pourra changer le cours de ce qui est essentiel dans les dernières manœuvres de la bureaucratie : le mouvement ouvrier a récupéré un énorme espace politique et il est sur le point d'obtenir la légalisation de la CGT et la reconnaissance des syndicats et de la vie syndicale. C'est là la sanction de la défaite des plans de la dictature, qui devra trouver un prolongement dans la défaite de la bureaucratie et la formation d'un parti des travailleurs. ■

Traduit de *Em Tempo* numéro 151, 3 juin 1982.

Pour un Pacifique indépendant et dénucléarisé

La position des marxistes-révolutionnaires néo-zélandais

« SOCIALIST ACTION »

Franchissant un nouveau pas dans la course aux armements, les Etats-Unis ont annoncé récemment qu'ils envisageaient d'installer des missiles de croisière (*Cruise*) à bord de leurs navires de guerre stationnés dans le Pacifique.

Cette décision survient au moment même où les USA se préparent à lancer le premier d'au moins dix sous-marins nucléaires *Trident* qui doivent aussi croiser dans le Pacifique. Le *Trident* est capable de toucher 408 objectifs différents à une distance de plus de 10 000 kilomètres et il est équipé de têtes nucléaires qui possèdent cinq fois la puissance de la bombe qui tua cent mille personnes à Hiroshima.

Le 13 avril dernier, le Premier ministre de Nouvelle-Zélande, Robert Muldoon, a apporté son soutien à l'escalade nucléaire américaine dans le Pacifique, quand il a confirmé que le croiseur américain *Truxtun*, équipé de missiles nucléaires, ferait sa troisième visite en Nouvelle-Zélande, à Wellington, du 25 au 28 mai.

Les deux précédentes visites du *Truxtun* à Wellington, en 1976 et en 1980, avaient été accueillies par de larges manifestations de protestation, y compris par une grève d'une semaine des travailleurs du port.

Cette fois encore, les protestations ont été tout aussi importantes. En effet,

deux jours après la déclaration faite par Robert Muldoon, le conseil municipal de Wellington adoptait une résolution faisant de la ville une zone dénucléarisée. Précédemment, les conseils municipaux de Christchurch et de Manukau avaient pris la même décision.

Le dirigeant travailliste Bill Rowling a déclaré, pour sa part, son « *opposition absolue* » à toute visite des navires de guerre nucléaires et ajouté que l'installation de missiles *Cruise* allait à l'encontre de la conception soutenue par le Parti travailliste d'un Pacifique-Sud dénucléarisé. Il a déclaré enfin qu'il fallait se sentir préoccupé, car les « *militaristes américains semblent avoir le mors aux dents* ».

Les différents groupes antinucléaires se sont également préparés à accueillir le *Truxtun* par des mobilisations de protestation.

PROGRAMME NUCLEAIRE ET PRESENCE COLONIALE

Depuis plusieurs années, les gouvernements des nations insulaires du Pacifique font campagne pour un Pacifique dénucléarisé et indépendant. Les îles Fidji et Vanuatu ont interdit l'entrée de navires nucléaires dans leurs ports. Cette campagne est étroitement liée à la lutte pour une réelle indépendance des colonies et des anciennes colonies de la région.

Le programme d'essais nucléaires français dépend du maintien de l'occupation

de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

Les Etats-Unis maintiennent également leur contrôle colonial sur les Etats fédérés de Micronésie afin d'essayer d'obliger la République de Belau à accepter l'installation sur son territoire d'une base américaine de sous-marins nucléaires *Tri-dent* (voir encart).

L'ancien ambassadeur américain aux îles Fidji a déclaré que Washington « *ferait tout ce qui est possible* » pour s'opposer à la campagne des nations du Pacifique en faveur d'un Pacifique dénucléarisé. « *Une telle zone dénucléarisée est inacceptable pour les Etats-Unis, étant donné nos besoins stratégiques* », a-t-il ajouté avec arrogance. (*New Zealand Herald*, 18 février 1982).

L'attitude de Robert Muldoon est tout aussi claire. Selon lui, les Néo-Zélandais devraient être « *alarmés* » par la décision de l'union syndicale d'Auckland d'apporter son soutien aux luttes de libération dans le Pacifique. « *Déstabiliser les Etats des îles du Pacifique-Sud ne peut profiter qu'à un pays, l'Union soviétique* », a-t-il déclaré. « *On a vu un tel schéma à l'œuvre dans d'autres régions du monde et on le voit actuellement en Amérique centrale.* (*New Zealand Herald*, 31 mars 1982). « *Union soviétique* » est le mot de code que les impérialistes utilisent pour désigner les luttes des ouvriers et des paysans qui cherchent à se libérer de l'exploitation impérialiste.

Les Etats-Unis et la Micronésie

Petit groupe d'îles situées dans l'ouest de l'Océan Pacifique, entre Hawaï et les Philippines, la Micronésie ne comprend que quelque 110 000 habitants pour une superficie correspondant à moins du tiers de celle de l'île de Porto Rico dans la Caraïbe.

Espagnoles jusqu'en 1899, allemandes ensuite jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, puis japonaises entre les deux guerres, ces îles sont, depuis 1947, sous administration américaine.

Comme a pu le déclarer un représentant du peuple de ces îles, Roman Bendor, « *ma génération a appris l'anglais comme seconde langue, mes parents ont appris le japonais, leurs parents l'allemand, et avant cela, c'était l'espagnol* ». (*Perspectiva Mundial*, 14 juin 1982).

Entre les années 1945 et 1963, soixante-dix essais nucléaires américains ont eu lieu dans cette région. Aujourd'hui, c'est l'impérialisme français qui, depuis quelques années, a pris la relève avec les essais nucléaires de Mururoa en Polynésie française.

Pour pouvoir imposer ses projets de construction d'une base navale à Belau, Washington essaie d'imposer à la Micronésie le statut d'« *Etat associé* », qui est celui de Porto Rico, ce à quoi s'oppose le peuple de Belau, qui a adopté en 1979 une Constitution qui interdit essais et stationnement d'armes nucléaires, ainsi que le dépôt des déchets radioactifs dans les eaux territoriales des îles. ■

L'AVANTAGE US DANS LE PACIFIQUE

La fiction d'une prétendue menace soviétique a également été utilisée pour justifier la décision d'équiper la flotte US du Pacifique de missiles *Cruise*. L'amiral Long, commandant en chef de cette flotte, a déclaré que « *l'Union soviétique sonde la région pour essayer de consolider des bases existantes et d'en acquérir de nouvelles* ». Mais il n'a fourni aucune preuve concrète d'une éventuelle présence soviétique à proximité de la flotte US du Pacifique ou des énormes bases américaines de Hawaï, Guam, Diego Garcia, du Japon, des Philippines et de Corée du Sud.

Une étude comparative des forces américaines et soviétiques dans le Pacifique, menée par Gordon Campbell et dans le *NZ Listener* du 10 avril 1982, concluait que les Etats-Unis étaient en train « *d'accroître l'avantage qu'ils avaient déjà* » et

concentraient leurs dépenses sur l'augmentation de « la force de frappe conventionnelle aussi bien pour l'armement conventionnel que pour l'armement nucléaire ».

Quand Gordon Campbell a demandé au ministre néo-zélandais de la Défense, David Thompson, quelle preuve existait actuellement d'une présence soviétique dans le Pacifique, tout ce qu'il put indiquer ce sont les groupes anti-guerre soutenus par l'URSS et des navires laboratoires de pêche ! « Elle est là, mais elle est rusée », a-t-il expliqué. « C'est ce que j'appellerais une agression rampante, et elle fait cela avec des organisations paravents (comme) le Conseil mondial de la paix (...), mais cela prend aussi la forme de propositions (...) comme ces navires laboratoires qui offrent leur aide aux Etats des îles qui ne peuvent pas s'en construire. »

L'ANZUS, ALLIANCE IMPÉRIALISTE

Le Traité de sécurité militaire dans le Pacifique, ANZUS (Australian, New-Zealand, United States), signé à San Francisco le 1er septembre 1951, est l'élément central de la politique impérialiste de la Nouvelle-Zélande, à travers lequel elle apporte son soutien à la machine de guerre nucléaire des Etats-Unis. Pour justifier sa décision d'accueillir le *Truxtun* en Nouvelle-Zélande, Robert Muldoon a déclaré qu'« en fonction du traité ANZUS, nous sommes obligés d'aider nos alliés... ».

Le traité de l'ANZUS assigne en effet une zone particulière de surveillance à la Nouvelle-Zélande. Rapportant une discussion avec l'ambassadeur US en Nouvelle-Zélande, Monroe Browne, le *New Zealand Herald* du 26 mars dernier écrivait : « D'après l'ANZUS... la Nouvelle-Zélande doit fournir une "présence" dans une vaste zone placée sous sa responsabilité, qui va des îles Cook aux Fidjis et à Tonga. »

Dans ses déclarations au Comité des Affaires militaires de la Chambre des représentants US, l'amiral Long s'est félicité du « soutien important » que la Nouvelle-Zélande et l'Australie fournissent à la machine de guerre américaine. « L'Australie et la Nouvelle-Zélande jouent chacune un rôle clé dans le développement politique et économique des nouvelles nations insulaires du Pacifique », a-t-il déclaré. « En outre, l'Australie et la Nou-

velle-Zélande ont des rapports étroits avec les Etats de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique : Thaïlande, Singapour, Malaisie, Indonésie, Philippines), et maintiennent une présence dans leur zone qui contribue à la défense de la solidarité et des intérêts occidentaux. Nous devons les encourager à maintenir cette présence, à partager une plus grosse part du fardeau en termes de soutien à la nation visiteuse, de sauvetage en mer et dans les airs, de surveillance et de facilités d'accès aux ports et aux installations. »

LES MEFAITS DE L'IMPÉRIALISME NÉO-ZÉLANDAIS

Les impérialistes néo-zélandais participent activement à la défense des intérêts impérialistes. Outre la décision d'accueillir les navires nucléaires, d'autres méfaits ont été commis au cours des quatre premiers mois de 1982 :

— L'envoi de troupes de Nouvelle-Zélande dans la force « de paix » du Sinai dominée par les USA (y compris un contingent de Fidjians entraînés par des officiers néo-zélandais).

— Des exercices aériens en Malaisie, dans le cadre de l'accord de défense qui lie la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et deux anciennes colonies britanniques, Singapour et la Malaisie.

— La participation du navire de guerre néo-zélandais *Canterbury* aux côtés de navires japonais, australiens, canadiens et américains, aux exercices militaires RIMPAC au large de Hawaï.

— La participation de 650 soldats néo-zélandais stationnés à Singapour ainsi que d'une compagnie de troupes territoriales venant de plusieurs bases de Nouvelle-Zélande à des exercices anti-guérilla menées en mars 1982 sur les côtes de Malaisie.

— La récente signature d'un accord avec les Etats-Unis sur la fourniture d'équipements américains en cas de guerre, ce qui signifie la poursuite de l'intégration de l'armée néo-zélandaise à celle des USA. La standardisation des équipements est une partie nécessaire de cet accord et elle permet aux forces de Nouvelle-Zélande de participer plus facilement aux aventures militaires américaines à l'étranger.

Le nombre d'exercices militaires pra-

tiqués en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, ainsi que la nature de l'équipement et de l'entraînement des troupes néo-zélandaises montrent bien qu'elles forment en fait une force expéditionnaire chargée de combattre les rebellions dans d'autres pays et non pas de défendre les côtes de la Nouvelle-Zélande.

Etant donné l'intensification de la lutte de guérilla contre la dictature de Ferdinand Edralin Marcos aux Philippines, au pouvoir depuis le 31 décembre 1965, on doit s'inquiéter du fait que les forces aériennes de Nouvelle-Zélande aient pris part aux exercices annuels *Cope Thunder* aux côtés de l'aviation américaine et philippine, pour la première fois l'an passé.

Afin de financer ces exercices et le nouvel équipement militaire, le budget de la « Défense » a augmenté de 22 % l'an passé, pour atteindre 600 millions de dollars néo-zélandais (1 dollar néo-zélandais valait 4,32 FF en 1982).

La Nouvelle-Zélande contribue directement aussi au renforcement de la force nucléaire américaine, malgré les dénégations du gouvernement. Le complexe Black Biron Transit Circle, en construction près de Blenheim, servira à établir les plans du système astral de l'hémisphère Sud. Les informations recueillies serviront à aider le système hautement sophistiqué de guidage des missiles des sous-marins *Trident* et des autres vaisseaux nucléaires.

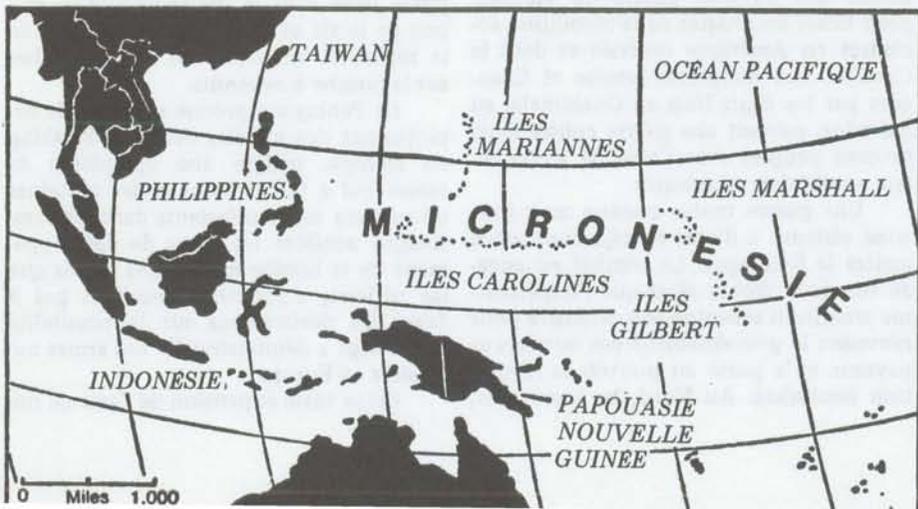
Actuellement, le gouvernement dépense 41,2 millions de dollars néo-zélandais pour un programme de perfectionnement des capacités de surveillance et des systèmes d'assistance en cas de guerre sur mer des 5 avions *PC3 Orion* de l'aviation de Nouvelle-Zélande. La firme Boeing de Seattle en est le principal bénéficiaire.

La Conférence internationale d'Okinaawa contre les bases militaires, qui s'est tenue en avril 1981, relevait que « le déploiement d'avions *PC3 Orion* dans l'Océan Pacifique et l'Océan Indien est un des principaux éléments de la capacité de première frappe des forces nucléaires des Etats-Unis ».

La véritable raison de la présence nucléaire américaine croissante dans le Pacifique a été exposée par l'amiral Long quand il a déclaré que « la région demeure critique du point de vue d'intérêts vitaux des Etats-Unis et de ses alliés, tant dans le domaine politique, économique que militaire ».

Mais les « intérêts » des impérialistes vont à l'opposé de ceux des travailleurs de tout le Pacifique. Notre intérêt, à nous, c'est de briser l'alliance ANZUS et la machine de guerre nucléaire. C'est pourquoi nous devons soutenir la campagne pour un Pacifique indépendant et dénucléarisé. Nous devons aussi exiger la réduction du budget militaire en faveur des dépenses sociales que le gouvernement Muldoon ne cesse de réduire. ■

« SOCIALIST ACTION »
volume 14, numéro 7 (281)
Auckland, 23 avril 1982.



ANTILLES

Ve congrès du Groupe Révolution Socialiste

Le Ve Congrès du Groupe Révolution Socialiste (GRS), section antillaise de la IVE Internationale, vient de se tenir du 29 au 31 mars. Ses travaux se sont déroulés dans la commune de l'Ajoupa-Bouillon, dont le maire est notre camarade Jean Elie. Une partie importante des débats a tourné autour de l'appréciation de la situation politique après la victoire du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste (PCF) en France le 10 mai dernier.

Le document adopté à l'unanimité des délégués insiste sur l'ouverture que représente cette nouvelle majorité en France. Certes, si le GRS n'a aucune illusion sur la volonté du gouvernement français de briser le statut colonial, il apparaît cependant que cette majorité PS-PC ne peut se permettre de suivre exactement la politique de Valéry Giscard d'Estaing, notamment en ce qui concerne la répression et le soutien inconditionnel qui était apporté aux forces colonialistes des deux îles.

Dans ce contexte, les travailleurs antillais se sentent plus forts pour imposer leurs revendications. C'est du reste dans cette situation qu'on assiste au développement d'organisations nationalistes et en même temps à l'exigence d'unité de toutes les forces anticolonialistes aujourd'hui très dispersées. Des appels à l'unité ont d'ailleurs été lancés aussi bien en Martinique par le Parti progressiste martiniquais (PPM) d'Aimé Césaire, qu'en Guadeloupe par une nouvelle formation issue du Groupe de libération armé (GLA), le Mouvement populaire guadeloupéen pour l'Indépendance (MPGI).

En réponse à ces appels, souvent ambigus dans leur contenu, le GRS propose la tenue d'états-général anticolonialistes sur une base « lutte de classes ». Face à la proposition gouvernementale d'élection d'une Assemblée unique, perspective condamnée par la droite coloniale, le GRS remarque qu'il s'agit d'un projet qui ne rompt pas avec le cadre colonial mais qu'avec les luttes de masses, les travailleurs pourraient s'en servir comme d'un tremplin. Enfin, après avoir adopté une série de résolutions sur les tâches et avoir décidé de se doter de permanents, les congressistes ont décidé de tenir un nouveau congrès, début novembre 1982, pour aborder sur le fond des questions que le manque de temps n'a pas permis

trancher, notamment le projet de construction d'un parti révolutionnaire antillais qui respecte en même temps les différences existant entre la Guadeloupe et la Martinique. Le camarade Alain Krivine, membre du Bureau politique (BP) de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de France a assisté au Congrès et y a apporté le salut de la IVE Internationale.

Il est à noter l'impact public de ce congrès. Signe d'un début de libéralisation des médias après le 10 mai, la télévision et la radio ont présenté le congrès comme l'événement politique du week-end aux Antilles. Pendant toute la journée du mardi 1er juin, les dirigeants du GRS se sont succédés sur les ondes pour commenter le congrès, certaines interviews durant près d'une demi-heure. ■

FRANCE / USA

Appel du SWP et de la LCR contre Reagan-la-guerre

Nous publions ci-dessous la déclaration commune adoptée par les Bureaux politiques du Socialist Workers Party (SWP) américain, que des lois scélérates empêchent d'appartenir à la IVE Internationale, et de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IVE Internationale, à l'occasion de la venue de Ronald Reagan en Europe.

Le président des Etats-Unis et le président français, qui soutiennent sans réserves l'un et l'autre la guerre meurtrière de l'impérialisme britannique contre l'Argentine, se rencontreront à Paris le 5 juin pour discuter et combiner leurs offensives respectives contre les exploités de leurs propres pays et du monde. Ils prétendent parler au nom de la paix pour mieux être en mesure de conduire leurs guerres.

L'impérialisme américain a commencé une nouvelle guerre du Vietnam pour briser les progrès de la révolution socialiste en Amérique centrale et dans la Caraïbe. Les dictatures armées et financées par les Etats-Unis au Guatemala, au Salvador, mènent une guerre contre leurs propres peuples avec l'aide de « conseillers » militaires américains.

Une guerre moins connue mais tout aussi sérieuse a d'ores et déjà commencé contre le Nicaragua. Le combat est engagé sur deux fronts alors que l'impérialisme américain accentue son offensive pour renverser le gouvernement des ouvriers et paysans qu'a porté au pouvoir la révolution sandiniste. Au Nord, les incursions,

depuis le territoire du Honduras, de forces somozistes et de troupes de ce pays entraînées par des « bérets verts » américains sont une réalité quotidienne. Au Sud, l'état d'urgence vient d'être déclaré au Costa-Rica. C'est là une mesure offensive contre le Nicaragua. Elle s'inscrit dans le soutien aux actions armées des forces contre-révolutionnaires dirigées par des traîtres tels qu'Eden Pastora et qui bénéficient, elles aussi, de l'aide et de l'appui sans réserve des Etats-Unis.

Reagan intensifie ses attaques contre le gouvernement des ouvriers et des paysans de Grenade. Il multiplie les initiatives devant conduire à l'isolement de ce pays afin de créer les conditions politiques les plus favorables à une agression militaire.

Washington durcit sa politique d'encerclement de la révolution cubaine, en intensifiant son offensive diplomatique, en multipliant les manœuvres militaires et, récemment, en interdisant tout voyage de citoyens américains à Cuba.

Le gouvernement français, en dépit de sa rhétorique et de son apparente préoccupation pour le sort des peuples opprimés du Tiers-Monde poursuit sa politique de défense des intérêts propres de l'impérialisme français. Mitterrand, de concert avec Reagan, apporte son complet soutien à la guerre de Margaret Thatcher dans l'Atlantique-Sud. Face à l'impact qu'a dans la Caraïbe la politique menée par les révolutionnaires au pouvoir à Grenade, les impérialistes français ont augmenté leur présence navale dans la région et accru leurs effectifs militaires à la Martinique et à la Guadeloupe. Par ailleurs, la France maintient plusieurs milliers de soldats basés en différents points d'Afrique noire. C'est là une force contre-révolutionnaire au niveau du continent.

Les impérialismes américain et français insistent sans relâche sur la nécessité de développer et de déployer les armements nucléaires contre les peuples du monde qui luttent pour la démocratie et le socialisme. Mitterrand donne l'exemple en développant la force nucléaire, en menant des expériences nucléaires en atmosphère libre dans le Pacifique-Sud au mépris de la vie et de la santé des peuples de la région et en autorisant les recherches sur la bombe à neutrons.

Le Pentagone précise ses plans de déploiement des missiles Cruise et Pershing en Europe, malgré une opposition de masse qui a fait descendre des centaines de milliers de manifestants dans les rues. Reagan accélère les plans de développement de la bombe à neutrons tandis que les officiels américains n'hésitent pas à faire des déclarations sur la possibilité d'un usage « démonstratif » des armes nucléaires en Europe.

Cette vaste expansion de l'arsenal nu-

cléaire impérialiste est financée par des budgets de guerre sans cesse croissants. Et cela au détriment du niveau de vie des peuples de la planète.

Les travailleurs de France et des Etats-Unis n'ont aucun intérêt à ces préparatifs de guerre qui menacent l'humanité entière. Nous n'avons rien en commun avec les capitalistes aux intérêts desquels cette politique répond. Nos intérêts sont les mêmes que ceux des opprimés et des exploités que l'impérialisme veut écraser.

— Pas un sou pour les budgets de guerre, pas une personne pour les forces armées impérialistes !

— Forces américaines et françaises hors de la Caraïbe !

— Impérialismes américain et français hors d'Afrique et d'Asie !

— Démantèlement immédiat de l'OTAN et de l'arsenal nucléaire français !

— Les Malouines sont argentines ! Retrait immédiat de la flotte britannique !

Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IVe Internationale. Socialist Workers Party (Etats-Unis).

PAYS-BAS/USA/RFA

D'imposantes manifestations pacifistes

Après les 20 000 manifestants de Paris, les 150 000 de Rome et les 10 000 d'Anvers, le 5 juin dernier, puis les 250 000 personnes qui ont répondu à Londres, le 6 juin, à l'appel du comité Campagne pour le désarmement nucléaire (cf. *Inprecor* numéro 128, du 14 juin 1982), le mouvement international contre la militarisation impérialiste et les interventions américaines en Amérique centrale a connu de nouveau de vastes mobilisations à Amsterdam en Hollande, à Bonn en République fédérale allemande et à New York dans la citadelle impérialiste américaine.

Aux Pays-Bas, environ 5 000 manifestants ont participé le 12 juin, à Amsterdam, à une mobilisation contre les missiles nucléaires et l'intervention US en Amérique centrale. Cette mobilisation était soutenue par les formations de gauche, les comités de solidarité avec l'Amérique centrale et les organisations pacifistes. Cependant, ces forces étaient réticentes à impulser une démonstration militante véritable avec un clair caractère anti-Reagan et anti-US. Le week-end précédent, des concerts « Rock contre Reagan » à Nimègue et à Amsterdam avaient attiré près de 6 000 personnes. L'IKB, la section hollandaise de la IVe Internationale et l'organisation de jeunesse « Rebel » ont formé un contingent combatif de 200 personnes dans la manifestation d'Amsterdam, autour de slogans tels que

« Après le Nicaragua, toute l'Amérique centrale ! Reagan assassin ! Leur lutte est la nôtre, solidarité internationale ! »

En République fédérale allemande, près d'un demi-million de personnes ont manifesté le 10 juin : 400 000 à Bonn en même temps que le sommet de l'OTAN, 40 000 à Berlin et d'autres rassemblements moins nombreux à travers le pays. Ces mobilisations étaient parmi les plus importantes organisées dans ce pays. La manifestation de Bonn était convoquée par une coalition d'organisations pacifistes, chrétiennes, écologistes, de comités de solidarité avec l'Amérique centrale et de formations politiques, autour des mots d'ordre : « Non au déploiement des Pershing ! Non à la bombe à neutrons ! Solidarité avec la révolution coloniale, en Turquie et au Salvador ! ».

Le slogan du mouvement pacifiste d'Allemagne de l'Est (cf. dans ce même numéro d'*Inprecor* l'article d'Anna Libera sur ce thème), « Transformer les épées en socs de charrues ! » était remarqué dans la manifestation. Le cortège du GIM, section allemande de la IVe Internationale, et son groupe de jeunesse, comptait plusieurs centaines de personnes dont de nombreux jeunes, autour des slogans « Hors de l'OTAN ! Solidarité avec le Salvador, la Turquie et Solidarnosc ! Britanniques hors des Falklands ! » et en solidarité avec le mouvement pacifiste d'Allemagne de l'Est.

Cette mobilisation reflète l'extension du mouvement pacifiste. Les syndicats qui étaient antérieurement très hostiles au mouvement ont commencé à faire marche arrière. Par exemple, ils n'ont pas, comme ils l'avaient fait en octobre dernier, interdit à leurs membres de participer à la manifestation de Bonn. Ces derniers mois, il y a même eu de nombreuses initiatives syndicales autour du mot d'ordre : « Des emplois, pas des bombes ! ».

Aux Etats-Unis, c'est un million de personnes qui se sont rassemblées à New York devant le siège des Nations Unies, pour clôturer en apothéose cette semaine de mobilisations internationales contre Reagan-la-Guerre et le militarisme impérialiste. Ainsi était réaffirmé dans la citadelle impérialiste la plus puissante, avec force et nombre, le poids du mouvement pour la paix et l'inquiétude de nombreux américains face à la marche à la guerre du gouvernement Reagan.

La manifestation a été très large et très hétérogène. Nombre de participants qui se trouvaient pour la première fois dans une manifestation de rue, y avaient été poussés, en quelque sorte, par leur crainte des armes nucléaires et leur désir de mettre fin à la course aux armements.

Un courant minoritaire mais significatif, comprenant le Socialist Workers Party (SWP), organisation américaine que des lois scélérates empêchent d'être une section de la IVe Internationale, était organisé autour de mots d'ordre qui s'opposaient directement aux menées guerrières présentes des USA, tels que : « Pas une

personne, pas un centime pour les guerres de Washington ! USA hors d'Amérique centrale ! Halte à la guerre contre le Nicaragua, le Salvador, Cuba, Grenade ! Israël hors du Liban ! ». L'écho rencontré par des slogans du genre de celui revendiquant « Des emplois, pas des bombes ! » illustrait l'inquiétude ressentie face à l'offensive anti-ouvrière du gouvernement Reagan, et un début de compréhension de ses rapports avec la marche à la guerre.

L'Amérique centrale était un thème important de la mobilisation. Toutes les références au Salvador étaient largement saluées, comme le fut le représentant du FDR salvadorien qui prit la parole devant le bâtiment de l'ONU. Parmi les autres intervenants, Isabel Letellier, veuve du ministre des Affaires étrangères de l'ancien gouvernement Allende au Chili, assassiné aux Etats-Unis lors de son exil, rappela les efforts du département d'Etat américain pour abattre le gouvernement chilien et leurs efforts actuels pour en faire de même au Nicaragua.

Des représentants du mouvement des Noirs américains, dont le révérend Ben Chavis du parti politique national indépendant des Noirs et porte-parole du Front uni national noir, qui se sont opposés aux guerres dans lesquelles l'impérialisme US est investi en Amérique centrale et au Liban, ont aussi pris la parole.

ARGENTINE

Pour le droit au retour des exilés politiques

A la fin mai, des dizaines de militants anti-impérialistes, représentant de partis et organisations populaires de douze pays latino-américains, se sont réunis à Lima (Pérou) pour soutenir un secteur de la direction du mouvement péroniste qui voulait rentrer au pays et mettre fin à un exil de plusieurs années.

Les dirigeants Oscar Bidegain (ex-gouverneur de la province de Buenos Aires) et Ricardo Obregon Cano (ex-gouverneur de la province de Cordoba), membres de la direction nationale du mouvement Montonero, essayaient de rentrer en Argentine.

On savait déjà que leurs chances d'obtenir une autorisation d'entrée au pays de la part de la dictature militaire étaient des plus réduites. Mais la tentative s'est avérée utile, dans la mesure où le refus brutal de l'ambassadeur argentin à Lima a contribué à lever le masque et à renforcer l'isolement de la dictature de Galtieri.

Nous nous sommes rendus à Lima prêts à appuyer les camarades Montoneros dans leur tentative de rentrer au pays. Cette tentative a été largement diffusée à Buenos Aires et en Argentine, dans la mesure où les forces d'opposition populaires maintenaient leur exigence du

droit de retour des exilés.

Le refus du gouvernement militaire argentin prouve une fois de plus à quel point il est incapable de diriger le pays dans cette situation d'urgence. Il est vrai que les dirigeants Montoneros revenaient avec une proposition qui demandait « le remplacement urgent du gouvernement vacillant et "vende patria" de la dictature militaire », la « confiscation et la nationalisation du capital britannique implanté dans le pays et l'occupation immédiate de ses entreprises par les travailleurs », la « constitution de milices populaires » et « la libération immédiate des prisonniers politiques et le libre retour des exilés ».

Les militants anti-impérialistes présents à Lima ont participé à un meeting de solidarité avec le peuple argentin et ont reçu un hommage du Parlement péruvien. La manifestation populaire de solidarité avec le peuple argentin a rassemblé à Lima plus de 100 000 personnes. Depuis avril, les travailleurs du port et des aéroports refusent de charger ou décharger les navires et avions britanniques (...)

Paulo Skromov (président du Syndicat du cuir de Sao Paulo et membre de la direction nationale du Parti des travailleurs, traduit d'après *Em Tempo*, 3 juin 1982.

BRESIL

Un candidate du PT pour le gouvernement du Minas Gerais

La campagne du Parti des travailleurs (PT) est maintenant bien engagée.

A Sao Paulo, Luis Inacio da Silva « Lula », candidat gouverneur, s'est lancé avec énergie dans une activité militante dynamique multipliant les prises de parole et les interventions dans les quartiers populaires.

Les armes sont plus inégales que jamais. Le PT est pauvre. Il n'a pas de moyens financiers. Il doit vaincre les craintes et les préjugés par la seule force de conviction de ses militants. En revanche, les candidats du parti gouvernemental (PDS) et du parti bourgeois d'opposition (PMDB), bénéficient de puissants soutiens financiers et d'une longue tradition de politique clientélaire.

Pourtant, la cote de « Lula » ne cesse de monter. Parti de 10 % aux sondages, il frôle maintenant les 20 % dans les derniers sondages de la *Folha* de Sao Paulo. Lorsqu'il fut désigné candidat, « Lula » avait bien dit qu'il ne s'agirait pas d'une candidature symbolique, mais d'une candidature pour gagner. Ses adversaires commencent à le craindre pour de bon.

Par ailleurs, le congrès du PT du Minas Gerais (troisième Etat du pays) a

élu Sandra Starling comme candidate au poste de gouverneur. Sandra Starling est avocate et ce sera la première femme candidate à la charge suprême de l'Etat considéré comme le plus conservateur de la fédération brésilienne.

« Il faut d'abord préciser, déclare Sandra Starling, que les politiciens du Minas n'ont pas changé. C'est le Minas qui a changé. Il fallait que surgisse une proposition nouvelle comme celle du PT pour qu'une femme puisse être candidate au poste de gouverneur. Je ne sais pas si vous le savez, mais dans le PT du Minas, 60 % des adhérents sont des femmes... »

Quant à l'orientation de sa campagne, Sandra Starling explique : « Le PT représente d'abord une grande nouveauté dans le cadre politique du Brésil. C'est une opposition de classe. C'est-à-dire qu'il n'a aucun projet de bloc entre classes, de collaboration de classes. Ce n'est pas un front, c'est un parti. Un vrai parti. Cependant, il existe en son sein des différenciations. J'en vois quatre principales. La première concerne le rapport du parti avec le mouvement social : la discussion sur la nécessité pour le parti d'avoir une ligne syndicale. A ce sujet, les différences sont plutôt en train de se réduire, dans la mesure où les secteurs modérés qui n'en voyaient pas la nécessité perdent du terrain. La seconde porte sur la compréhension de ce que doit être un parti de masse et militant à la fois, avec le maximum de cadres organisés dans les noyaux et une éducation politique pour préparer les militants à la lutte. La troisième concernerait la démocratie interne du parti : comment les différentes tendances du parti peuvent-elles s'exprimer et exprimer leurs droits de majorité comme de minorité ? La quatrième enfin, concernait les propositions politiques du parti. Elles doivent d'abord exprimer la lutte contre la dictature, hier, aujourd'hui et jusqu'à ce qu'elle soit renversée. Ensuite, elles doivent établir un ensemble de perspectives, afin que les larges masses ne perçoivent pas la nouvelle société seulement comme un horizon, mais comme une possibilité concrète. »

BELGIQUE

VIe congrès de la Ligue révolutionnaire des travailleurs

La Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT), la section belge de la IVe Internationale, vient de tenir fin mai son VIe Congrès national depuis sa fondation en 1971.

Venant après le plus important mouvement de grève depuis la grève générale de l'hiver 1960-1961, qui vient d'ébranler le gouvernement bourgeois de Winfried Martens au cours des mois de janvier, février et mars, ce Congrès venait à point nommé pour en tirer les conclusions et

pour doter l'organisation d'une orientation politique cohérente.

Le Congrès a discuté une résolution politique centrale qui s'efforçait de définir les changements en cours au sein du mouvement ouvrier de masse (social-démocrate et chrétien), tant au niveau syndical que politique. La discussion a essentiellement porté sur l'intervention politique dans la période qui vient de s'ouvrir. Une large majorité s'est dégagée en faveur d'une orientation qui met au centre de la stratégie le combat pour le Front syndical commun FGTB-CSC, sur la base de revendications anticapitalistes, dans la perspective de la grève générale et son débouché : un gouvernement des travailleurs issu de la mobilisation des 2,5 millions de syndiqués FGTB et CSC.

Deux courants très minoritaires ont proposé des embryons d'alternative, l'un préconisant une orientation privilégiée en direction du PS-SP, l'autre favorable à une position plus propagandiste et accordant une plus grande place à la dénonciation des directions réformistes.

La majorité des délégués s'est située dans le cadre du rapport présenté par la direction sortante et y a apporté un certain nombre de corrections et d'améliorations.

Une autre résolution, complétant la résolution politique centrale, a tiré le bilan de l'activité syndicale de la LRT depuis dix ans et a introduit une importante correction sur ce terrain. Celle-ci était fondée sur le prémisses qu'existe en Belgique une gauche syndicale composée de milliers de délégués d'entreprise qui luttent indépendamment des appareils syndicaux et à qui il faut tracer immédiatement des perspectives de combat et de centralisation. Une telle ligne a amené la LRT à favoriser prématurément des regroupements intersyndicaux et interprofessionnels sur des plates-formes très avancées mais se situant en fait en dehors des syndicats, ce qui a entraîné une sous-estimation du Front unique, des revendications immédiates et de la lutte pour consolider des oppositions syndicales sur la base des structures syndicales.

Le Congrès a approuvé une résolution sur la construction du parti approuvant sans ambiguïté le « tournant vers l'industrie » décidé à la suite du XIe Congrès mondial de la IVe Internationale de 1979. Ce débat avait ouvert une importante crise politique et organisationnelle dans la LRT lors de son Ve Congrès national de 1980. En même temps, le Congrès a donné un rôle important à la construction d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse, la Jeune Garde socialiste (JGS).

Le Congrès a également approuvé une résolution sur le Zaïre, ex-colonie belge, résultat d'un travail anti-impérialiste sur ce point très « sensible » qui, comme le disait la IIIe Internationale avant sa dégénérescence, doit être le « point d'honneur » d'une organisation révolutionnaire.

PAYS-BAS

Solidarité avec les soldats emprisonnés

Trois responsables du Syndicat national des soldats (VVDM) des Pays-Bas ont été arrêtés jeudi soir et vendredi matin (17 et 18 juin) par la police militaire. Deux d'entre eux sont membres de sa direction nationale, le troisième est membre de la branche du VVDM de la ville de Breda.

Ils sont accusés d'« atteinte à la sécurité de l'Etat » mais, pour le moment, aucune précision n'a été donnée sur le chef d'accusation. Ils risquent de nombreuses années de prison. La police militaire et le gouvernement n'ont aucune charge sérieuse contre ces militants, mais veulent intimider les soldats et leur organisation, de nombreux soldats refusant d'assurer les gardes des armes nucléaires, appelées *side guards*. En effet, l'un des deux dirigeants nationaux arrêté est plus particulièrement responsable des problèmes des armes atomiques pour le VVDM. Ce syndicat a organisé des manifestations de soldats en uniforme contre la bombe atomique et contre les *side guards*, alors que la question de l'acquisition et du stockage de missiles nucléaires est depuis plusieurs

années une question épineuse sur laquelle le gouvernement des Pays-Bas n'a pas encore tranché.

Le VVDM a diffusé massivement dans toutes les gares d'où partent les soldats un tract appelant au soutien des emprisonnés. Un Comité national de défense a été mis sur pied. Le Comité de soldats contre les armes nucléaires et la Ligue des soldats — deux courants de gauche au sein du VVDM — participent particulièrement activement au Comité national de défense.

Le VVDM appelle toutes les organisations qui manifestent contre la guerre, les syndicats de soldats de par le monde et les organisations ouvrières et démocratiques, à faire tous les efforts possibles pour que soient relâchés les trois soldats emprisonnés.

Les télégrammes de protestation sont à adresser à : Ministère de la Défense, Plein 4, La Haye, Pays-Bas. Copie à envoyer au Syndicat des soldats : VVDM, Hojelkazerne, Croeselaan 39, Utrecht, Pays-Bas.

Ils peuvent être rédigés ainsi : « *Nous protestons contre l'arrestation de Peter van Wejt, Oskar van Ryswyk et Stees Boot par la police militaire, qui veut empêcher les syndicats de soldats d'organiser toute manifestation contre les armements nucléaires. Nous exigeons leur libération immédiate !* »

PORTUGAL

Soutien aux prisonniers politiques en grève de la faim

Onze militants du Parti révolutionnaire du Proletariat (PRP), placés depuis quatre ans en régime de détention préventive, ont entrepris une grève de la faim pour obtenir leur libération. Certains restent détenus alors que les jugements les condamnant ont été annulés. Une loi d'amnistie ne leur a pas été appliquée. Parmi eux se trouvent les deux principaux dirigeants de l'organisation : Isabel do Carmo et Carlos Antunes.

S'inspirant de l'exemple tragique des prisonniers politiques irlandais, les militants du PRP ont décidé d'entrer en grève de la faim, un par un tous les dix jours. Amilcar Romano a commencé sa grève le 21 mai. Il a été rejoint, le 1er juin par Joao Santos, et le 10 juin par Carlos Antunes.

Les avocats dénoncent les conditions de détention auxquelles sont soumis ces prisonniers politiques, parmi les derniers du pays : visites limitées, courrier censuré, manque de soins médicaux qui a suscité une prise de position de l'Ordre des médecins.

Ce traitement contraste avec l'indulgence dont bénéficient les anciens agents de la dictature salazariste. Aujourd'hui, sur plus de 5 000 agents de la police politique illustre pour ses tortures, la PIDE, deux ou trois seulement sont encore détenus. Le chef de la PIDE a eu droit, à sa mort, à des obsèques avec honneurs militaires. Le général Spínola lui-même, chef du coup réactionnaire du 11 mars 1975, a été fait maréchal sur proposition du président Eanes et du « Conseil de la Révolution ».

A plusieurs reprises, le gouvernement a fait pression sur les députés pour repousser l'adoption de lois d'amnistie. Un projet d'amnistie a encore été déposé le 15 juin par le président du groupe socialiste, Salgado Zenha, et rejeté par la majorité de l'Assemblée, le 18 juin.

Les militants du PRP ont annoncé leur détermination à lutter jusqu'à leur libération ou jusqu'à la mort.

Une campagne se développe au Portugal, animée principalement par le groupe d'origine maoïste UDP, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR), section portugaise de la IVe Internationale, et par les familles des prisonniers. Cette campagne doit recevoir le plus large soutien international. C'est d'autant plus urgent que l'alerte doit être donnée avant les mois d'été, où il est plus difficile de maintenir une mobilisation. Les motions, déclarations ou informations sur ce problème doivent être communiqués d'urgence au CSPA, rua Alexandre Herculano, 55, Lisboa, Portugal.

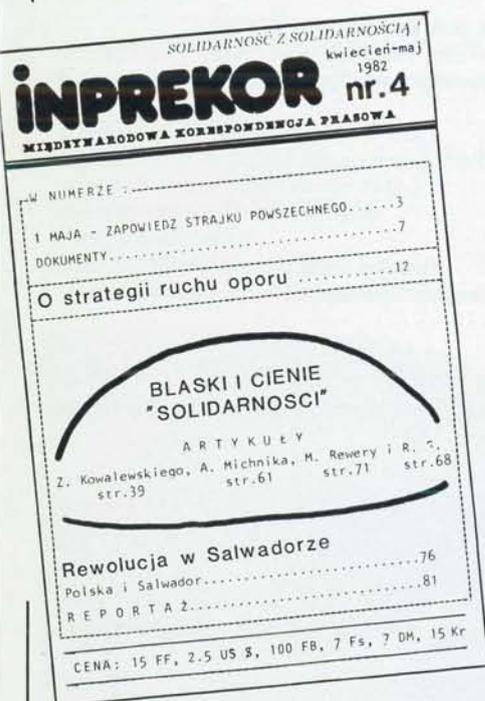
VIENT DE PARAÎTRE

Le numéro 4 d'Inprekor en polonais

Le numéro 4 d'Inprekor polonais vient de paraître. Au sommaire :

- un éditorial sur le 1er Mai et l'annonce de la grève générale
- un article de Jacqueline Allio sur les débats au sein de la résistance (cf. la version française publiée dans Inprekor numéro 128 du 14 juin 1982) ;
- un dossier de contributions tirant le bilan de Solidarité, avec des textes de Kowalewski, Michnik, Rewera, R. S. ;
- un article sur le parallèle entre la révolution polonaise et la révolution salvadorienne ;
- un reportage sur les zones libérées du Salvador, de Jean-Pierre Beauvais (dont la version française a été publiée dans Rouge, l'hebdomadaire de la LCR).

Ce numéro d'Inprekor polonais est en vente au prix de soutien de 15 FF, à la librairie la Brèche, 9, rue de Tunis, 75011 Paris. Vous pouvez aussi vous le procurer en écrivant à Inprekor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, ou vous abonner pour l'année pour la somme de 75 FF.



LIBAN

Retrait immédiat de l'armée israélienne !

Non à une solution imposée par l'impérialisme !

Une fois encore, le régime sioniste a lancé une guerre criminelle contre le monde arabe. Son objectif est l'affirmation de son hégémonie au sein de l'Orient arabe par la destruction du mouvement national palestinien et l'accélération de la participation du régime syrien à une solution négociée par l'impérialisme.

Cette agression découle de la nature expansionniste de l'Etat sioniste qui, de 1948 à aujourd'hui, en passant par les guerres d'agression de 1956, 1967, 1973 et 1978, n'a pas cessé d'étendre ses frontières et son champ d'action. Cette agression est aussi le prolongement direct de sa politique d'annexion, de colonisation et de terrorisme de masse vis-à-vis de la population palestinienne dans les territoires occupés depuis 1967.

Cette nouvelle guerre confirme la réelle nature des accords de Camp David qui, loin d'aspirer à une quelconque paix au Moyen-Orient, visent à briser les reins du mouvement national arabe, à asseoir un élargissement de la domination de l'impérialisme dans la région, renforcer le rôle de gendarme du régime sioniste et lui laisser les mains libres pour s'attaquer sauvagement à toute force qui oserait s'opposer à la domination impérialiste, et en premier lieu le mouvement national palestinien.

Dans ce plan américain de domination de la région, Israël sait pouvoir compter avec la passivité ou la complicité de la plupart des régimes arabes qui, soit sont déjà partie prenante des alliances, soit cherchent un meilleur prix pour s'y intégrer. L'instabilité sociale qui les caractérise tous peut les obliger parfois à donner un appui partiel à la résistance palestinienne mais tout de suite, par leur nature sociale qui ne vise qu'à défendre leurs intérêts propres, ils concentrent leur force sur le maintien de leur régime, et laissent donc le champ libre à Israël pour mener sa politique de génocide contre le peuple palestinien et son organisation.

Car c'est bien d'un génocide dont il s'agit aujourd'hui au Liban. Liquidier l'OLP signifie désarmer le peuple palestinien dans son ensemble, c'est-à-dire détruire les camps de réfugiés, assassiner des dizaines de milliers de militants. Les massacres des derniers combats confirment de façon atroce que toute politique qui vise à détruire l'OLP signifie en fait la liquidation physique du peuple palestinien.

L'héroïsme de la résistance des combattants palestiniens à Saïda et à Beyrouth, à Tyr et au château de Beaufort, est à la mesure de la boucherie des forces sionistes. Les combattants de l'OLP et du mouvement national libanais savent qu'ils sont le dos au mur et que c'est leur vie tout autant que leur existence comme entité politique qu'ils défendent aujourd'hui face aux armées sionistes ; à un contre dix, avec des Kalachnikov face à des missiles et des mitrailleuses face à des F-15, ils ont déjà su infliger certaines défaites aux forces israéliennes.

Mais l'héroïsme n'est pas en soi suffisant pour mettre en échec les plans impérialistes et la manœuvre sioniste. Ce ne sont pas quelques déclarations verbales de la part des régimes arabes qui empêcheront l'Etat d'Israël et ses alliés libanais soutenus par les USA, de tenter un nouveau Septembre noir

contre la résistance palestinienne et le mouvement national libanais. L'attitude de la Syrie a été à la mesure de ce régime dictatorial vis-à-vis des masses syriennes et passif vis-à-vis de l'impérialisme : la démission de l'armée syrienne face à Israël est un nouveau crime à mettre à son compte.

Nous dénonçons cette guerre qui s'inscrit dans un plan négocié par l'impérialisme, les régimes réactionnaires arabes et Israël, qui vise à liquider la résistance palestinienne et réaliser une solution impérialiste.

Nous saluons la résistance héroïque et déterminée des militants palestiniens et libanais.

Nous appelons l'ensemble des forces révolutionnaires et progressistes arabes et internationales à se mobiliser activement aux côtés de la résistance palestinienne et de la résistance libanaise pour susciter un front uni de soutien à la liberté d'action totale, militaire et politique de la résistance palestinienne et libanaise.

Nous exigeons :

- Le soutien à l'OLP, représentant du peuple palestinien dans sa lutte contre l'agression sioniste.
- Le retrait immédiat et sans conditions de l'armée israélienne du Liban et des territoires occupés.
- Le soutien aux droits du peuple palestinien et à la souveraineté du Liban et au droit du peuple libanais à l'auto-détermination.
- Le refus de tout plan impérialiste-sioniste.
- L'instauration d'une Palestine unie, libre, démocratique et socialiste, sur la destruction de l'Etat d'Israël. ■

Parti d'Action communiste en Syrie,
Parti communiste égyptien (Conférence),
Ligue communiste révolutionnaire,
section de la IVe Internationale
dans l'Etat d'Israël,
Groupe communiste révolutionnaire,
section libanaise de la IVe Internationale.

